



Envoyé en préfecture le 03/06/2019

Reçu en préfecture le 03/06/2019

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20190527-M_DE190527__81-DE

CONSEIL MUNICIPAL

29 avril 2019

PROCES-VERBAL



ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL **LUNDI 29 AVRIL 2019**

DELIBERATIONS

A - CONSEIL MUNICIPAL

Rapports présentés par Monsieur le Maire Daniel FIDELIN

1. D.2019.04/56 : APPEL NOMINAL
2. D.2019.04/57 : DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE
3. D.2019.04/58 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 25 MARS 2019

B - RESSOURCES HUMAINES

Rapport présenté par Patricia DUVAL

4. D.2019.04/59 : TABLEAU DES EFFECTIFS
5. D.2019.04/60 : AUTORISATION DE RECRUTER UN AGENT CONTRACTUEL EN L'ABSENCE DE FONCTIONNAIRES SUSCEPTIBLES D'EXERCER LES FONCTIONS CORRESPONDANTES (POSTE DE CHARGÉ DE CRÉATION GRAPHIQUE)

C - FINANCES

Rapports présentés par Laurent GILLE

6. D.2019.04/61 : **BUDGET PRINCIPAL** - VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019
7. D.2019.04/62 : **BUDGET ANNEXE ASSUJETTIES A LA TVA** - VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019
8. D.2019.04/63 : **BUDGET ANNEXE ZAC ECO-QUARTIER** - VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019
9. D.2019.04/64 : **BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT QUARTIER DU TEMPLE** - VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019

D - INTERCOMMUNALITE

Rapport présenté par Monsieur le Maire Daniel FIDELIN

10. D.2019.04/65 : NOM DE LA COMMUNAUTE URBAINE– STATUTS – MODIFICATION

E - EDUCATION JEUNESSE

Rapport présenté par Corinne LEVILLAIN

11. D.2019.04/66 : ASSOCIATION FAMILIALE DU GRAND AIR - PRESTATION DE SERVICE PERISCOLAIRE – RETROCESSION – VERSEMENT

Rapport présenté par Alexandre MORA

12. D.2019.04/67 : CONVENTIONS DE PARTENARIAT ET MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET L'ASSOCIATION FAMILIALE DU GRAND AIR – ANNEE 2019 – SIGNATURE – AUTORISATION - VERSEMENT

F - PATRIMOINE CULTUREL / BIBLIOTHEQUE / MANIFESTATIONS PUBLIQUES

Rapports présentés par Emmanuel DELINEAU

13. D.2019.04/68 : **BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE CONDORCET** - RESTAURATION DOCUMENTS PATRIMONIAUX – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU FONDS REGIONAL DE RESTAURATION ET D'ACQUISITION DES BIBLIOTHEQUES (FRRAB)
14. D.2019.04/69 : **BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE CONDORCET** - RESTAURATION DOCUMENTS PATRIMONIAUX – CONVENTION POUR LE FINANCEMENT DE RESTAURATION D'ŒUVRES AU TITRE DU FRRAB EN 2018
15. D.2019.04/70 : **MANIFESTATIONS PUBLIQUES – MAISON DES ARTS** – POLE DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – VERSEMENT DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2019 DANS LE CADRE DE LA CONVENTION TRIENNALE AVEC LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME (2016/2019)

Rapport présenté par Virginie LAMBERT

16. D.2019.04/71 : **MANIFESTATIONS PUBLIQUES** – SUBVENTIONS - AUTORISATIONS - CONVENTIONS ASSOCIATION BATTERIE FANFARE MONTIVILLIERS- GONFREVILLE L'ORCHER
17. D.2019.04/72 : **MANIFESTATIONS PUBLIQUES** – FÊTE DE LA MUSIQUE 2019 – CONVENTION TENDANCE OUEST – AUTORISATION - SIGNATURE

G - SPORTS / LOGISTIQUE

Rapports présentés par Jean-Luc GONFROY

18. D.2019.04/73 : **SPORTS** - MISE EN PLACE DU DISPOSITIF AMBASSADEUR SPORTIF DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS 2019-2020 – ADOPTION – VERSEMENT DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE
19. D.2019.04/74 : **SPORTS** - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA FEDERATION FRANÇAISE DE FOOTBALL AMATEUR FFFA
20. D.2019.04/75 : **SPORTS** - DEMANDE DE SUBVENTION PAR L'UNSS – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – AUTORISATION – VERSEMENT

H - ENVIRONNEMENT / SANTE / PREVENTION ET CADRE DE VIE

Rapports présentés par Virginie LAMBERT

21. D.2019.04/**76** : **VIE ASSOCIATIVE** - CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET « L'ASSOCIATION MONTIVILLIERS – NASSERE » 2019 – ADOPTION – AUTORISATION – SIGNATURE DE LA CONVENTION – VOTE DE LA SUBVENTION ANNEE 2019 ET VERSEMENT.
22. D.2019.04/**77** : **VIE ASSOCIATIVE** – CONVENTIONS ENTRE L'ASSOCIATION « CONSOMMATION LOGEMENT ET CADRE DE VIE » (CLCV) ET LA VILLE DE MONTIVILLIERS 2019. ADOPTION – AUTORISATION – SIGNATURE DES CONVENTIONS – VOTE DE LA SUBVENTION ANNEE 2019 ET VERSEMENT.
23. D.2019.04/**78** : **VIE ASSOCIATIVE** - CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET L'ASSOCIATION « LES AMIS DU JUMELAGE MONTIVILLIERS – NORDHORN » 2019. ADOPTION – AUTORISATION – SIGNATURE DE LA CONVENTION - VOTE DE LA SUBVENTION ANNEE 2019 ET VERSEMENT.

INFORMATION

Information présentée par Daniel FIDELIN

1. I.2019.04/**06** : DELEGATION DE COMPETENCES ACCORDEES A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – COMMUNICATION

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 29 AVRIL 2019

PROCES VERBAL

A – CONSEIL MUNICIPAL

56.CONSEIL MUNICIPAL - APPEL NOMINAL

Mr Daniel FIDELIN, Maire. – Je vais procéder à l'appel nominal.

Sont présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Alexandre **MORA**, Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (représenté par Daniel FIDELIN jusqu'à son arrivée en séance à 18h47), Gérard **DELAHAYS**, Hélène **SAMPIC**, Sophie **CAPELLE**, Juliette **LOZACH**, Jérôme **DUBOST**, Martine **LESAUVAGE**, Fabienne **MALANDAIN**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Laurent GILLE
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette LOZACH
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Dominique THINNES
Franck **DORAY** donne pouvoir à Gilbert FOURNIER
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Jérôme DUBOST

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

57. CONSEIL MUNICIPAL – DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Mr Daniel FIDELIN, Maire. – Je vous propose de bien vouloir procéder à la désignation de l'un de nos membres qui remplira les fonctions de secrétaire au cours de la présente séance et d'adopter la délibération suivante.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales ;

VU le tableau du Conseil Municipal ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **De désigner Alexandre MORA qui remplira les fonctions de secrétaire au cours de la présente séance.**

ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

58. CONSEIL MUNICIPAL – APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 25 MARS 2019

Mr Daniel FIDELIN, Maire. – Je vous propose de bien vouloir adopter le procès-verbal de la séance du 25 mars 2019 et de prendre la délibération ci-dessous :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 25 mars 2019 ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'adopter le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 25 mars 2019.**

ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Monsieur DUBOST : Juste avant de commencer, je voudrais vous demander, vous qui avez l'ordre du jour et la maîtrise sur tout, la possibilité de passer à huis clos la toute dernière information qui évoque la situation personnelle d'une policière municipale contre laquelle vous avez engagé une procédure. Son nom étant indiqué. Il y a une procédure en cours. Tant que rien n'est décidé aux niveaux administratif et judiciaire, il serait peut-être de bon ton, si vous le jugez utile, que l'on ne mette pas son nom et que l'on puisse délibérer à huis clos considérant que la procédure est en cours. Vous êtes le maître de l'ordre du jour. Je fais cette demande. Je ferais une autre observation par la suite sur un autre sujet. Merci.

Monsieur le Maire : Je vous donne mon accord Monsieur DUBOST. On mettra à huis clos cette dernière information. De toutes manières, je n'avais pas l'intention de citer le nom, mais c'est effectivement plus prudent.

59. RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – ADOPTION – AUTORISATION

Mme Patricia DUVAL, Adjoint au Maire. - Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés et modifiés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, et d'apporter des modifications au tableau des effectifs pour répondre aux évolutions des postes de la collectivité.

Afin de tenir compte des mouvements du personnel au sein de la collectivité, il convient de modifier le tableau indicatif des emplois 2019 de la façon suivante :

1°) Commandes Publiques

- Suppression d'un poste de technicien principal 2^{ème} classe à 100% titulaire,
- Création d'un poste de rédacteur principal 2^{ème} classe à 100% titulaire suite à la demande de changement de filière d'un agent,

2°) Service Entretien restauration

- Suppression d'un poste d'adjoint technique à 50%,
- Création d'un poste d'adjoint technique à 80% à la cuisine centrale,

3°) CCAS

- Suppression d'un poste d'adjoint administratif à 50%,
- Création d'un poste d'adjoint administratif à 100% au sein des résidences pour personnes âgées.

4°) Service Développement territorial et commercial

- Modification de l'indice majoré d'un attaché contractuel à 100%, passant de l'indice majoré 355 à l'indice majoré 405.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le budget de l'exercice 2019,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

VU le rapport de Mme Patricia DUVAL, Adjoint délégué aux Ressources Humaines,

VU l'avis du Comité Technique réuni le 21 Mars 2019,

CONSIDERANT

- Que l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 prévoit que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant.
- Qu'aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas.
- Que la nomination d'un agent est subordonnée à l'existence d'un poste.
- Que les suppressions d'emploi relèvent également de la compétence de l'assemblée délibérante et doivent être soumises en amont pour avis au comité technique.

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **D'adopter les modifications au tableau des emplois 2019 figurant ci-dessous**

TABLEAU DES EFFECTIFS AU 01/05/2019

Grades	Catégorie	Postes budgétaires	Effectifs ETP				Observations
			TOTAL	TC	TP	TNC	
FILIERE ADMINISTRATIVE							
D.G. 10 à 20 mille hab.	A	1	1	1			
D.G.A. 10 à 20 mille hab	A	1	0	0			1 emploi fonctionnel vacant
Directeur	A	1	0				1 emploi fonctionnel en détachement
Attaché Pal	A	2	1	1			1 poste vacant pour recrutement sur emploi fonctionnel - 1 poste transformé en attaché contractuel
Attaché	A	4	4	4			
		9	6				
Rédacteur Pal 1CL	B	10,5	9,4	8	0,9	0,5	1 poste vacant
Rédacteur Pal 2CI	B	9	8,5	6	2,5		1 poste de technicien ppal 2ème classe transformé en rédacteur ppal 1ère classe
Rédacteur	B	5	3,8	3	0,8		
		24,5	21,7				
Adjt adm ter Pal 1CI	C	8	7,7	6	1,7		
Adjt adm ter Pal 2CI	C	14,5	13,9	10	2,4	1,5	
Adjt adm ter	C	18	16,2	14	1,5	0,7	1 poste à 50% passé à 100%
		40,5	37,8				
FILIERE ANIMATION							
Animateur Pal 1CI	B	2	1,9	1	0,9		
Animateur Pal 2CI	B	4	3,8	3	0,8		
Animateur	B	2	2	2			
		8	7,7				
Adjt ter animation	C	3	2,7	2	0,7		
		3	2,7				
FILIERE CULTURELLE							
Bibliothécaire	A	1	1	1			

1	1
---	---

Assist ens art Pal 1Cl	B	1,15	1,15	1		0,15	
Assist ens art Pal 2Cl	B	4,05	4,05	2		2,05	
		5,2	5,2				

Assist conserv Pal 1Cl	B	1	0	0	0	0	1 poste vacant suite départ retraite
Assist conserv Pal 2Cl	B	1	0,8		0,8		
		2	0,8				

Adjt ter patr Pal 1Cl	C	2	2	2			
Adjt ter patr Pal 2Cl	C	2	1,8	1	0,8		
Adjt ter patrimoine	C	1,7	1,4		0,7	0,7	
		5,7	5,2				

FILIERE MEDICO SOCIALE							
Cadre de santé 2Cl	A	1	0,9		0,9		
		1	0,9				

FILIERE SOCIALE							
Assist soc-ed	B	1	1	1			
		1	1				

Educat Pal j enfant	B	1	1	1			
		1	1				

Agent social ter	C	1	1	1			
		1	1				

Agent Pal ATSEM 1Cl	C	3	2,7		2,7		
Agent Pal ATSEM 2Cl	C	7	6,8		1,8	5	
		10	9,5				

FILIERE TECHNIQUE							
Ingénieur	A	1	1	1			
Ingénieur Pal	A	1	1	1			
		2	2				

Technicien	B	3	1	1			
Technicien Pal 1Cl	B	1	1	1			

Technicien Pal 2Cl	B	4	4	4			1 poste de technicien ppal 2ème classe transformé en rédacteur ppal 2ème classe
		8	6				

Agent maitrise Pal	C	10	10	10			
Agent maitrise	C	8	8	8			
		18	18				

Adjt tech ter Pal 1Cl	C	8	8	8			
Adjt tech ter Pal 2Cl	C	32,11	29,51	24	2,4	3,11	1 poste vacant
Adjt tech ter	C	56,42	50,1	33	1,7	15,4	1 poste en disponibilité - 3 postes vacants - 1 poste à 50% augmenté à 80%
		96,53	87,61				

FILIERE POLICE MUNICIPALE							
Brigadier-chef Pal PM	C	5	5	5			
		5	5				

FILIERE SPORTIVE							
Educat ter APS Pal 1Cl	B	1	1	1			
Educat ter APS Pal 2Cl	B	2	2	2			
Educat ter APS	B	5	4	4			
		8	7				

	POSTES BUDGETAIRES	EFFECTIFS
TOTAL GENERAL	250,43	227,11

ETAT DU PERSONNEL NON TITULAIRE AU 01/05/2019

AGENTS NON TITULAIRES (emplois pourvus)	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)	CONTRAT (4)	ETP
1 attaché	A	URB	640	Art. 3-3	1
1 attaché	A	CULT	664	Art. 3-3	1
1 attaché	A	COM	635	Art 3-3	1
1 attaché	A	SP	590	Art 3-3	1
1 attaché	A	URB	405	Art 3-3	1
1 ingénieur	A	INFOR	435	Art.3-3	1
1 rédacteur	B	COM	339	Art.3-2	1
1 rédacteur	B	FIN	394	Art 3-2	1
1 animateur	B	ANIM	366	Art 3-2	1
1 animateur	B	ANIM	366	Art 3-2	1
1 technicien	B	INFOR	356	Art.3-2	1
1 assistant d'enseignement artistique principal de 1ère cl.	B	CULT	402	A (CDI)	0,02
1 assistant d'enseignement artistique principal de 1ère cl.	B	CULT	402	Art. 3-2	0,15
1 assistant d'enseignement artistique principal de 2ème cl.	B	CULT	347	Art. 3-2	0,20
1 assistant d'enseignement artistique principal de 2ème cl.	B	CULT	361	Art. 3-2	0,27
1 assistant d'enseignement artistique	B	CULT	339	Art 3-2	0,35
1 assistant d'enseignement artistique	B	CULT	339	Art 3-2	0,15
1 assistant d'enseignement artistique	B	CULT	339	Art 3-3	0,08
1 assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2ème cl.	B	CULT	361	Art. 3-2	1,00
1 assistant territorial socio-éducatif	A	MEDICO SOC	482	Art. 3-3	1,00
1 éducateur territorial de jeunes enfants	A	JEU	347	Art. 3-2	0,50

21

14,72

(1) CATEGORIES : A, B ou C

(2) SECTEUR :

ADM : administratif (dont emploi de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)
FIN : financier
TECH : technique et informatique (dont emploi de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)
URB : urbanisme (dont aménagement urbain)
ENV : environnement (dont espaces verts et aménagement rural)
COM : communication
S : social (dont aide sociale)
MS : médico-social
MT : médio-technique
SP : sportif
CULT : culturel (dont enseignement)
ANIM : animation
RS : restauration scolaire
ENT : entretien
CAB : collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi du 26 janvier 1984)
COM PUB : commande publique
JEU : jeunesse
INFOR : informatique

(3) REMUNERATION : référence à un indice majoré de la fonction publique ou en euros annuels bruts

(4) CONTRAT : motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée)

3 : accroissement temporaire d'activité ou accroissement saisonnier d'activité

3-1 : remplacement temporaire d'un fonctionnaire ou d'un agent non titulaire placé en temps partiel, congés annuels, congé de maladie, congé de maternité (...)

3-2 : vacance temporaire d'un emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire

3-3 : absence de cadre d'emplois de fonctionnaire ou pourvoir un emploi de catégorie A lorsque les besoins du service ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté statutairement

3-4 : possibilité de proposer un CDI

38 : travailleurs handicapés catégorie C

47 : article 47

110 : article 110

A : autres (préciser)

Monsieur LEBRETON : J'aimerais avoir une explication. Il est bien clair que cela n'est pas tout à fait équivalent, les suppressions et les créations. Pour les commandes publiques, c'est équivalent. C'est équivalent pour le 4, mais sur le 2, on supprime un poste à 50 % et on en crée un à 80 %. Pour le 3, on supprime un poste à 50 % et on en crée un à 100 %. C'est un coût tout de même. Nous sommes bien d'accord. On ne peut pas dire que c'est à coût constant.

Madame DUVAL : C'est exact. Un poste qui était à 50 % et qui passe à 100 %, bien évidemment, il y a un supplément. En ce qui concerne l'autre qui passe de 50 % à 80 %, c'est pareil. Mais c'était nécessaire.

Monsieur le Maire : Dans les effectifs, il y a des évolutions permanentes ; que ce soit en baisse ou en hausse en fonction de la demande de l'agent et des charges de travail. C'est évolutif.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

60. RESSOURCES HUMAINES – AUTORISATION DE RECRUTER UN AGENT CONTRACTUEL EN L'ABSENCE DE FONCTIONNAIRES SUSCEPTIBLES D'EXERCER LES FONCTIONS CORRESPONDANTES (POSTE DE CHARGÉ DE CRÉATION GRAPHIQUE)

Madame Patricia DUVAL, Adjointe au Maire - Le contrat de travail de l'agent exerçant les fonctions de Chargé de création graphique au service Communication, actuellement en place, arrive à échéance le 31 mai prochain. Afin d'assurer la bonne continuité du service, il est nécessaire de recruter à nouveau sur ce poste à temps complet déjà existant, qui, dans l'hypothèse où il ne pourrait être pourvu par un fonctionnaire ou un lauréat de concours, pourrait l'être par un agent contractuel sous réserve d'y être autorisé par délibération.

Placé sous l'autorité directe du Responsable du service communication et de la Directrice Générale des Services, les fonctions du Chargé de création graphique relevant du cadre d'emplois des Rédacteurs territoriaux sont les suivantes :

- **Finalité du poste :**

Participer à la réalisation ou réaliser la création graphique (dessin, graphisme, mise en pages, mise en volume) ;

Mettre en scène l'image et l'information sous une forme écrite, graphique, audiovisuelle, etc... ;

- **Les missions :**

Conception de supports de communication :

Rechercher et étudier les informations qui conditionnent la création ou l'exécution de la commande ;

Proposer les moyens et supports de communication adaptés aux objectifs de communication ;

Effectuer les travaux préparatoires et essais nécessaires : esquisse, pré-projet, prémaquette, choix des supports, des techniques ou du style ;

Réalisation de supports de communication :

Réaliser les ouvrages : maquette, illustration, mise en couleurs, graphisme, animation ou rédaction des slogans, annonces, etc... ;

Vérifier la qualité du travail et sa conformité au projet initial avec le responsable, effectuer les modifications ou corrections éventuelles ;

Coordination artistique des réalisations :

Appréhender les demandes et conseiller les services de la collectivité en matière de création ;

Analyser la faisabilité des projets et proposer des solutions adaptées ;

Respecter et faire respecter les cahiers des charges, les délais et les coûts ;

Suivre les productions de documents et supports ;

Au regard de ces missions, le profil recherché devra détenir un Baccalauréat professionnel production graphique.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU le budget de l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT

- Que pour permettre le bon fonctionnement du service, il est nécessaire de recruter un agent sur le poste de Chargé de création graphique suite à sa vacance ;
- Qu'il est possible de recruter, en cas de recherche infructueuse de candidats titulaires de la fonction publique territoriale, sous la forme contractuelle, en application de l'article 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale, sur le grade de Rédacteur ;

VU le rapport de Madame l'Adjointe au Maire, chargée des ressources humaines, de la santé et de la sécurité au travail ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser Monsieur le Maire à recruter un Rédacteur contractuel à compter du 01/06/2019 pour occuper le poste de Chargé de création graphique et à signer le contrat :**
 - ❖ qui sera établi, en application de l'article 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, pour une durée de 1 an, pour faire face temporairement à la vacance de cet emploi permanent qui ne peut être immédiatement pourvu par un fonctionnaire
 - ❖ et dont la rémunération sera fixée, par référence à l'indice brut 397 indice majoré 361 (4^{ème} échelon du grade de Rédacteur).

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget Principal

Sous-fonctions et rubriques : 023

Nature 64131

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

C – FINANCES

61.FINANCES – BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS – VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019

M. Laurent GILLE, Adjoint au Maire – Le budget primitif ayant été voté en décembre 2018 sans reprise anticipée des résultats, il convient de procéder à l'adoption d'un budget supplémentaire pour 2019.

Le budget supplémentaire a pour objet de procéder à la reprise dans le budget 2019 des résultats de l'exercice 2018, au vu des résultats du compte administratif et des restes à réaliser de crédits d'investissement.

Il permet également de procéder à des ajustements des prévisions par rapport au budget primitif, ainsi qu'à des inscriptions nouvelles en dépenses comme en recettes.

Pour mémoire, le budget primitif 2019 du budget principal de la Ville de Montivilliers se présentait ainsi :

Fonctionnement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Charges à caractère général - 011	4 216 197 €	Atténuation de charges - 013	60 000 €
Dépenses de personnel - 012	11 817 576 €	Produits des services et du domaine - 70	2 717 350 €
Atténuation de produits - 014	289 000 €	Impôts et taxes - 73	13 702 434 €
Autres charges de gestion courante - 65	2 564 229 €	Dotations et participations - 74	4 147 869 €
Charges financières - 66	464 018 €	Autres produits de gestion courante - 75	306 000 €
Charges exceptionnelles - 67	79 300 €	Produits financiers - 76	6 000 €
Dotations aux provisions - 68	14 000 €	Produits exceptionnels -77	10 000 €
Dépenses imprévues - 022	57 128 €		
Virement de la section d'investissement - 023	920 000 €		
Opérations d'ordre de transfert entre sections - 042	531 583 €	Opérations d'ordre de transfert entre sections - 042	3 378 €
Total	20 953 031 €	Total	20 953 031 €

Investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Dépenses opérations	5 204 270 €	Subventions d'investissement reçues - 13	3 199 399 €
Immobilisations incorporelles - 20 (sauf 204)	116 621 €	Dotations, fonds divers et réserves - 10 (hors 1068)	820 000 €
Subventions d'équipement versée -204	273 000 €		
Immobilisations corporelles - 21	2 789 870 €		
Immobilisations en cours - 23	10 000 €		
Emprunt et dettes assimilée - 16	3 093 453 €	Emprunt - 16	5 574 610 €
		Produits des cessions d'immobilisations - 024	445 000 €
		Virement de la section de fonctionnement - 021	920 000 €
Opérations d'ordre de transfert entre sections - 040	172 650 €	Opérations d'ordre de transfert entre sections - 040	531 583 €
		Opérations patrimoniales - 041	169 272 €
Total	11 659 864 €	Total	11 659 864 €

➤ Reprise des résultats de clôture

A la clôture de l'exercice 2018,

- la section de fonctionnement présentait un excédent de 5 687 514,61€.
- la section d'investissement présentait un excédent de 1 930 383,76€.

➤ Reprise des restes à réaliser

A la section d'investissement pour un montant de 1 707 906,93€.

➤ Affectation du résultat de fonctionnement

3 287 514,61€ sont affectés en recettes d'investissement via le compte 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés).

Il reste donc 2 400 000,00€ en résultat de fonctionnement reporté en 002.

Le tableau ci-après synthétise les nouvelles inscriptions au budget supplémentaire :

Section de fonctionnement					
DEPENSES			RECETTES		
Libellés	Comptes	Montant	Libellés	Comptes	Montant
			Résultat de fonctionnement reporté	002	2 400 000,00 €
			Impôts locaux	73111	213 722,00 €
			Dotation solidarité communautaire	73212	-55 973,00 €
			Dotation forfaitaire	7411	-6 971,00 €
			Dotation solidarité urbaine	74123	-1 087,00 €
Services techniques					
Entretien MEF	615221	7 000,00 €			
Service des sports					
Produits d'entretien	60631	1 736,00 €			
Petit équipement	60632	1 414,00 €			
Vêtements de travail	60636	529,00 €			
Autres fournitures	6068	2 451,00 €			
Service communication					
Prestations de service	6042	6 000,00 €			
Rémunérations d'intermédiaires	6228	5 141,00 €			
Service Enfance Jeunesse					
Péri et extra scolaires	6068	5 309,00 €			
Petite enfance	6068	347,00 €			
Service Patrimoine culturel et tourisme					
Prestations de service	6042	2 000,00 €			
Catalogues et imprimés	6236	3 000,00 €			
Annonces et insertions	6231	1 000,00 €			
Réceptions	6257	500,00 €			
Service Manifestations publiques					
Catalogues et imprimés	6236	1 000,00 €			
Annonces et insertions	6231	1 000,00 €			
Secrétariat des Elus					
Fêtes et cérémonies	6232	1 000,00 €			
Administration générale					
Réception	6257	2 600,00 €			
Fêtes et cérémonies	6232	3 240,00 €			
Centre social Jean Moulin					
Prestations de service - Manifestation "Semaine de l'environnement et du Dév. Durable"	6042	5 119,00 €			
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT		50 386,00 €	TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT		2 549 691,00 €

Section d'investissement					
DEPENSES			RECETTES		
Libellés	Comptes	Montant	Libellés	Comptes	Montant
			Résultat d'investissement reporté	001	1 930 383,76 €
			Excédents de fonctionnement capitalisés	1068	3 287 514,61 €
			Emprunt	1641	-3 801 780,62 €
Services techniques					
Achat bloc sanitaire Béthanie	2188	55 000,00 €			
Travaux sanitaires Béthanie	2135	10 000,00 €			
Aménagement site en contrebas du graph rue des Mégissiers	2135	11 000,00 €			
Aménagement service Jeunesse : complément suite résultats AO	2135	27 000,00 €			
Budget sécurité	2135	12 000,00 €			
Service des sports					
Achat chalets et blocs béton	2188	10 000,00 €			
Cinéma - opération 1037					
Voirie réseaux divers	2041512	1 093 257,00 €	Fonds de concours CU	13251	456 959,18 €
Service de la commande publique					
Renforcement abouts de sommiers	2313	22 430,00 €			
Service Finances					
Terminal de paiement pour Abbaye	2183	395,00 €			
Service Enfance Jeunesse					
Vidéoprojecteur et écran	2183	3 084,00 €			
Mobilier salle de réunion	2184	2 696,00 €			
Mobilier zone d'attente	2188	2 460,00 €			
Informatique					
Jeunesse	2051	15 000,00 €			
Poste de visualisation de vidéoprotection urbaine	2183	1 871,00 €			
Administration générale					
Deux drapeaux	2188	1 000,00 €			
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		1 267 193,00 €	TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		1 873 076,93 €

➤ **Modification du budget principal**

1 320,00€ ont été virés du compte 2183-3211 vers le 2051-3211 pour la bibliothèque Condorcet.

➤ **Equilibre du budget supplémentaire**

Le résultat de fonctionnement reporté de 2 400 000,00€ (002) ainsi que les nouvelles recettes de fonctionnement permettent de couvrir les demandes supplémentaires en dépenses de fonctionnement (50 386,00€) et d'ouvrir des dépenses imprévues (022) pour 1 397 282,00€.

L'équilibre final s'opère avec le compte 023-virement à la section d'investissement (dépenses) et le compte 021-virement à la section de fonctionnement (recettes) pour 1 102 023,00€.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2313-1, L 1612-2, L 1612-8 ;

VU la commission finances portant sur le rapport d'orientation budgétaire du 22 octobre 2018 ;

VU la délibération n° 168 du 5 novembre 2018 portant sur la présentation du rapport sur les orientations budgétaires ;

VU la commission des Finances du 26 novembre 2018 portant sur la présentation du budget primitif 2019 ;

VU la délibération n° 203 du 10 décembre 2018 qui approuve le budget primitif 2019 ;

VU la délibération n° 36 du 25 mars 2019 relative au vote du compte administratif 2018 ;

VU la commission finances présentant le budget supplémentaire 2019 du 11 avril 2019 ;

VU le rapport de Monsieur l'Adjoint en charge des Finances, des Espaces Publics, des Cimetières ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'adopter le Budget Supplémentaire de la Ville 2019.

- La section de fonctionnement est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 2 549 691,00€.**
- La section d'investissement est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 2 975 099,93€.**

Monsieur LECACHEUR : Ce sera plus rapide qu'en décembre. Il n'y a pas beaucoup plus de choses à dire que lors du vote du budget primitif. Le sous-investissement chronique perdure et les services à la population qui commencent à s'additionner : manque de crèches, manque d'équipements culturels, manque de moyens mis sur l'entretien de la ville, pour ne citer que cela. Par contre, là, côté Communication, on ouvre les vannes. Cela coûte cher, mais visiblement pour vous, ce n'est pas très grave. Cet avant-propos relève du désaccord politique. En réalité, tout cela sera tranché l'an prochain par les Montivillons eux-mêmes. Ce qui est inquiétant, c'est la gestion même des finances et l'incertitude qui pèse sur le budget de notre ville, mais également les questions qui se font jour au niveau de la Communauté Urbaine. Une fois de plus, avec votre maîtrise, comment dire...aléatoire des dossiers municipaux et communautaires, vous avez dit lors du Conseil de mai 2018 qu'il y avait 10 millions d'euros de plus accordés au budget de la Métropole le Havre Seine Métropole ; ces 10 millions

étant censés ruisseler sur les communes et il n'y avait pas de problème puisque selon vous, c'était du garanti, c'était du sûr à l'époque puisque je vous cite : « c'est de la dotation globale de fonctionnement de la D.G.F., Monsieur LECACHEUR ». C'est ce que vous m'aviez dit à l'époque. En ce qui concerne la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, vous aviez dit « c'est génial, la Dotation de Solidarité communautaire est garantie, etc, etc... ». Il y avait de l'argent : les fameux 10 millions qui avaient fait notamment basculer le vote. Ici, il faut se souvenir dans notre assemblée, lorsque nous avons examiné les conditions d'admission à la Communauté Urbaine, cela s'était joué à 17 voix contre 15, soit un vote extrêmement serré. On voit que, quasiment un an plus tard, le carrosse s'est transformé en citrouille dès minuit passé, dès janvier passé. Les 10 millions ont fondu de moitié et pour ma part, je maintiens que cette prime est menacée à échéance de 2 ans puisque ce n'est pas, comme vous l'aviez dit, une augmentation de la D.G.F. C'est une prime distribuée en garantie pour 2 ans. Quid après les 2 ans ? Quid également du ruissellement vers les communes d'un argent qui aujourd'hui n'est plus ? Le Président de la Communauté Urbaine ne s'en cache pas et au vu des récents désagréments de cette collectivité et de la collectivité havraise en particulier, sa priorité, c'est sa réélection comme Maire et comme Président de l'Agglomération et pas autre chose. Donc, quid aujourd'hui des 53 autres communes et quid des engagements pris par son prédécesseur ? Lorsque je vous avais rencontré à plusieurs reprises pour évoquer les dossiers de l'agglomération, et que je vous parlais de possibles incertitudes quant à la gouvernance de la Communauté Urbaine, j'étais loin de m'imaginer ce qui allait se passer chez nos voisins, mais en tous cas, c'est arrivé plus vite que prévu et qu'est ce qui nous garantit aujourd'hui que les engagements du précédent Président, seront tenus à l'égard de notre collectivité ? C'est une question que nous pouvons légitimement se poser.

Monsieur LEBRETON : Je ne résiste pas à la tentation de « mettre mon grain de sel » puisque si nous votons ce budget supplémentaire, c'est bien à cause de la création de la Communauté Urbaine. S'il n'y avait pas eu la Communauté Urbaine, ce document ne serait pas tel qu'il nous est présenté. Je tiens à profiter de cette aubaine pour vous dire à quel point je suis inquiet de la création de cette Communauté Urbaine. Lorsque je vous avais énoncé un certain nombre de remarques, vous aviez tenté de me rassurer en me disant que vous vous entendiez très bien avec le Président. Il a changé et en outre, comme vient de le dire Monsieur LECACHEUR, c'est la preuve que le système est pernicieux. C'est que le Président de la Communauté Urbaine va évidemment chercher à privilégier Le Havre parce que sa priorité la plus immédiate, c'est sa réélection comme Maire. Cela montre bien que ce système va nous être très rapidement défavorable.

Monsieur DUBOST : Je vais me joindre aux propos des deux collègues précédents et de leurs interventions respectives au sujet de la Métropole dont nous sommes membres avec Nada AFIOUNI et 6 autres collègues. C'est vrai que l'on peut être inquiet. Ce n'est pas du tout ce qui nous avait été « vendu ». Peut-être avons-nous fait preuve de grande naïveté. Tout cela s'est précipité au cours de l'année 2018. Il a fallu faire vite, très vite. Nous l'avons vérifié ici. En novembre/décembre, nous avons tous été témoins de la rapidité à laquelle les services ont été sollicités, tant pour savoir qui allait travailler à la Métropole, que de savoir quelles allaient être les retombées économiques. Notre collègue l'a précisé : 10 millions, c'était son amorçage. Mais nous avons bien vu que nous en étions loin. Sans doute vont-ils être régularisés. C'est ce qu'il nous a été dit. Mais qu'est-ce qu'il arrivera pour la Ville de Montivilliers ? Le Conseil Municipal de Montivilliers a à statuer sur les affaires de Montivilliers. En votre qualité de Vice-Président de la Métropole, vous avez évidemment tout intérêt à regarder les affaires montivillonnaises. Nous reviendrons tout à l'heure à l'occasion d'une délibération un peu surprenante où l'on nous demande d'approuver le nom, et c'est assez cocasse, car c'est le nom est déjà utilisé. C'est incroyable, car même si nous votions contre, cela ne changerait pas grand-chose. La charte graphique est faite. Monsieur le Maire, il y avait à Montivilliers une personne chargée des transports. C'était un agent. Il pouvait renseigner au plus près les habitants de Montivilliers. Cette personne était installée sur Oscar Germain. On l'a renvoyée sur la région havraise pour faire son travail sur Montivilliers. C'est assez cocasse. Il y avait aussi des agents de la CODAH qui en d'autres temps, intervenaient sur la gestion

des déchets. Ils n'existent plus à Montivilliers. Les 16.000 habitants de Montivilliers n'ont plus les services de la CODAH, ce qui est fort dommageable pour la deuxième ville de cette Métropole. On y perd en proximité très clairement. Les habitants y perdent en visibilité. A l'heure où l'on entend ici ou là des débats dans lesquels il est mentionné qu'il y a nécessité d'avoir des services publics de proximité, c'est regrettable, Monsieur le Maire, mais nous avons perdu ces services. Il y a l'absence de visibilité sur les finances. Je me permets d'intervenir là-dessus puisque les collègues sont allés sur ce terrain et je me joins à leurs inquiétudes. J'ai 2 autres points, Monsieur le Maire et Monsieur l'Adjoint aux Finances. Cela concerne les économies d'énergie qui ont été évoquées lors du précédent Conseil Municipal. Vous en aviez fait part lors du vote du budget 2018 et ce au détriment d'un principe de prudence. Je le dis parce que j'ai relu le DOB. On nous avait annoncé des chiffres sur les économies d'énergie et en fait les prévisions budgétaires ont dû être revues à la hausse. Cela est fort dommageable lorsque l'on parle d'économie. Les économies d'énergie, cela se constate au Compte Administratif et pas au Budget Prévisionnel. Ce qui me conduit à vous demander, et cela c'est vraiment une remarque, si d'ores et déjà vous avez prévu dans le prochain budget d'intégrer les nouveaux bâtiments. Qui dit nouveaux bâtiments, dit forcément de nouvelles charges. Je pense notamment au Foyer des Anciens qui va devenir le Service Jeunesse. Je pense à la Police Municipale qui s'installera dans les anciens locaux de la Gendarmerie et je pense bien évidemment au complexe sportif. Nous avons déjà des fluides extrêmement conséquents. Nous avons vu une somme importante de 200.000 euros de plus cette année. Première question : y avait-il un prévisionnel ? Deuxième question, et j'en profite parce que cela passera en information, sur le projet Béthanie qui devient le service Jeunesse, on avait un prévisionnel de 220.000 euros au départ au DOB, et si l'on compte bien, on arrive à 250.000 euros. J'aimerais savoir si nous avons quelque chose d'un peu plus finalisé car c'est tout de même assez conséquent de passer de 200.000 à 250.000. Enfin, un troisième point, vous avez, Monsieur le Maire, permis que nous puissions ne pas évoquer le nom d'un agent tout à l'heure dans l'information et c'est très bien. Simplement, je m'étonne que vous ayez au départ mentionné le nom de cet agent municipal. Vous choisissez vos informations. Je sais que l'ancienne Directrice du service Culturel a été au tribunal. Son licenciement a été annulé. Donc, la Ville de Montivilliers doit rembourser. Je voudrais savoir où cela est prévu dans les finances et où est-ce que je peux trouver ce montant car j'ai eu du mal à le chercher. Pouvez-vous me l'indiquer ?

Je voulais savoir si pour cette dame qui a occupé ses fonctions qui a été licenciée et dont le Tribunal a estimé que le licenciement était abusif, s'il y avait eu une provision puisqu'il y a une autre procédure en cours notamment pour harcèlement. J'aimerais savoir si la Ville de Montivilliers a provisionné en cas de victoire de cet ex-agent parce que là nous avons des finances concernant les ressources humaines qui commencent à s'alourdir. Il serait apprécié que nous puissions être renseignés à ce propos.

Monsieur GILLE : *Par rapport à notre budget raisonnable, il n'est peut-être pas ambitieux selon vos dires. Vous en avez fait la remarque plusieurs fois. Je voudrais simplement vous signaler que l'on fait avec les dotations que l'on a reçues de l'Etat, avec les subventions du Département, celle de la dotation de solidarité communautaire. On a fait un certain nombre de choses. Il y a des projets que vous voyez naître à Montivilliers, des travaux. Le budget d'aujourd'hui n'a pas pour but de reprendre le débat que nous avons eu le 10 décembre, mais d'intégrer un certain nombre d'ajustements suite aux confirmations que nous avons reçues. Notre service Finances avait essayé d'estimer au plus juste, mais nous avons eu encore quelques surprises à la baisse et ajustements par les différentes Administrations. C'est ce que vous avez dans le tableau de ventilation de la section de fonctionnement. A titre d'exemple, il y a une baisse de 56.000 euros de la dotation de solidarité communautaire. Cela est lié à l'évaluation des rôles. D'une année à l'autre, les rôles qui servent à calculer les dotations varient. Il a fallu ajuster en fonction des réalités des informations que nous avons reçues. Pour la dotation forfaitaire, nous avons simplement un ajustement et notre service Finances était bon dans son estimation parce que nous avons eu un ajustement de simplement 7.000 euros et pour la dotation de solidarité urbaine, un ajustement de 1.000 euros. Cela, c'est pour les modifications du budget de fonctionnement entre le 10*

décembre et aujourd'hui. Concernant les investissements, entre les projets qui ont été réalisés, ceux qui sont en train de naître et ceux qui se termineront en cours d'année, il y a un certain nombre d'opérations lancées qui seront terminées en 2019. En complément de cela, on profite de l'intégration du résultat de 2018 pour pouvoir financer un certain nombre de dépenses. Il y avait un certain nombre de dépenses communes entre la CODAH et la Ville de Montivilliers : concernant le cinéma, suite au décompte définitif reçu, des écritures comptables ont été passées pour solder cette opération. Suite aux travaux des Hallettes, on a proposé en réunion Espaces Publics, qu'un bloc sanitaire soit fait en centre-ville. Il n'avait pas été retenu faute de moyens à l'époque. Mais en fonction de la connaissance des résultats, on a décidé de budgéter ce sanitaire pour 65.000 euros qui est réclamé par la population et qui sera très bien placé par rapport au centre-ville et par rapport à tous les lieux touristiques. Il y a aussi divers investissements pour le Service Jeunesse, pour l'animation. On envisage par exemple de remplacer deux chalets de Noël qui vieillissent. Je ne sais pas si vous étiez là Monsieur DUBOST, mais pour ceux qui étaient présents, Monsieur LECACHEUR, Madame MALANDAIN et Monsieur GUILLARD, tous ces points-là ont été vus en commission Finances l'autre jour. Donc, ne dites pas que ce budget manque d'ambition. Concernant les économies d'énergie, ont été effectivement intégrés les coûts de l'énergie. Suite au travail des services, nous étions heureux l'année dernière d'annoncer que nous avions fait pratiquement 200.000 euros d'économies d'énergie en électricité. Je participe pour la Ville de Montivilliers aux commissions d'appels d'offres de la Communauté Urbaine. Le marché de l'électricité a été relancé. On a constaté une augmentation de 28 % pour les 2 années à venir. Ce que l'on a gagné d'un côté, on l'a perdu de l'autre. Les services ont été prudents et ont intégré cette augmentation pour 2019 et nous ferons la même chose pour 2020. Pour le gaz, la commission d'appels d'offres de la Communauté Urbaine a lieu le 7 mai. Je n'ai pas encore les chiffres exacts, mais les augmentations sont du même ordre. Le poste « fluides » se trouve affecté par ces augmentations. Quant aux nouveaux bâtiments et ceux rénovés, le Service Jeunesse ou la Police Municipale, les budgets chauffage et électricité ont été intégrés dans ce budget modificatif et pour les compléments pour les bâtiments livrés en 2020, on intégrera les sommes que l'on aura estimé. Les services nous donneront les estimations.

Monsieur LECACHEUR : Monsieur GILLE est toujours prompt à donner des leçons à tout le monde et aux Elus de l'Opposition en particulier...

Monsieur le Maire : Soyez respectueux. Monsieur GILLE ne donne pas de leçons. Il explique.

Monsieur LECACHEUR : Je vois mal comment il pourrait expliquer ce qu'il s'est passé à une commission à laquelle il était absent alors que c'était sa délégation, commission pour laquelle il n'a même pas daigné signer le courrier d'invitation. Excusez-moi, mais j'ai autre chose à recevoir que des leçons de Laurent GILLE qui visiblement suit les affaires de manière lui aussi un peu aléatoire.

Monsieur le Maire : Je ne peux pas accepter vos propos. Il peut y avoir à un moment donné un collègue qui soit en vacances ou absent pour quelque raison que ce soit. C'est complètement ridicule de faire une observation sur une signature manquante. Il fait super bien son travail et je n'accepte pas ces observations Monsieur LECACHEUR.

Monsieur le Maire : C'est vrai, et cela a été répondu par Monsieur GILLE, il y a eu une augmentation des dépenses d'énergie. Sont pris en charge pour l'année 2019 les investissements et le fonctionnement concernant l'énergie seront pris sur le budget 2020. Concernant les frais liés aux agents municipaux, c'est compris dans la masse salariale. Il n'y a pas besoin de provisionner. Vous avez évoqué les problèmes de transport et de gestion avec la Communauté Urbaine. Pour les transports, effectivement c'était Fabienne LEPELLETIER. Sachez qu'il y a une permanence ici, à la Ville de Montivilliers, et la très grande majorité d'inscriptions se fait maintenant par voie dématérialisée. Il y a beaucoup moins de personnes et si cela avait été nécessaire, compte tenu que je suis le Vice-Président en charge de la Mobilité, j'en aurais été le premier informé et j'aurais pris les décisions en conséquence. Pour la gestion des déchets, il n'y a pas non plus de difficultés particulières puisque les sacs qui étaient donnés aux

habitants de Montivilliers sont maintenant disponibles aux services techniques. Cela ne pose donc pas de problème en matière de services à la population. Ce n'est absolument pas réduit. Je voudrais répondre d'une manière un peu plus générale concernant la Communauté Urbaine. Monsieur LEBRETON, vous dites que le vote de ce soir sur le budget supplémentaire est à cause de la Communauté Urbaine. Pas du tout. Un budget supplémentaire est un acte régulier. Nous avons pris la décision de voter le budget principal avant le 31 décembre, date à laquelle nous ne connaissions absolument pas les montants des dotations de l'Etat. Alors, bien évidemment, pour régulariser, il nous faut connaître les dotations de l'Etat qui ne nous sont apportées qu'au mois de mars. Il est obligatoire de faire une décision modificative, un budget supplémentaire pour intégrer les dotations de l'Etat qui sont en baisse globalement de 58.000 euros. 55.000 euros l'année dernière et 58.000 euros aujourd'hui dont une partie en fonction de la population. C'est pour cela qu'il est important pour nous de maintenir le chiffre de la population. Monsieur LECACHEUR, vous avez évoqué la Dotation de Solidarité Communautaire. Je confirme ce que j'ai dit. Elle ne bouge pas. En réalité, elle augmente tous les ans en fonction de l'inflation + 3 %. Vous avez une petite différence sur votre budget qui est due aux rôles complémentaires. Ce n'est donc pas la Communauté Urbaine, mais les rôles complémentaires qui sont décidés par l'Etat. On réajuste en plus ou en moins en fonction des taxes. Vous évoquez les 10 millions qui ont fondu de moitié. Sachez que l'information qui avait été donnée par la Communauté Urbaine, c'était en fonction des critères de l'époque. C'était donc 10 millions. Il peut y avoir des changements en fonction de ces critères. Ils sont fixés par le Comité des Finances Locales.

Nous n'en avons pas connaissance au moment où cela a été chiffré. Ce n'est peut-être pas 5 millions que nous aurons. Il a été budgétisé dans les dépenses de la Communauté Urbaine les 4.8 millions exactement. On ne connaît pas réellement le chiffre. Monsieur MAILLARD, le Vice-Président de la Communauté Urbaine en charge des Finances, l'a bien précisé dans son intervention. Monsieur DUBOST, vous étiez là. Il a dit que nous n'aurons les éléments de la DGF par la Communauté Urbaine qu'au mois de mai. Je ne sais pas si ce sera le 2 mai ou le 20 mai. On n'aura là seulement que les chiffres définitifs. On a chiffré les dépenses. Il ne faut jamais évoquer ce que l'on ne connaît pas et faire des supputations.

Ce n'est absolument pas fondu de moitié. Vous avez parlé de sous-investissements. Lorsque l'on regarde ce que l'on a fait avec le complexe sportif : 5 millions d'euros, les Halettes : 1.2 millions, les vestiaires de football : 800.000 euros, les locaux de la Police Municipale, la voirie, les travaux de l'école Louise Michel et le service Jeunesse ; tout cela nous permettra aux agents de travailler dans de meilleures conditions et d'apporter un service d'accueil de qualité à nos habitants. Ne dites pas que nous ne faisons pas d'investissements. Quand je fais le total de tous les investissements de ce que je viens de vous énumérer, cela représente un chiffre hyper important. Vous faites de la caricature extraordinaire.

Monsieur DUBOST : J'ai deux remarques et une question. Vous évoquez le fait que la personne dédiée aux transports pouvait ne pas être utile, je maintiens le contraire. Lorsque vous dites que tout se fait par voie dématérialisée, il faut savoir qu'il y a une vraie fracture numérique qui s'installe. Celles et ceux qui savent tout gérer par Internet le font, et on ne prend que ceux-là en considération. On oublie les plus âgées qui sont complètement abandonnées. Je pense qu'une ville comme la nôtre de 16.000 habitants pourrait avoir des services de la Métropole sur son territoire pour répondre aux questions. Nous avons des habitants qui vivent une vraie fracture numérique. C'est un vrai problème. Je pense qu'en votre qualité de Vice-Président, il faut insister pour que nous ayons des agents sur le territoire montivillon. J'anticipe, mais nous aurions aimé qu'il y ait un service Voirie qui puisse être installé à Montivilliers. Je n'ai pas l'impression que cela se profile. J'espère que vous avez encore votre « bâton de pèlerin » pour continuer encore votre combat parce qu'ici ou là, il y a d'autres Maires qui se bagarrent pour avoir sur leur territoire, au titre de la proximité, des services. Vous en direz peut-être un mot. Je reviens sur les économies d'énergie. Serait-il possible d'avoir, comme il était utile par le passé, un tableau. L'Adjoint aux Finances le sait, les fluides coûtent très cher. Pourrions-nous avoir

bâtiment par bâtiment, les projections et tout ce que vous avez dit Monsieur GILLE, de manière synthétique et notamment tout ce qui s'est fait sur l'augmentation et sur celles à venir. On a un budget sacrément amputé avec tous ces fluides. Je demande en tant qu'Elu et représentant d'un groupe : pourrions-nous avoir l'organigramme officiel de la Ville avec la nouvelle DGS et l'organisation. Je vous avouerais que nous sommes un peu perdus. Il y a eu une réorganisation des services. J'ai appris que la fête de Noël, les vide-greniers seront organisés par le service des Sports. Je ne comprends plus très bien. J'aimerais comprendre ce qui se passe et pourquoi des animations organisées par le service Culturel sont reprises par les Sports. Un organigramme plus précis pourrait-il être transmis ? Peut-être que cette question n'est pas encore tranchée et où vous en êtes des comités techniques paritaires ? J'en termine en disant que vous avez souligné le bon travail de votre Adjoint, Laurent GILLE. Reconnaissons-le et il a peut-être eu, et cela le regarde, ses soucis, mais vous aviez fait en sorte de le rétrograder de son poste de Premier Adjoint à deuxième Adjoint. Donc, c'est assez cocasse et cela n'empêche pas la qualité de son travail. Vous le soulignez ce soir, mais vous auriez pu le garder comme Premier Adjoint.

Monsieur le Maire : Incroyable ! Enfin bref ! C'est à rire ! Je vais répondre sur la fracture numérique. C'est vrai qu'aujourd'hui, nous sommes dans l'ère de la dématérialisation. Vous évoquez la fracture numérique auprès des personnes âgées. Certes, ce n'est pas toujours facile pour un certain nombre de services que ce soient les impôts ou autres. Sachez qu'il y a des associations qui existent, et vous étiez présent lors des assemblées générales, et qui aident les personnes âgées pour combattre cette fracture numérique. En ce qui concerne les transports des enfants, il y a Madame Fabienne LEPELLETIER qui est là en permanence en mairie de Montivilliers pour répondre aux questions. Jusqu'à maintenant, je n'ai absolument eu aucune observation et aucun problème. C'est que tout se passe relativement bien. Vous faites le parallèle avec les personnes âgées. J'imagine que les personnes âgées n'ont pas d'enfants qui vont à l'école. Il ne faut pas non plus caricaturer. En ce qui concerne le tableau, vous l'aurez Monsieur DUBOST en commission. Quant au service des Sports, car je tiens à répondre à toutes les questions, en ce qui concerne les animations, il y a souvent 80 à 90 % de logistique et cela dépend du service des Sports.

Monsieur le Maire : Vous aurez une décision modificative qui interviendra en fin du premier semestre car nous aurons le transfert des charges de la Communauté Urbaine. Là, c'était essentiellement pour intégrer les dotations de l'Etat et de financer ce que nous devons à la Communauté Urbaine, c'est-à-dire le parking du cinéma. C'était un engagement des précédentes municipalités.

ADOPTÉE A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 25

Contre : 8 (Aurélien LECACHEUR, Gilles LEBRETON, Nada AFIOUNI (pouvoir), Martine LESAUVAGE, Fabienne MALANDAIN, Jérôme DUBOST, Gilles BELLIERE, Damien GUILLARD)

62.FINANCES – BUDGET ANNEXE ACTIVITES ASSUJETTIES A LA TVA – VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019

M. Laurent GILLE, Adjoint au Maire – Ce budget a été créé le 1^{er} janvier 2019. Il regroupe les anciens budgets annexes Cœur d'abbaye boutique, Manifestations payantes, culture et patrimoine et développement économique, urbain et de l'emploi. Le budget primitif ayant été voté en décembre 2018 sans reprise anticipée des résultats, il convient de procéder à l'adoption d'un budget supplémentaire pour 2019.

Le budget supplémentaire a pour objet de procéder à la reprise dans le budget 2019 des résultats de l'exercice 2018, au vu des résultats du compte administratif.

Il permet également de procéder à des ajustements des prévisions par rapport au budget primitif, ainsi qu'à des inscriptions nouvelles en dépenses comme en recettes.

Pour mémoire, le budget primitif 2019 du budget annexe Activités assujetties à la TVA se présentait ainsi :

Activité cœur d'abbaye boutique

Fonctionnement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Charges à caractère général - 011	1 350,00 €	Produits des services et ventes diverses - 70	250,00 €
Total I	1 350,00 €	Total I	250,00 €

Activité manifestations payantes, culture et patrimoine

Fonctionnement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Charges à caractère général - 011	115 200,00 €	Produits des services et ventes diverses - 70	48 000,00 €
Autres charges de gestion courante - 65	9 000,00 €		
Total II	124 200,00 €	Total II	48 000,00 €

Activité développement économique, urbain et de l'emploi

Fonctionnement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Charges à caractère général - 011	67 853,00 €	Produits des services et ventes diverses - 70	25 000,00 €
Autres charges de gestion courante - 65	1 250,00 €	Autres produits de gestion courante - 75	170 000,00 €
Charges financières - 66	597,00 €		
Opérations d'ordre - 042	48 000,00 €		
Total III	117 700,00 €	Total III	195 000,00 €

Investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Emprunts et dettes assimilées - 16	33 000,00 €	Produits des cessions d'immobilisations - 024	97 000,00 €
Immobilisations incorporelles - 20	15 000,00 €	Subventions d'investissement - 13	213 000,00 €
Immobilisations corporelles - 21	240 000,00 €	Opérations d'ordre - 040	48 000,00 €
Opération 210 pépinière d'entreprises	20 000,00 €		
Opération 280 hôtel d'entreprises	50 000,00 €		
Total IV	358 000,00 €	Total IV	358 000,00 €

Total général (I+II+III+IV)

601 250,00 €

601 250,00 €

Des modifications sont apportées aux inscriptions initiales du budget primitif : il est opéré un transfert de 210 000 € du compte 2135 vers le 2315. En effet lors du vote du budget le montant des travaux des Hallettes a été inscrit en chapitre 21 au lieu du chapitre 23 (l'opération va durer sur plusieurs exercices).

Les résultats 2018 de ces trois activités sont :

	Fonctionnement	Investissement
Cœur d'Abbaye boutique	1 164,70 €	-
Manifestations payantes, culture et patrimoine	8 315,32 €	-
Développement économique, de l'urbain et de l'emploi	62 716,99 €	112 329,79 €
Total	72 197,01 €	112 329,79 €

Le résultat global de fonctionnement 72 197,01 € permet d'ouvrir des dépenses de fonctionnement sur les trois activités.

Le résultat d'investissement de 112 329,79 € ainsi qu'une nouvelle recette de 35 000 € (mécénat entreprises pour le projet des Hallettes) permettent d'ouvrir une dépense sur l'activité développement économique, urbain et de l'emploi.

Les écritures comptables du budget supplémentaire sont les suivantes :

Activité cœur d'abbaye boutique

- **Chapitre 011 : Charges à caractère général.....1 000,00€**
 651 – Redev. Concessions, brevets, licences.....1 000,00€

Activité manifestations payantes, culture et patrimoine

- **Chapitre 011 : Charges à caractère général.....48 600,00€**
 6042 – Achats de spectacles.....16 600,00€
 60623 – Alimentation.....2 000,00€
 6135 – Locations mobilières.....18 000,00€
 6228 – Rémunérations d'intermédiaires.....10 000,00€
 6236 – Catalogues et imprimés.....2 000,00€

Activité développement économique, urbain et de l'emploi

Les dépenses de fonctionnement

- **Chapitre 011 : Charges à caractère général.....11 538,49€**
 6042 – Prestations de services.....3 238,49€
 6162 – Assurances et dommages construction.....1 300,00€
 63512 – Taxe foncière.....7 000,00€
- **Chapitre 65 : Autres de charges de gestion courante.....9 000,00€**
 6541 – Créances admises en non-valeur.....9 000,00€
- **Chapitre 022 : Dépenses imprévues.....2 058,52€**

Les recettes de fonctionnement

- **Chapitre R 002 Résultat de fonctionnement N-1 reporté.....72 197,01€**

Les dépenses d'investissement

- **Chapitre 21 : Immobilisations corporelles en cours.....- 210 000,00€**
 2135 – Installations générales, agencements.....- 210 000,00€
- **Chapitre 23 : Immobilisations corporelles en cours.....357 329,79€**
 2315 – Installations, matériel et outillage technique.....357 329,79€

Les recettes d'investissement

- **Chapitre 13 : Subventions d'investissement.....35 000,00€**
 1328 – Subv. Equipements non transférables.....35 000,00€
- **Chapitre R 001 Résultat d'investissement N-1 reporté.....112 329,79€**

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2313-1, L 1612-2 et L 1612-8 ;

VU la commission Finances portant sur le rapport d'orientation budgétaire du 22 octobre 2018 ;

VU la délibération n° 168 du 5 novembre 2018 portant sur la présentation du rapport sur les orientations budgétaires ;

VU la commission des Finances du 26 novembre 2018 portant sur la présentation du budget primitif 2019 ;

VU la délibération n° 208 du 10 décembre 2018 qui approuve le budget primitif 2019 ;

VU la délibération n° 37 du 25 mars 2019 relative au vote du compte administratif 2018 du budget annexe manifestations payantes, culture et patrimoine ;

VU la délibération n° 38 du 25 mars 2019 relative au vote du compte administratif 2018 du budget annexe Cœur d'abbaye boutique ;

VU la délibération n° 39 du 25 mars 2019 relative au vote du compte administratif 2018 du budget annexe développement économique, urbain et de l'emploi ;

VU la commission Finances présentant le budget supplémentaire 2019 du 11 avril 2019 ;

CONSIDERANT

- qu'il convient de modifier les prévisions budgétaires pour prendre en considération les résultats de l'exécution budgétaire passée ;

VU le rapport de Monsieur l'adjoint en charge des Finances, des Espaces Publics, des Cimetières ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'adopter** le budget supplémentaire 2019 relatif au budget annexe pour les activités assujetties à la TVA.

La section de fonctionnement est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 72 197,01 €.

La section d'investissement est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 147 329,79 €.

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 25

Contre : 7 (Aurélien LECACHEUR, Nada AFIOUNI (pouvoir), Martine LESAUVAGE, Fabienne MALANDAIN, Jérôme DUBOST, Gilles BELLIERE, Damien GUILLARD)

Abstention : 1 (Gilles LEBRETON)

63.FINANCES – BUDGET ANNEXE ECO-QUARTIER REAUTE/FREVILLE – VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019

M. Laurent GILLE, Adjoint au Maire – Le budget primitif ayant été voté en décembre 2018 sans reprise anticipée des résultats, il convient de procéder à l'adoption d'un budget supplémentaire pour 2019.

Le budget supplémentaire a pour objet de procéder à la reprise dans le budget 2019 des résultats de l'exercice 2018, au vu des résultats du compte administratif et des restes à réaliser.

Il permet également de procéder à des ajustements des prévisions par rapport au budget primitif, ainsi qu'à des inscriptions nouvelles en dépenses comme en recettes.

Pour mémoire, le budget primitif 2019 du budget annexe Eco-quartier Réauté/Fréville se présentait ainsi :

Fonctionnement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Charges à caractère général - 011	146 992,40 €		
Charges financières - 66	16 720,66 €		
Opérations d'ordre - 042 et 043	3 848 308,99 €	Opérations d'ordre - 042 et 043	4 012 022,05 €
Total	4 012 022,05 €	Total	4 012 022,05 €

Investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Emprunt et dettes assimilée - 16	119 190,94 €	Emprunt - 16	282 904,00 €
Opérations d'ordre - 040	3 995 301,39 €	Opérations d'ordre - 040	3 831 588,33 €
Total	4 114 492,33 €	Total	4 114 492,33 €

Le budget supplémentaire du budget annexe Eco-quartier Réauté/Fréville s'équilibre en dépenses et en recettes comme suit :

➤ **Reprise des résultats de clôture**

A la clôture de l'exercice 2018,

- la section de fonctionnement présentait un excédent de 0,74 €.
- la section d'investissement présentait un déficit de 1 836 119,72 €.

➤ **Reprise des restes à réaliser**

A la section de fonctionnement pour un montant de 6 620,00 €.

➤ **Affectation des résultats**

Inscription de la somme de 0,74 € en recettes de fonctionnement.

Inscription de la somme de 1 836 119,72 € en dépenses d'investissement.

➤ **Modification du budget annexe**

Ouverture d'une dépense d'investissement de 15 607 € afin de reverser une subvention.

Ainsi, les écritures comptables du budget supplémentaire sont les suivantes :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 0,74€ :

Les dépenses de fonctionnement	
● Chapitre 011 : Charges à caractère général.....	0,74€
6045 – Achats études, prestations de services.....	0,74€
● Restes à réaliser.....	6 620,00€
Les recettes de fonctionnement	
● Chapitre R 002 Résultat de fonctionnement N-1 reporté.....	0,74€
● Chapitre 74 : Dotations et participations.....	6 620,00€
74718 – Participations Etat, autres.....	6 620,00€

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 851 726,72€ :

Les dépenses d'investissement	
● Chapitre 13 : Subventions d'investissement.....	15 607,00€
1321 – Subv. non transf. Etat Ets nationaux.....	15 607,00€
● Chapitre D 001 : Solde d'exécution reporté	1 836 119,72€
Les recettes d'investissement	
● Chapitre 16 : Emprunts et dettes assimilées.....	1 851 726,72€

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2313-1, L 1612-2 et L 1612-8 ;

VU la commission Finances portant sur le rapport d'orientation budgétaire du 22 octobre 2018 ;

VU la délibération n° 168 du 5 novembre 2018 portant sur la présentation du rapport sur les orientations budgétaires ;

VU la commission des Finances du 26 novembre 2018 portant sur la présentation du budget primitif 2019 ;

VU la délibération n° 209 du 10 décembre 2018 qui approuve le budget primitif 2019 ;

VU la délibération n° 40 du 25 mars 2019 relative au vote du compte administratif 2018 ;

VU la commission Finances présentant le budget supplémentaire 2019 du 11 avril 2019 ;

CONSIDERANT

- Qu'il convient de modifier les prévisions budgétaires pour prendre en considération les résultats de l'exécution budgétaire passée ;

VU le rapport de Monsieur l'adjoint en charge des Finances, des Espaces Publics, des Cimetières ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'adopter** le budget supplémentaire 2019 du budget annexe Éco-quartier Réauté-Fréville.

La section de fonctionnement est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 6 620,74€.

La section d'investissement est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 1 851 726,72€.

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 25

Contre : 7 (Aurélien LECACHEUR, Nada AFIOUNI (pouvoir), Martine LESAUVAGE, Fabienne MALANDAIN, Jérôme DUBOST, Gilles BELLIERE, Damien GUILLARD)

Abstention : 1 (Gilles LEBRETON)

64.FINANCES – BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT QUARTIER DU TEMPLE – VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019

M. Laurent GILLE, Adjoint au Maire – Le budget primitif ayant été voté en décembre 2018 sans reprise anticipée des résultats, il convient de procéder à l'adoption d'un budget supplémentaire pour 2019.

Le budget supplémentaire a pour objet de procéder à la reprise dans le budget 2019 des résultats de l'exercice 2018, au vu des résultats du compte administratif et des restes à réaliser.

Il permet également de procéder à des ajustements des prévisions par rapport au budget primitif, ainsi qu'à des inscriptions nouvelles en dépenses comme en recettes.

Pour mémoire, le budget primitif 2019 du budget annexe Lotissement quartier du temple se présentait ainsi :

Fonctionnement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Charges à caractère général - 011	71 765,00 €		
Opérations d'ordre - 042	53 387,10 €	Opérations d'ordre - 042	125 152,10 €
Total	125 152,10 €	Total	125 152,10 €

Investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Emprunt et dettes assimilée - 16		Emprunt - 16	71 765,00 €
Opérations d'ordre - 040	125 152,10 €	Opérations d'ordre - 040	53 387,10 €
Total	125 152,10 €	Total	125 152,10 €

Le budget supplémentaire du budget annexe Lotissement quartier du temple s'équilibre en dépenses et en recettes comme suit :

➤ Reprise des résultats de clôture

A la clôture de l'exercice 2018,

- la section de fonctionnement présentait un excédent de 0,61€.
- la section d'investissement présentait un déficit de 66 334,85€.

➤ Affectation des résultats

Inscription de la somme de 0,61€ en recettes de fonctionnement.

Inscription de la somme de 66 334,85€ en dépenses d'investissement.

Ainsi, les écritures comptables du budget supplémentaire sont les suivantes :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 0,61€ :

Les dépenses de fonctionnement

- **Chapitre 011 : Charges à caractère général.....0,61€**
- 6045 – Achats études, prestations de services.....0,61€

Les recettes de fonctionnement

- **Chapitre R 002 Résultat de fonctionnement N-1 reporté.....0,61€**

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 66 334,85€ :

Les dépenses d'investissement

- **Chapitre D 001 : Solde d'exécution reporté66 334,85€**

Les recettes d'investissement

- **Chapitre 16 : Emprunts et dettes assimilées.....66 334,85€**

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2313-1, L 1612-2 et L 1612-8 ;

VU la commission Finances portant sur le rapport d'orientation budgétaire du 22 octobre 2018 ;

VU la délibération n° 168 du 5 novembre 2018 portant sur la présentation du rapport sur les orientations budgétaires ;

VU la commission des Finances du 26 novembre 2018 portant sur la présentation du budget primitif 2019 ;

VU la délibération n° 209 du 10 décembre 2018 qui approuve le budget primitif 2019 ;

VU la délibération n° 40 du 25 mars 2019 relative au vote du compte administratif 2018 ;

VU la commission Finances présentant le budget supplémentaire 2019 du 11 avril 2019 ;

CONSIDERANT

- qu'il convient de modifier les prévisions budgétaires pour prendre en considération les résultats de l'exécution budgétaire passée ;

VU le rapport de Monsieur l'adjoint en charge des Finances, des Espaces Publics, des Cimetières ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'adopter** le budget supplémentaire 2019 du budget annexe Lotissement quartier du temple.

La section de fonctionnement est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 0,61€.

La section d'investissement est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 66 334,85€.

ADOPTÉE A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 25

Contre : 7 (Aurélien LECACHEUR, Nada AFIOUNI (pouvoir), Martine LESAUVAGE, Fabienne MALANDAIN, Jérôme DUBOST, Gilles BELLIERE, Damien GUILLARD)

Abstention : 1 (Gilles LEBRETON)

D – INTERCOMMUNALITE

65.INTERCOMMUNALITE –NOM DE LA COMMUNAUTE URBAINE– STATUTS – MODIFICATION

Monsieur Daniel FIDELIN, Maire.— Au cours de la réunion du 15 janvier 2019, et conformément à l'article L.5211-20 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté urbaine de l'agglomération havraise, du canton de Criquetot-L'Esneval et de Caux Estuaire a, par délibération, décider de demander, aux 54 communes membres, de se prononcer sur une modification statutaire pour donner un nom définitif à la communauté urbaine : « Le Havre Seine Métropole ».

Afin qu'il devienne définitif et officiel, il doit être intégré aux statuts de la communauté urbaine.

Par courrier en date du 29 janvier 2019, la délibération de la communauté urbaine sus visée a été notifiée à notre commune.

Il convient donc que notre conseil municipal se prononce sur cette modification. Il dispose de trois mois à compter de cette notification pour se prononcer sur la modification de l'article 1^{er} des statuts de la Communauté urbaine de l'agglomération havraise, du canton de Criquetot-L'Esneval et de Caux Estuaire.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-20 ;

VU les statuts de la Communauté urbaine de l'agglomération havraise, du canton de Criquetot-L'Esneval et de Caux Estuaire et notamment l'article 1^{er} ;

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à une modification des statuts de la communauté urbaine afin que cette dernière soit dotée d'un nom définitif et officiel ;

- Qu'un tel changement nécessite la modification de l'article 1^{er} des statuts de la communauté ;
- La délibération du conseil de la Communauté urbaine de l'agglomération havraise, du canton de Criquetot-L'Esneval et de Caux Estuaire en date du 15 janvier 2019 demandant aux 54 communes membres de se prononcer sur la modification statutaire sus évoquée ;
- Le courrier en date du 29 janvier 2019 notifiant à notre commune la délibération sus visée ;

VU le rapport de Monsieur Le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser la modification statutaire du nom choisi** par arrêté préfectoral du 19 octobre 2018 (article 1^{er} - 1^{er} paragraphe) comme suit :

La communauté urbaine issue de la fusion de la CODAH, de la communauté de communes de Caux Estuaire et de la communauté de communes du canton de Criquetot-L'Esneval, prend la dénomination de

« Le Havre Seine Métropole »

Sans incidence budgétaire

Monsieur LEBRETON : J'ai beaucoup d'observations. D'abord sur le vote : il est tout de même extrêmement étrange que l'on nous demande notre avis aujourd'hui sur cette dénomination alors qu'elle est quasi officielle, que tout le monde l'utilise, que le logo est utilisé. Ce n'est pas très sérieux. Cela en dit long sur les pouvoirs qui nous restent, Monsieur le Maire. Franchement, on est en train de se ridiculiser là. Manifestement, on ne peut plus voter contre. Il est trop tard. Le coup est parti. On se demande bien ce que nous faisons là. C'est mon premier point sur la procédure. Second point sur l'appellation choisie. Finalement, on ne nous a jamais demandé notre avis quand il était peut-être encore temps de la changer. Tout est mauvais dans cette appellation. D'abord, le premier mot : « Le Havre ». Vous conviendrez que pour quelqu'un qui habite Montivilliers, cela commence plutôt mal. Cela décrit plutôt mal l'endroit où l'on vit. Je préférerais nettement l'appellation antérieure qui faisait référence à l'agglomération. Là, on pouvait se sentir concerné. Là, personnellement, je me sens exclu. Ensuite le deuxième mot : « Seine ». Alors là, c'est extraordinaire.

Quand on pense que cela s'adresse à 54 communes dont la plupart sont assez loin de La Seine, faire référence à La Seine, ce n'est pas très sérieux. Mais je sais ce que cela veut dire. En réalité, il se cache derrière le coup d'après. C'est-à-dire que nous envisageons sans doute que la Communauté Urbaine sera transformée en vraie métropole. On envisage d'aller de l'autre côté de l'eau, du côté d'Honfleur, etc... C'est le projet des géographes de l'université du Havre. Ils m'en parlent depuis longtemps. C'est leur « dada ». L'AURH est aussi sur cette ligne. Nous y allons. Cette appellation fait déjà référence au coup d'après. Et enfin, le dernier mot « Métropole », alors là, c'est le « pompon ». Passez-moi l'expression. Juridiquement, nous ne sommes pas encore une Métropole. Nous ne sommes qu'une Communauté Urbaine. Là encore, on anticipe le coup d'après. C'est assez merveilleux.

On a une appellation qui 1 : nous méprise et 2 : anticipe sur un avenir qui j'espère n'adviendra jamais. Inutile de vous dire qu'à la suite de toutes ces remarques, je voterai contre.

Monsieur LECACHEUR : Je vais voter contre pour une raison simple. D'abord, le Président de la Communauté Urbaine a la folie des grandeurs. Cette métropole, elle n'a de métropole que le nom. Heureusement qu'elle n'en a pas les compétences. Je crois qu'elle ne devra jamais les avoir. En effet, alors que le peuple dans la rue, tout de jaune vêtu, - c'est en alexandrin - réclame plus de proximité et de service public, la réponse politique des gouvernements successifs a toujours été d'éloigner le pouvoir des citoyens. Seuls les Maires restent, si vous me passez l'expression, et vous me comprendrez là-dessus, « à portée de baffes ». Mais aujourd'hui, la réalité, c'est qu'ils se prennent « les baffes » sans avoir le pouvoir qui va avec et surtout le pouvoir de changer quoi que ce soit. Je pense que c'est dangereux pour notre démocratie. C'est profondément injuste pour les Maires indépendamment de leur couleur politique. Demain, les Maires sont amenés, avec la métropolisation, avec la captation des compétences par les grandes intercommunalités, à sourire aux habitants, à se prendre les coups sans avoir aucun moyen de riposter et d'être à la merci des bons vouloirs du Président de l'Agglomération. Même si aujourd'hui, je le répète, et c'est une tradition à la Communauté Urbaine, cela s'est toujours bien passé entre les Maires et qu'il y a eu une gestion respectueuse ; c'est dû uniquement au bon vouloir du Président. Cela pose un certain nombre de questions car la Ville de Montivilliers et son avenir ne peuvent pas être tenus au bon vouloir d'un Président quel qu'il soit. J'étais contre le passage de la Communauté d'Agglomération à la Communauté Urbaine pour les raisons que je viens d'indiquer : la captation des compétences et l'éloignement de la proximité ; ce n'est pas pour valider aujourd'hui un nom qui contient le terme de « Métropole ». Les Français d'ailleurs, ne veulent pas de ces mastodontes démocratiques. Ils veulent qu'il y ait de la coopération entre les collectivités et c'est quelque chose de parfaitement logique sur les grands projets. La réalité, c'est qu'aujourd'hui la Communauté Urbaine vient empiéter sur les plates-bandes de la proximité. Ce n'est pas son rôle. Elle va le faire mal. On en reparlera. Mais ni vous ni moi ne serons encore élus dans trente ans, mais vous verrez qu'il y aura un retour en arrière de ce point de vue-là, car cela nuira également à l'efficacité.

Monsieur DUBOST : J'ai entendu la première intervention de notre collègue d'Extrême Droite et je dois dire que je souscris à ses propos. C'est assez rare, mais c'est vrai que des fois nous avons des propos qui sont similaires, même si nous sommes loin d'être sur la même longueur d'ondes et que quelques fois, vous pourriez vous abstenir de certains tweet Monsieur LEBRETON. Je pense notamment au terrible Tweet sur la cathédrale Notre Dame. Je ferme la parenthèse. Paris Normandie l'avait relevé. Pour rester dans le sujet, ce que vous avez dit là, ce fut fort à propos. Si je lis bien la délibération, c'est le dernier jour pour voter. Il y avait 3 mois à partir du 29 janvier. Heureusement que le Conseil Municipal se tient ce soir, parce que nous aurions été un peu embêté. Je ne comprends pas pourquoi cela passe si tard à la Ville de Montivilliers alors que d'autres communes se sont déjà prononcées bien avant. Cela a été dit et je le dis aussi, on usurpe car il n'y a pas le nombre d'habitants pour que l'on puisse s'appeler « Métropole ».

C'est vrai que c'est déjà difficile à faire comprendre à nos concitoyens un certain nombre d'échelons institutionnels et c'est fort regrettable lorsque l'on ne respecte pas les caractéristiques juridiques telles qu'elles sont définies notamment par la Loi. Une dernière question Monsieur le Maire. Tout à l'heure, je vais ai demandé : aurons-nous à la Ville de Montivilliers des services de la Métropole sur notre territoire ? C'était ce que vous aviez laissé entendre fin 2018. Avez-vous à ce niveau quelque chose à nous dire. Je sais que d'autres Maires ont réussi à obtenir des services sur leur territoire. La proximité, cela compte. Quand on habite à Montivilliers, on n'est pas Havrais. Je suis désolé. C'est fort dommage que la Ville de Montivilliers soit à ce jour oubliée. Y a-t-il encore une marge de négociation pour que notre ville, deuxième en population, puisse avoir des services de la Métropole sur son territoire. Considérant que nous sommes quatre mois après la décision, sincèrement cela ne changera pas grand-chose. Notre groupe fera comme les deux autres opposants, votera contre cette délibération pour

toutes les raisons que je viens d'exposer et celles rejoignant ce qui a été dit précédemment par mes collègues.

Monsieur LECACHEUR : Mes chers collègues, il faut se le dire en face. Cette délibération est absolument ridicule. Aujourd'hui, nous demander pour voter pour le nom de la Communauté Urbaine qui est déjà décidé, cela confine au ridicule. J'attire quand même votre attention sur le fait que les Conseils Municipaux des communes valent, à mon avis, un petit peu mieux que cela. Si on est rendu ou condamné à voter des délibérations qui, au fond, ne servent à rien, cela augure mal de l'avenir des communes en général et des compétences avalées, comme je le disais tout à l'heure par les futures intercommunalités grandissantes.

Monsieur LEBRETON : En marge malheureusement de la délibération principale, puisque l'on m'a attaqué sur un Tweet, j'aimerais répondre.

Monsieur le Maire : Cela, vous en aurez l'occasion tout à l'heure car je vais intervenir sur ce sujet-là.

Monsieur LEBRETON : Ah bon ! Dans ce cas-là, à tout à l'heure.

Monsieur le Maire : En ce qui concerne Le Havre Seine Métropole, je vous informe que nous avons eu deux réunions avec les 54 Maires au cours desquelles nous avons débattu sur le nom. Cela n'a pas été simple. Il y a eu un débat relativement long. Pourquoi La « Seine » ? C'est parce que c'est la liaison avec Paris et sa région. C'est important de le souligner ; « Le Havre » parce que c'est la ville centre. Avant c'était « Communauté d'Agglomération Havraise ». Au niveau national et international, que le Havre soit mentionné, cela ne me choque pas. Le nom d'une autre commune n'aurait pas été crédible. Il faut qu'à un moment donné être sérieux. Il a été évoqué à un moment la mer. Effectivement, nous en avons parlé dans le cadre du nouveau logo sur le tourisme. Cela a un lien avec Etretat. Le mot « Métropole », certes juridiquement la Communauté Urbaine n'est pas une métropole puisqu'il faut 400.000 habitants. Nous sommes à 275.000 habitants. Beaucoup de Communauté Urbaine ont pris le nom « Métropole ». Ce n'est pas au sens juridique Monsieur LEBRETON. C'est au sens de l'importance de la collectivité que l'on a voulu mettre en exergue et en avant. C'est la raison pour laquelle il a été précisé « Métropole ». Monsieur LEBRETON, vous avez évoqué le coup d'après. Il n'y aura pas de coup d'après. Je n'en sais rien mais à priori, ce n'est pas à l'ordre du jour. Je ne sais pas ce qui se passera dans 5 ans ou dans 10 ans. Nous avons, pour une coopération avec d'autres territoires beaucoup plus large, le Pôle Métropolitain. Il réunit un certain nombre de collectivités, communautés de communes ou communautés urbaines qui travaillent de manière tout à fait intelligente et pertinente, notamment sur le tourisme et le développement économique. Là, il y a quelque chose de tout à fait sensé et je pense que le Pôle Métropolitain suffit à lui-même pour pouvoir avoir cette collaboration avec les autres territoires.

Monsieur LECACHEUR, vous avez employé le mot ridicule. Mais, c'est la procédure. Nous appliquons la Loi. Nous sommes la veille du point limite. Il faut bien un premier et un dernier. Vous avez évoqué aussi la folie des grandeurs et que le Maire est « à portée de baffes ». On ne m'a jamais donné de baffes. Mais c'est vrai que nous prenons les coups. C'est normal, mais le Maire est toujours le politique qui est apprécié de tous les Français. C'est bien connu. Vous parlez de bon vouloir des Présidents. Rien ne se fera sans l'accord des différents Maires sur leur propre territoire. C'est à cet effet qu'il a été rédigé une charte entre les différents Maires et c'est marqué dans cette charte. On ne fera rien contre l'avis du Maire sur le territoire de la commune. Cela a été précisé. Monsieur DUBOST, vous acquiescez. Nous avons eu l'occasion d'en parler. C'est plutôt de nature à rassurer tous les Maires.

Quand vous dites que la Communauté Urbaine n'aura pas de moyens, je ne suis pas d'accord avec vous. Les moyens, nous les avons eus avec les fonds de concours, avec la Dotation de Solidarité Communautaire, avec les + 3 % sur l'inflation. Nous sommes la seule Communauté Urbaine à avoir cette augmentation sensible et les fonds de concours et les investissements que nous avons réalisés

aujourd'hui, et qui sont quand même conséquents ne se seraient pas faits sans les subventions et l'apport de la CODAH à l'époque. On peut vraiment les remercier. Le fonds de concours sur le mandat, c'est 3.594.000 euros. Ce n'est tout de même pas négligeable et cela en plus de la DSC. Monsieur DUBOST, vous parlez de proximité. Aujourd'hui, avec la Communauté Urbaine, nous n'avons absolument pas de perte de proximité. Vous avez évoqué la partie Voirie. Certes c'est intégré maintenant avec Le Havre, mais les agents travaillent sur le territoire de la Ville. Il n'y a pas de changement. Le chef de service est toujours ici à Montivilliers. Il n'y a pas de problème sur ce sujet.

ADOPTÉE A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 25

Contre : 8 (Aurélien LECACHEUR, Gilles LEBRETON, Nada AFIOUNI (pouvoir), Martine LESAUVAGE, Fabienne MALANDAIN, Jérôme DUBOST, Gilles BELLIERE, Damien GUILLARD)

E – EDUCATION JEUNESSE

66.ÉDUCATION JEUNESSE - ASSOCIATION FAMILIALE DU GRAND AIR - PRESTATION DE SERVICE PERISCOLAIRE – RETROCESSION - VERSEMENT

Madame Corinne LEVILLAIN, Adjointe au Maire. – En 2017 et du 1^{er} janvier au 6 juillet 2018, l'Association Familiale du Grand Air (AFGA) a assuré l'accueil périscolaire à l'école Victor Hugo. Dans le même temps, le service Education Jeunesse était chargé des Temps d'Activités Périscolaires (TAP). Ces deux actions étaient déclarées comme accueils de loisirs sans hébergement et bénéficiaient ainsi du versement d'une prestation de service par la Caisse d'Allocations Familiales.

La réglementation ne permettant pas d'avoir deux organisateurs différents sur un même site, la Ville est donc devenue l'organisateur unique pour l'école Victor Hugo. Elle a perçu à ce titre l'intégralité de la prestation de service, y compris pour les activités exercées par l'AFGA. Cela représente un montant de :

- 2880,90 € pour l'année 2017.
- 2076,30 € pour l'année 2018.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT

- **La mission d'intérêt général d'accueil périscolaire à l'école Victor Hugo assurée par l'association Familiale du Grand Air (AFGA) en 2017 et en 2018 ;**
- Qu'il convient de rétrocéder à l'AFGA la prestation de service perçue pour son compte pour les exercices 2017 et 2018 qui représente un montant de 4 957,20 euros

Sa commission municipale n°4, Affaires Scolaires, Restauration Municipale, Petite Enfance Sports et Jeunesse, consultée ;

VU le rapport de Mme l'adjointe au maire, chargée des affaires scolaires, de la restauration scolaire et de la petite enfance;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser M. le Maire à verser à l'Association Familiale du Grand Air une subvention exceptionnelle de 4 957,20 € correspondant au montant de la prestation de service perçue par la commune de Montivilliers pour le compte de l'association pour l'accueil périscolaire à l'école Victor Hugo au titre des exercices budgétaires 2017 et 2018.**

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 422

Nature et intitulé : 7478

Montant de la dépense : 4957.20 euros

Madame MALANDAIN : Je voulais vous signaler qu'en tant qu'Administratrice de l'AFGA, je ne participerai ni à cette question, ni à la suivante.

Monsieur le Maire : Il ne faut pas de conflit d'intérêt. Il faut être très attentif à ces votes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Ne prend pas part au vote : 1 (Fabienne MALANDAIN)

67.ÉDUCATION JEUNESSE – CONVENTIONS DE PARTENARIAT ET MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET L'ASSOCIATION FAMILIALE DU GRAND AIR – ANNEE 2019 – SIGNATURE – AUTORISATION - VERSEMENT

M. Alexandre MORA, conseiller municipal délégué, chargé de la Jeunesse – Les relations entre la Ville et l'Association Familiale du Grand Air sont définies dans le cadre de deux conventions annuelles :

- Une convention de partenariat.
- Une convention de mise à disposition de locaux.

Les actions concernées par les conventions sont :

- L'accueil de loisirs de la Maison de l'Enfance et de la Famille ;
- Les accueils périscolaires Victor Hugo et Pont Callouard ;
- La mise à disposition de locaux dans la Maison de l'Enfance et de la Famille ;
- La mise à disposition de locaux de façon ponctuelle ;

La subvention proposée dans le cadre de la convention de partenariat est de 59 500 euros, à l'identique des années précédentes. En plus de cette aide financière directe, la valorisation des locaux de la Maison de l'Enfance et de la Famille mis à disposition de l'association est estimée à 103 368.21 euros et à 3 630.99 euros pour les prêts ponctuels pour l'année 2019, ce qui constitue une aide en nature.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2311-7;

VU le budget primitif de l'exercice 2019 ;

VU la demande de subvention formulée par l'association familiale du Grand Air pour l'année 2019 ;

CONSIDERANT

- La demande de subvention de l'association familiale du Grand Air au titre de l'année 2019 pour contribuer au financement global de ses activités ;
- Que l'association assure la gestion de deux accueils périscolaires pour le compte de la Ville de Montivilliers ;
- Qu'elle est un acteur important de l'offre de loisirs éducatifs sur le territoire de la commune de Montivilliers ;

Sa commission municipale n° 4, Affaires Scolaires, Restauration Municipale, Petite Enfance, Sports et Jeunesse, consultée ;

VU le rapport de M. le conseiller municipal délégué, chargé de la Jeunesse ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'attribuer à l'association familiale du Grand Air une subvention de 59 500 euros pour l'année 2019 justifiée par l'intérêt général selon les modalités définies dans la convention de partenariat ville de Montivilliers – AFGA ;**
- **D'autoriser Monsieur le maire à signer les conventions de partenariat et de mise à disposition de locaux, annexées à la présente délibération, avec l'Association Familiale du Grand Air pour l'année 2019.**

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 422

Nature et intitulé : 65748 subventions de fonctionnement aux associations

Montant de la dépense : 59 500 euros

Monsieur le Maire : Il faut mentionner, comme le veut, la Loi, la valorisation des locaux mis à disposition.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Ne prend pas part au vote : 1 (Fabienne MALANDAIN)



CONVENTION DE PARTENARIAT VILLE DE MONTIVILLIERS - AFGA



ENTRE

La commune de Montivilliers, représentée par son Maire **Daniel FIDELIN**, dûment habilité par la délibération du Conseil municipal en date du 29 avril 2019 et désignée ci-après sous l'appellation « la Ville », d'une part,

ET

L'Association Familiale du Grand Air, dont le siège social est 3 rue des Grainetiers 76290 Montivilliers, représentée par ses co-présidentes **Madame Marie-Elisabeth CRESSEN** et **Madame Chantal MARICAL**, ci-après désignée sous l'appellation « AFGA », d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

PRÉAMBULE

Créée le 5 juillet 1949, **l'Association Familiale du Grand Air**, Association laïque d'Education Populaire, est juridiquement une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Conformément à ses statuts, l'association a pour but de promouvoir, de soutenir et de favoriser les œuvres d'éducation populaire, notamment :

- Les groupes d'études, les conférences, les institutions ayant pour but le développement de l'éducation et l'accès de tous à l'instruction, telles que classes de découverte, sorties scolaires, stages ;
- Toutes institutions ayant pour but un emploi enrichissant du temps des loisirs, de l'hygiène et de la santé physique et morale des membres de ces œuvres, telles que les accueils de vacances, accueils de loisirs, activités d'éducation physique et sportive, ... ;
- Les séances ou activités récréatives, artistiques, cinématographiques, musicales, culturelles et toutes animations dites d'éducation populaire ;
- Toutes les initiatives de nature à mieux vivre ensemble ;
- Toutes les actions de formation des cadres nécessaire au bon déroulement de ces activités.

La ville de Montivilliers souhaite favoriser et encourager le projet de l'AFGA qui présente un caractère d'intérêt général et justifie sa participation aux actions ci-dessous:

- Un accueil collectif à caractère éducatif de mineurs (ACCEM) ;
- Un accueil périscolaire à l'école élémentaire Victor Hugo ;
- Un accueil périscolaire à l'école maternelle Pont Callouard.

Les actions sont menées selon le projet éducatif de l'AFGA, tel que défini par l'association.

Au regard de ces orientations et des actions, il convient de formaliser les relations entre la Ville de Montivilliers et l'AFGA par une convention qui s'inscrit dans une démarche partenariale.

Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la ville de Montivilliers contribue financièrement à la mise en œuvre de l'ensemble des activités d'intérêt général de l'AFGA. La commune n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Dans le cadre de ces activités, la ville de Montivilliers attribue des moyens financiers afin que cette association mette en place des projets avec les habitants du territoire, animent les activités et services.

Article 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est valable du 1er janvier au 31 décembre 2019.

Article 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

La ville de Montivilliers contribue financièrement au titre de l'année 2019 aux activités de l'AFGA pour un montant de 59 500 euros conformément à l'annexe 1 à la présente convention.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve du respect par l'AFGA de ses obligations mentionnées aux articles 5 et 6 de la présente convention.

Article 4 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La ville de Montivilliers verse :

- 50% du montant annuel de la contribution mentionnée à l'article 3 de la présente convention au cours du premier 1er semestre 2019,
- Le solde de cette subvention au cours du 2^{ème} semestre 2019.

La contribution financière est créditée au compte de l'AFGA selon les procédures comptables en vigueur.

Article 5 – JUSTIFICATIFS

L'AFGA s'engage à fournir, avant le 2 mai 2019, à la municipalité :

- le rapport d'activités de l'année écoulée ;
- un bilan annuel quantitatif et qualitatif de l'ensemble des activités décrites dans le cadre de la convention ;
- le rapport financier comportant les éléments ci-après ;
- Le compte de résultat ;
- Le bilan comptable ;
- Les éléments communiqués par l'expert-comptable mandaté par l'association.

L'AFGA s'engage à communiquer le budget prévisionnel de l'année suivante pour le 30 octobre de l'année précédente.

Article 6 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'AFGA s'engage à faire état du soutien de la commune dans tous les supports et documents à destination du public et des différents partenaires.

Afin de favoriser le travail partenarial entre l'AFGA et la commune, des réunions régulières seront mises en place avec le service Education Jeunesse de la ville de Montivilliers tout le long de la durée de la présente convention.

Une réunion de concertation entre l'AFGA et les services municipaux concernés permettra d'évaluer, avant la fin de la présente convention, ses conditions de fonctionnement et de préparer la convention de l'année suivante.

Article 7 – SANCTIONS

En cas d'inexécution des engagements de la convention par l'AFGA sans accord écrit de la Ville, celle-ci peut ordonner la résiliation de la présente convention après mise en restée sans effet en respectant un préavis de 15 jours donné par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tout refus de communication ou toute communication tardive des justificatifs mentionnés à l'article 5 de la présente convention entraîne la suppression de la subvention.

La commune informe l'AFGA de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de l'AFGA ne devront pas être en contradiction avec les dispositions de la présente convention. Dans le cas contraire, la convention deviendrait immédiatement caduque.

Enfin, en cas de dissolution de l'AFGA ou de rupture de la présente convention du fait de l'association, la commune serait fondée à demander que soit établi un arrêté des comptes et à exiger la restitution de la part de la subvention de l'année en cours et des années antérieures non encore utilisées aux fins pour lesquelles elles étaient prévues.

Article 8 – RENOUELEMENT

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5.

En cas de renouvellement de la convention, l'octroi d'une éventuelle nouvelle subvention sera soumise à une délibération du conseil municipal.

Article 9 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

Article 10 – LITIGE

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, et seulement après épuisement des voies amiables, sera porté devant le tribunal administratif de Rouen.

Fait en deux exemplaires à Montivilliers, le

Pour l'AFGA

Les co-présidentes

Marie-Elisabeth CRESSEN

Chantal MARICAL

Pour la Ville de Montivilliers

Le Maire

Daniel FIDELIN



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX



ENTRE

La commune de Montivilliers, représentée par son Maire **Daniel FIDELIN**, dûment habilité par la délibération du Conseil municipal en date du 29 avril 2019 et désignée ci-après sous l'appellation « la Ville », d'une part,

ET

L'Association Familiale du Grand Air, dont le siège social est 3 rue des Grainetiers 76290 Montivilliers, représentée par ses co-présidentes **Madame Marie-Elisabeth CRESSEN** et **Madame Chantal MARICAL**, ci-après désignée sous l'appellation « AFGA », d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PRÉAMBULE

Créée le 5 juillet 1949, **l'Association Familiale du Grand Air**, Association laïque d'Education Populaire, est juridiquement une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Conformément à ses statuts, l'association a pour but de promouvoir, de soutenir et de favoriser les œuvres d'éducation populaire, notamment :

- Les groupes d'études, les conférences, les institutions ayant pour but le développement de l'éducation et l'accès de tous à l'instruction, telles que classes de découverte, sorties scolaires, stages ;
- Toutes institutions ayant pour but un emploi enrichissant du temps des loisirs, de l'hygiène et de la santé physique et morale des membres de ces œuvres, telles que les accueils de vacances, accueils de loisirs, activités d'éducation physique et sportive, ... ;
- Les séances ou activités récréatives, artistiques, cinématographiques, musicales, culturelles et toutes animations dites d'éducation populaire ;
- Toutes les initiatives de nature à mieux vivre ensemble ;
- Toutes les actions de formation des cadres nécessaire au bon déroulement de ces activités.

La ville de Montivilliers souhaite favoriser et encourager le projet de l'AFGA qui présente un caractère d'intérêt général et justifie sa participation aux actions ci-dessous :

- Un accueil collectif à caractère éducatif de mineurs (ACCEM) ;
- Un accueil périscolaire à l'école élémentaire Victor Hugo ;
- Un accueil périscolaire à l'école maternelle Pont Callouard.

Les actions sont menées selon le projet éducatif de l'AFGA, tel que défini par l'association.

Au regard de ces orientations et des actions, il convient de formaliser les relations entre la Ville de Montivilliers et l'AFGA par une convention qui s'inscrit dans une démarche partenariale.

La Ville fournit à l'association des locaux selon les modalités définies ci-dessous.

Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Article 1.1 - La Ville met à disposition de l'AFGA dans les locaux de la Maison de l'Enfance et de la Famille (MEF) 3 rue des Grainetiers une surface totale de 1217,9 m² : 10% de cette surface, soit 121,79 m², est à usage de siège social et de bureau, le reste d'accueil collectif à caractère éducatif de mineurs (ACCEM).

Ces locaux sont mis à la disposition de l'association pour la durée de la convention.

Article 1.2 – La Ville met à disposition de l'AFGA les locaux suivant de façon ponctuelle pour la durée de la convention :

- La salle de restauration :
 - Le mercredi midi pendant les périodes scolaires ;
 - Du lundi au vendredi le midi pendant les vacances scolaires ;
 - Livr'été (Marché aux livres d'occasion) ;
 - Diverses manifestations ou réunions faisant l'objet de sollicitations de mises à disposition au coup par coup et au cas par cas ;
 - Les deux supers lotos.
- La salle polyvalente La Minot :
 - Le pot de la bonne année ;
 - Diverses manifestations ou réunions faisant l'objet de sollicitations de mises à disposition au coup par coup et au cas par cas.
- Les locaux de l'école Victor Hugo :

- Le vide grenier annuel ;
- Pendant les périodes scolaires de 7h40 à 8h20 et de 16h15 à 18h15 dans le cadre de l'accueil périscolaire.
- Les locaux de l'école Pont Callouard :
 - De 7h40 à 8h10 et de 16h10 à 18h15 dans le cadre de l'accueil périscolaire.
- Le gymnase Christian Gand :
 - La foire aux livres ;
 - La foire aux jouets.
- La salle Michel Valery :
 - Les soirées « contes » une à deux fois par an.

Article 2 – CHARGES ET CONDITIONS

Un état des lieux d'entrée et de sortie sera réalisé par les services de la Ville en la présence de l'AFGA.

L'AFGA assure le ménage des locaux mis à sa disposition, à l'exception de la salle de restaurant où le nettoyage sera effectué par la Ville qui assure la fourniture des repas pendant le temps de fonctionnement de l'ACCEM.

L'entretien des espaces verts est à la charge de la Ville, ainsi que le nettoyage des surfaces vitrées inaccessibles.

Les frais de maintenance du bâtiment sont à la charge de la Ville, ainsi que le coût des consommations de fluides (eau, électricité, chauffage), des abonnements et contrats afférents.

Les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles précisées dans la convention. Tout prêt de locaux à des associations adhérentes de l'AFGA devra faire l'objet d'une information préalable auprès des services de la Ville.

La convention exclut toute sous-location à un tiers.

Article 3 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est valable du 1er janvier au 31 décembre 2019.

Article 4 – CONDITIONS FINANCIÈRES

La mise à disposition des locaux et la prise en charge des fluides font l'objet d'une valorisation établie par la Ville, que l'AFGA s'engage à inscrire dans le compte de résultat.

Pour 2019, estimation de 103 368.21 € pour le local du siège social et 3630.99 € pour les prêts ponctuels.

Article 5 – ASSURANCE

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'AFGA reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités qu'elle exerce au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition.

L'AFGA fournira à la Ville sur sa demande une attestation de son assureur en cours de validité certifiant que sa responsabilité civile est couverte.

L'AFGA souscrira par ailleurs une assurance responsabilité locative pour les biens occupés.

Toute dégradation des biens mis à disposition résultant d'une mauvaise utilisation, d'une négligence ou d'une malveillance devra faire l'objet d'une remise en état aux frais de l'association.

Article 6 – CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'AFGA s'engage expressément à :

- Faire respecter les règles de sécurité ;
- A laisser les lieux en bon état de propreté ;
- A utiliser l'alarme selon les modalités retenues avec la commune (voir annexe 3).

Article 7 – RÉSILIATION

La présente convention peut être résiliée de plein droit en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité de l'AFGA en observant un préavis de deux mois donné par lettre recommandée avec accusé de réception.

En outre, elle peut également être dénoncée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect d'une quelconque obligation contenue dans la présente convention par l'autre partie en respectant un préavis de 15 jours donné par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

En tout état de cause, la résiliation anticipée de la présente convention ne pourra donner lieu à indemnisation au profit de l'AFGA.

Article 8 – LITIGE

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, et seulement après épuisement des voies amiables, sera porté devant le tribunal administratif de Rouen.

Fait en deux exemplaires à Montivilliers, le

Pour l'AFGA

Les co-présidentes

Marie-Elisabeth CRESSEN

Chantal MARICAL

Pour la Ville de Montivilliers

Le Maire

Daniel FIDELIN

F – PATRIMOINE CULTUREL / BIBLIOTHEQUE / MANIFESTATIONS PUBLIQUES

68.BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE CONDORCET - RESTAURATION DOCUMENTS PATRIMONIAUX – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU FONDS REGIONAL DE RESTAURATION ET D'ACQUISITION DES BIBLIOTHEQUES (FRRAB)

M. Emmanuel DELINEAU, Adjoint au Maire. - Dans le cadre de la politique de conservation des documents patrimoniaux de notre fonds ancien, la Bibliothèque municipale Condorcet souhaite faire restaurer un ouvrage du XVII^e siècle : *Florilegii magni, seu Polyantheae floribus novissimis sparsae, libri XX, opus praeclarum...*, Lyon : chez Pierre Ravaut, 1626. Cote : G7-1905.

Cet ouvrage a attiré notre attention de par son état de dégradation, son contenu (encyclopédie portant sur des questions morales et théologiques ainsi que sur des thèmes d'intérêt général : l'amitié, les âges de la vie, la grammaire, la guerre, la mémoire, la rhétorique, le sang, la santé, le zodiaque... Elle connaîtra de multiples éditions et sera combinée avec des compilations subséquentes dues à divers auteurs, gagnant ainsi au fil des ans en richesse et en qualité d'organisation. Cet ouvrage a été décrit comme « la fameuse encyclopédie au moule duquel se sont formés tous les intellectuels européens de l'âge classique et dont l'histoire reste encore à écrire ».

Enfin, ce document fait partie notamment de notre collection d'encyclopédies et de dictionnaires des XVII^e et XVIII^e siècles : *Encyclopédie* de Diderot et D'Alembert, *Le Grand dictionnaire historique ou Le mélange curieux de l'histoire sacrée et profane* de Moreri, *Dictionnaire universel françois et latin* de Trévoux.

Le coût de la restauration s'élève à 2 090 € HT.

Par ailleurs, plusieurs projets de restaurations de reliures ont fait l'objet d'une présentation au Comité technique de restauration du Ministère de la culture :

- Registre de délibérations (1751-1792) et délibérations de la fabrique (1804-1854 avec manques).
- Registre de comptes de la fabrique (1832-1837).
- *Les Devises héroïques* de M. Claude Paradin,... du seigneur Gabriel Symeon et autres auteurs, Anvers : de l'imprimerie de Christophe Plantin, 1567. Cote : R1-975
- Bible du XVI^e siècle, imprimée à Anvers par Martin Lempereur et traduite par Jacques Lefèvre d'Étaples. Cote : R2-1518

Le devis a été établi par l'**Atelier Coralie Barbe - restauratrice du patrimoine.**

Il est à noter que notre choix s'est porté sur le devis -option 2 dont le montant s'élève à 2 090 € HT.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2019 ;

VU l'article L. 2112-1, 10° du Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU la charte de la conservation dans les bibliothèques, 2011 ;

CONSIDERANT

- Que le FRRAB a pour objet d'aider les collectivités territoriales à conduire le traitement scientifique des collections patrimoniales, à en assurer la conservation, à les enrichir et à les valoriser ;
- Que la bibliothèque municipale de la Ville de Montivilliers a un intérêt patrimonial à assurer la conservation et la restauration de ces documents patrimoniaux dont la ville de Montivilliers est propriétaire ;
- Que ces biens présentent un intérêt public du point de vue du patrimoine l'historique.

Sa commission municipale n°2, Manifestations publiques, Patrimoine culturel et Tourisme, Vie associative, Environnement, Communication, Vie des quartiers et Accessibilité réunie le 9 avril 2019, consultée ;

VU le rapport de M. l'adjoint au maire, chargé des manifestations publiques, du patrimoine et du tourisme ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter auprès du Ministère de la culture et de la Communication, de la Direction Régionale des Affaires Culturelles et du Conseil Régional de Normandie, le concours du Fonds Régional de Restauration et d'Acquisition des Bibliothèques (F.R.R.A.B.) au montant le plus élevé possible.**

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : fonctionnement (321.1)

Nature et intitulé : 623.8 Fonds patrimonial

Montant de la dépense : 2 508,00 € TTC

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

69.BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE CONDORCET - RESTAURATION DOCUMENTS PATRIMONIAUX – CONVENTION POUR LE FINANCEMENT DE RESTAURATION D'ŒUVRES AU TITRE DU FRRAB EN 2018

M. Emmanuel DELINEAU, Adjoint au Maire. - Dans le cadre de la politique de conservation des documents patrimoniaux, la Bibliothèque municipale Condorcet restaure chaque année des documents, issus du fonds ancien, en mauvais état de conservation.

En 2018, ce fut le cas pour les documents suivants :

- Registre de délibérations (1751-1792) et délibérations de la fabrique (1804-1854 avec manques) ;
- Registre de comptes de la fabrique (1832-1837).

En raison de l'intérêt patrimonial que constituent, pour la Bibliothèque municipale, ces restaurations, la Ville de Montivilliers peut solliciter une subvention déconcentrée du Ministère de la Culture et de la

Région Normandie, par l'intermédiaire du Fonds Régional de Restauration et d'Acquisition pour les Bibliothèques (F.R.R.A.B.).

Ainsi, une convention financière doit être établie entre la Ville de Montivilliers et la région Normandie jusqu'au 16 mars 2024.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2019 ;

VU la charte de la conservation dans les bibliothèques, 2011 ;

CONSIDERANT

- L'intérêt pour la Ville de Montivilliers de développer et promouvoir de nouvelles approches autour de la culture, du patrimoine et de l'animation (expositions, outils et actions de médiation, restauration et acquisition d'œuvres...) afin de dynamiser sa programmation à destination de tous les publics ;
- L'intérêt pour la Ville de Montivilliers de préserver et d'enrichir le patrimoine culturel ;
- L'intérêt pour la Ville de Montivilliers de solliciter des partenaires publics, l'Etat, le Département de Seine Maritime, la Région Normandie, la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles), le FRRAB (Fonds Régional de Restauration et d'Acquisition des Bibliothèques), afin de percevoir des subventions d'un montant aussi élevé que possible ;
- La volonté de la Ville de Montivilliers de poursuivre les actions de médiation culturelle.

Sa commission municipale n°2, Manifestations publiques, Patrimoine culturel et Tourisme, Vie associative, Environnement, Communication, Vie des quartiers et Accessibilité réunie le 9 avril 2019, consultée ;

VU le rapport de M. l'adjoint au maire, chargé des manifestations publiques, du patrimoine et du tourisme ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention pour le financement de restauration d'œuvres au titre du FRRAB en 2018 annexée à la présente délibération.**

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : fonctionnement (321.1)

Nature et intitulé : 623.8 Fonds patrimonial

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.



Numéro de dossier : **18P03146**

Date de prise en compte des dépenses

- Restaurations : du **09/08/2018** au **16/03/2023**

Date limite de réception des justificatifs

- Restaurations : **16/09/2023**

Date de signature de la convention : dernier signataire

CONVENTION

pour le financement de restaurations d'oeuvres au titre du FRRAB en 2018

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

- **LA REGION NORMANDIE**, dont le siège est situé à l'Abbaye-aux-Dames, Place Reine Mathilde, CS 50523, 14035 CAEN Cedex 1

représentée par son Président, Monsieur Hervé MORIN, dûment habilité à cet effet par une délibération de la Commission Permanente en date du 17 septembre 2018.

ci-après dénommée **LA REGION**

D'UNE PART,

ET

- **LA COMMUNE DE MONTIVILLIERS**, dont le siège est situé place François Mitterrand, 76290 Montivilliers

représentée par son Maire, Monsieur Daniel FIDELIN, dûment habilité à cet effet.

ci-après dénommée **LE BENEFICIAIRE**

D'AUTRE PART.

Vu le Règlement des Subventions Régionales adopté par délibération du Conseil Régional n° AP D 16-03-20 du 24 mars 2016 modifié par délibération du Conseil Régional n° AP 17FIN 01-04-18 du 3 avril 2017.

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUI :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire a pour projet la réalisation d'acquisitions et de restaurations au titre du Fonds Régional de Restauration et d'Acquisition des Bibliothèques (FRRAB) en 2018.

La Région a décidé d'aider à sa réalisation par le versement d'une subvention au titre du dispositif « FRRAB et bibliothèques ».

Au titre de la restauration :

- Le registre de délibérations (1751-1792) et délibérations de la fabrique de la paroisse Saint Sauveur de Montivillers (1804-1854 avec manques)
- Le registre de comptes de la fabrique (1832-1837)

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Compte tenu du plan de financement prévisionnel de l'opération repris, la Région s'engage à verser au bénéficiaire une subvention proportionnelle d'un **montant maximal de 1 715,80 euros**,

- soit 978,00 €, 60 % du montant de la dépense prévisionnelle subventionnable fixé à 1 630,00 € HT, pour les registres de délibérations ;
- soit 737,80 €, 62% du montant de la dépense prévisionnelle subventionnable fixé à 1 190,00 € HT, pour le registre de comptes.

Dans le cas où le montant des dépenses réelles serait inférieur à celui de la dépense prévisionnelle, la participation de la Région sera réduite au prorata. Dans l'éventualité où les avances/acomptes versés seraient supérieurs à la subvention ainsi justifiée, un titre de recettes sera émis à l'encontre du bénéficiaire.

Dans le cas où le montant des dépenses réelles serait supérieur à celui de la dépense prévisionnelle, la participation de la Région restera plafonnée au montant précisé dans la présente convention.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'action définie à l'article 1^{er} sous sa responsabilité.

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention octroyée exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivée.

En application de l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales, il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises.

ARTICLE 4 : PRISE EN COMPTE DES DEPENSES

Si les restaurations d'œuvres ne sont pas intervenues dans un délai de 4 ans et demi à compter de la délibération, soit le 16 mars 2023, la décision attributive sera annulée de plein droit et les sommes éventuellement versées devront être remboursées à la Région.

La dépense subventionnable pour les restaurations est de 2 820.00€ HT : la subvention de 1 715.80 €.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

5-1 Acomptes

« Des acomptes pourront être versés, calculés au prorata des dépenses justifiées (*l'acompte ne pouvant être supérieur à 80% du montant maximal de la subvention*) sur présentation par le bénéficiaire d'une **demande de versement** accompagnée de :

- **un état récapitulatif des dépenses acquittées** (numéro et date de mandatements ou règlements, et précisant le nom des prestataires, date et la nature) visés par la personne compétente (expert-comptable, comptable assignataire ou le représentant légal de la structure.

Les factures correspondantes seront fournies uniquement à la direction de la Culture et du Patrimoine pour permettre la vérification de l'état récapitulatif. »

5-2 Solde

Le versement du solde de la subvention, correspondant au minimum à 20% de celle-ci, devra être sollicité dans les six mois suivant la date de fin de l'opération, et au plus tard le 16 septembre 2023.

- **l'imprimé de déclaration de commencement de l'exécution de l'opération ;**
- **l'imprimé d'achèvement de l'exécution de l'opération ;**
- **un état récapitulatif des dépenses acquittées** (numéro et date de mandatements ou règlements, et précisant le nom des prestataires, date et la nature) visés par la personne compétente (expert-comptable, comptable assignataire ou le représentant légal de la structure.

Les factures correspondantes seront fournies uniquement à la direction de la Culture et du Patrimoine pour permettre la vérification de l'état récapitulatif. »

*
* *

Le dépassement de ce délai constitue la déchéance du droit de demander le versement du solde de la subvention, s'il reste un solde à verser. De plus, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du bénéficiaire pour les sommes qui auraient déjà été versées par la Région.

*
* *

La Région effectuera le(s) versement(s) sur le compte bancaire du bénéficiaire.

Le comptable assignataire chargé des paiements est le Payeur Régional de Normandie.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION

A l'exception des particuliers, tout bénéficiaire de subvention régionale devra mentionner le concours financier de la Région Normandie à la réalisation de son projet par une visibilité suffisante de la participation de la Région et adaptée au regard du montant de la subvention octroyée, dans le respect de la charte graphique de la Région et conformément à l'annexe « Communication » jointe au dossier de demande de subvention.

Ces obligations valent pour toute la durée de l'opération financée.

En cas de non-respect de cette obligation, le Président du Conseil Régional pourra diminuer de 10% le montant de la subvention régionale justifiée.

Tout bénéficiaire d'une subvention régionale devra fournir à la Région tout document (photo...) attestant qu'il a respecté la disposition prévue à l'alinéa 1er du présent article :

- soit lors de sa demande de versement du solde en cas de versement en plusieurs fois de la subvention,
- soit au plus tard 6 mois après la fin de l'action subventionnée en cas de versement unique de la subvention lors de la notification.

Le logo et sa charte graphique sont téléchargeables sur le site internet www.normandie.fr/logo-et-charte

ARTICLE 7 : BONNES PRATIQUES EN MATIERE D'ACHATS

Si le financement de son activité ou sa gouvernance est majoritairement assuré par des financeurs publics, une association de droit privé peut répondre à la définition de « pouvoir adjudicateur » et par conséquent, est soumise à des obligations de mise en concurrence imposées par les directives européennes et nationale (cf. ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016).

Dès lors, elle doit assurer le bon usage des deniers publics, la transparence et la traçabilité des procédures suivies en matière d'achats (adoption d'une procédure en CA avec éventuellement des seuils, définition des besoins, publicité préalable, preuve de la mise en concurrence, analyse des offres et décision).

Par ailleurs, la Région est engagée dans une démarche de soutien de l'économie normande, notamment par la mise en place de nouvelles pratiques dans sa commande publique. Elle

met en œuvre depuis le 1er janvier 2017 de nouvelles clauses et de nouveaux critères qu'elle a spécifiquement choisis afin de soutenir les entreprises. Ces clauses doivent permettre de simplifier les démarches des entreprises, d'améliorer leur trésorerie, d'encourager l'apprentissage, d'encadrer la sous-traitance ou d'identifier les offres anormalement basses.

La Région souhaite inciter l'ensemble des partenaires soumis à la réglementation sur les marchés publics à mener les mêmes actions de soutien à l'économie normande dans leurs propres marchés. Le bénéficiaire d'une subvention régionale est donc invité à décliner dans ses marchés les mêmes clauses.

Elle pourra demander au bénéficiaire de communiquer les pièces de ses marchés notifiés pour mettre en œuvre le projet subventionné.

En outre, les services de la Région peuvent apporter conseil aux porteurs de projets dans la rédaction de leurs marchés

ARTICLE 8 : INTEGRATION DES PRINCIPES DU DEVELOPPEMENT DURABLE

La Région Normandie est engagée dans un projet territorial de développement durable.

Elle souhaite être elle-même éco-responsable mais entend également inciter l'ensemble de ses partenaires à intégrer cette démarche d'éco-responsabilité dans leurs modes de fonctionnement et leurs actions.

Le bénéficiaire d'une subvention régionale est donc invité à prendre en compte les principes du développement durable (c'est-à-dire s'assurer que les 3 piliers du développement durable, à savoir le social, l'économie et l'environnement, se croisent et sont traités chacun à la même mesure) dans son fonctionnement et dans les actions ou projets qu'il met en place (optimisation de la consommation de ressources, respect des réglementations en vigueur et actions pour favoriser la cohésion sociale, production et consommations responsables, etc.)

Plusieurs outils sont accessibles sur le site internet de la Région (plaquette d'information, rubrique ressource recensant des contacts et des réseaux, sites cédés aux transports collectifs et au covoiturage).

*

ARTICLE 9 : EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

La Région est engagée avec l'Etat dans une démarche visant à favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Elle souhaite ainsi inciter l'ensemble de ses partenaires à mener des actions dans ce sens.

Le bénéficiaire d'une subvention régionale est donc invité à mener des actions destinées à favoriser au sein de sa structure l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes : mixité des formations et des métiers, meilleure articulation entre vie personnelle et vie professionnelle, réduction des écarts de rémunérations, accès aux postes à responsabilité...

Le bénéficiaire pourra communiquer à la Région les pièces justificatives justifiant la réalité de son engagement.

ARTICLE 10 : CONTROLE DE LA REGION ET REVERSEMENT

En application de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée.

La Région peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération sans que le bénéficiaire ne puisse s'y opposer, et procéder à des contrôles sur place et sur pièces, avant et après le versement de l'aide, afin notamment de vérifier :

- que le projet subventionné a bien été réalisé,
- que la subvention a bien été utilisée conformément à l'intérêt régional et à l'objet social de l'organisme,
- que l'ensemble des subventions publiques perçues n'excèdent pas les dépenses engagées pour la réalisation de l'opération ou du projet subventionné,
- que le concours financier de la Région a bien fait l'objet d'une publicité de la part du bénéficiaire,
- que les délais fixés pour produire les pièces ont bien été respectés.

Si l'une de ces conditions n'est pas satisfaite, le Président du Conseil Régional peut exiger le reversement total ou partiel de la subvention versée.

Dans tous les cas, la Région peut déléguer une mission d'audit auprès des organismes bénéficiaires de ses subventions. Ceux-ci devront tenir à disposition les documents nécessaires à l'accomplissement de cette mission pendant une durée de 10 ans après attribution de la subvention.

ARTICLE 11 : DELAIS LIES A LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date apposée par le dernier signataire.

La convention arrive à échéance six mois après la date limite de remise des pièces justificatives de paiement, soit le 16 mars 2024 pour les restaurations.

Toutefois, les effets de la convention perdurent après la date de fin de la convention (obligation de maintien de l'équipement dans la structure, contrôles effectués par les services de la Région et les demandes de versements éventuels, par exemple).

Aucun paiement de la Région ne pourra intervenir après la date d'expiration de la convention.

ARTICLE 12 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

Le non-respect par le bénéficiaire des obligations découlant pour lui de la présente convention pourra entraîner la résolution ou la résiliation de cette dernière, sans indemnité.

La Région peut mettre fin à la convention, sans préavis ni indemnité, dès lors que le bénéficiaire a fait des déclarations fausses ou incomplètes pour bénéficier de la subvention, objet de la présente convention.

Si le bénéficiaire fait l'objet d'une procédure collective et n'a pas réalisé le projet défini à l'article 1, la Région pourra effectuer une déclaration de créance pour demander le remboursement des sommes versées, sans être tenue au versement d'une quelconque indemnité.

Le bénéficiaire peut dénoncer la présente convention, sans être tenu au versement d'une quelconque indemnité, moyennant un préavis de 3 mois. Dans ce cas la Région pourra maintenir la partie de la subvention correspondant à l'exécution partielle de l'action.

Dans l'ensemble de ces hypothèses, la Région se réserve le droit de demander le remboursement total ou partiel des sommes versées.

ARTICLE 13 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification d'une convention doit être précédée d'une demande écrite et motivée du bénéficiaire.

L'acceptation de cette demande -qui n'est pas un droit- doit être formalisée par :

- l'adoption d'une nouvelle délibération avant l'expiration du délai éventuel fixé dans la délibération initiale,
- la signature d'un avenant à la convention conclu dans les mêmes formes, avant l'expiration de la convention initiale, soit le 16 mars 2024.

Par mesure de précaution et compte-tenu des délais d'instruction, d'adoption et de signature d'un éventuel avenant, toute demande d'avenant doit impérativement parvenir à la Région minimum trois mois avant la date de fin de validité de la convention.

ARTICLE 14 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

En cas de litige persistant, le Tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Caen.

Fait en deux exemplaires originaux

MONTIVILLIERS, le

CAEN, le

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MONTIVILLIERS

POUR LE PRESIDENT DE LA REGION NORMANDIE
ET PAR DELEGATION
LE DIRECTEUR DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

Daniel FIDELIN

Yvan SYTNIK

**70.MANIFESTATIONS PUBLIQUES – MAISON DES ARTS – POLE DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES –
VERSEMENT DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2019 DANS LE CADRE DE LA CONVENTION
TRIENNALE AVEC LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME (2016/2019)**

Monsieur Emmanuel DELINEAU, Adjoint au Maire. – Le Département de la Seine-Maritime a mis en place un Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques. Une convention triennale passée avec la ville permet à cette dernière de bénéficier d'une subvention annuelle répartie sur une aide au fonctionnement et une aide additionnelle pour le développement de projets spécifiques

Le budget global est estimé à **319 426.11 €**. La part des cotisations est de **75 674.50 €** et le montant net pour la ville est de **234 018.61 €**.

La subvention sollicitée auprès des services du Département s'élève à **8 065 €** pour la subvention au fonctionnement et à **1668 €** pour le Pass Jeune 76, comme indiqué dans la convention triennale. Cela représente un total de **9 733 €**.

Les actions au sein de la Maison des Arts seront réengagées dès la rentrée 2019 avec une campagne d'information élargie en direction de tous les publics potentiellement intéressés par la danse, la musique et le théâtre. Au regard du bilan de l'année précédente, la répartition des élèves était la suivante :

- Musique : 120
- Danse : 177
- Théâtre : 70

La subvention sera versée en deux fois à la collectivité : 50% sur l'exercice en cours et les 50% restant en fonction du bilan sur l'exercice 2020.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT

- Qu'il est important de pérenniser l'accès aux enseignements artistiques des montivillons et de maintenir l'offre de pratiques artistiques variées pour la population ;

Sa commission municipale n°2, Manifestations publiques, patrimoine culturel et tourisme réunie le 9 avril 2019 ayant donné un avis favorable ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé des Manifestations publiques ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser Monsieur le Maire** à solliciter auprès du Département de Seine-Maritime le renouvellement de son aide financièrement pour les actions de la maison des arts pour l'année scolaire 2019-2020 conformément à la convention triennale conclue avec ce dernier.

Imputation budgétaire
Exercice 2019
Budget principal
Sous-fonction et rubriques : 311
Nature et intitulé : 7473

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

71. MANIFESTATIONS PUBLIQUES – SUBVENTIONS - AUTORISATIONS - CONVENTIONS ASSOCIATION BATTERIE FANFARE MONTIVILLIERS- GONFREVILLE L'ORCHER

Madame Virginie LAMBERT, Adjointe au Maire.– L'association Batterie fanfare de Montivilliers et Gonfreville intervient sur le territoire montivillon depuis 1997. Un projet d'intervention de la batterie Fanfare alternée et partagée entre les communes de Montivilliers et Gonfreville L'orcher est mis en place depuis 2004. C'est à ce titre que deux conventions sont réalisées entre

- d'une part la ville de Montivilliers, la ville de Gonfreville L'Orcher et l'association Batterie Fanfare
- et d'autre part la ville de Montivilliers et l'association Batterie Fanfare.

La première convention cadre les relations et les objectifs entre les deux villes et l'association. La ville de Gonfreville s'engage annuellement à rembourser à la ville de Montivilliers, 50% des frais liés à la rémunération du chef d'orchestre de la batterie Fanfare. Est également renseigné dans ce document la subvention versée à parité par les deux collectivités à l'association afin qu'elle puisse assumer les défraiements du chef d'orchestre. Les montants des défraiements sont calculés sur la base des montants de l'année antérieure, soit une somme de 6 880 € pour l'année 2018. Enfin cette première convention cadre les cours pour lesquels le chef d'orchestre intervient pour la batterie fanfare et indique la participation de la batterie fanfare aux cérémonies patriotiques des deux communes.

La deuxième convention (annexe 1) contient exclusivement l'objet du partenariat entre la ville de Montivilliers et l'association batterie Fanfare ainsi que les modalités de soutien à l'association et les moyens alloués.

Pour l'exercice 2019, il est proposé de verser à l'association batterie fanfare une subvention de fonctionnement de 4 940 €. Ce montant comprend :

- 1 500 € pour soutenir le fonctionnement de l'association
- 3 440 € verser par chacune des deux collectivités pour la prise en charge par l'association des défraiements du chef d'orchestre.

Dans le cadre du partenariat, la ville de Montivilliers met à disposition de l'association Batterie Fanfare pour l'année 2019 des locaux de répétitions, la salle de spectacle Michel Vallery et ses régisseurs pour l'organisation d'un concert ainsi que des moyens de communication pour soutenir l'association.

L'association batterie fanfare participe gracieusement et dans la mesure de ses disponibilités aux cérémonies patriotiques organisées par la ville de Montivilliers.

Pour l'année 2019, une subvention exceptionnelle de 2 500 € sera versée à l'association par la ville de Montivilliers afin qu'elle puisse concourir au niveau de la promotion nationale des batteries fanfares organisée par la fédération sportive et culturelle des batteries fanfares de France.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2019 ;

VU la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la demande de subvention formulée par l'association Batterie Fanfare

CONSIDERANT

- Que l'association Batterie Fanfare de Montivilliers- Gonfreville contribue par son action à renforcer la politique culturelle de la Ville de Montivilliers
- Que la mutualisation de l'action conjuguée des communes de Montivilliers et Gonfreville en direction de la batterie fanfare participe aux liens intercommunaux ;

Sa commission municipale n°2, Manifestations publiques, Patrimoine culturel et Tourisme, Vie associative, Environnement, Communication, Vie des quartiers et Accessibilité réunie le 8 mars 2019 ayant donné un avis favorable ;

VU le rapport de Mme l'Adjointe au Maire, chargée de la vie associative, de l'environnement, de la communication, de l'évènementiel et des anciens combattants ;

Après en avoir délibéré,

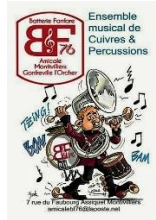
DECIDE

- **D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec la ville de Gonfreville l'Orcher et l'association Batterie Fanfare**
- **D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec l'association Batterie Fanfare**
- **D'attribuer, pour 2019, les subventions suivantes à l'association Batterie Fanfare : 4 940 € en fonctionnement et 2 500 € en subvention exceptionnelle.**

Imputation budgétaire
Exercice 2019
Budget principal
Sous-fonction et rubriques :025
Nature et intitulé : 6574 subvention de fonctionnement aux associations
Montant de la dépense : 7 440 euros

Monsieur le Maire : Nous pouvons être fiers d'avoir une belle Batterie Fanfare.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS, LA VILLE DE GONFREVILLE L'ORCHER et L'ASSOCIATION BATTERIE FANFARE GONFREVILLE L'ORCHER - MONTIVILLIERS

Entre :

- La ville de Gonfreville l'Orcher représentée par son Maire M. Alban BRUNEAU, dûment habilité par délibération en date du 20 mai 2019 - Hôtel de ville – Place Jean Jaurès - 76700 GONFREVILLE L'ORCHER

ci-après désignée par les termes « la Ville de Gonfreville l'Orcher »,

d'une part,

Et

- La ville de Montivilliers représentée par son Maire M. Daniel FIDELIN dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 14 avril 2014 - Hôtel de ville – Place François Mitterrand - 76290 MONTIVILLIERS

ci-après désignée par les termes « la Ville de Montivilliers »,

Et d'autre part,

- L'association Batterie Fanfare de Gonfreville L'Orcher - Montivilliers représentée par son Président M. Yves Joly , 56, rue Raphaël - 76620 LE HAVRE

ci-après désignée par les termes « L'association Batterie Fanfare »,

Il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les villes de Gonfreville L'Orcher et de Montivilliers bénéficient depuis 2004, en fonction de ses possibilités des interventions de l'association batterie fanfare pour les cérémonies patriotiques de chacune des deux communes.

Ces temps de commémorations font partie du patrimoine historique de la nation et donc des deux collectivités. Afin d'accompagner ces cérémonies l'association batterie Fanfare de Gonfreville L'Orcher - Montivilliers intervient sur les deux villes annuellement et de façon alternée pour rendre possible chacune des manifestations patriotiques.

La batterie fanfare de Gonfreville L'Orcher - Montivilliers est composée de musiciens de toutes les générations qui résident sur les territoires des deux communes. Cette composition participe à la transmission de la mémoire aux jeunes générations et à la cohésion du territoire. La particularité de l'association Batterie Fanfare Gonfreville L'Orcher - Montivilliers est que ses musiciens interprètent les hymnes et autres musiques à partir d'instruments à vent, dits « naturels », donc sans pistons. Cette singularité nécessite un savoir faire et une formation particulière afin d'assurer la bonne interprétation des hymnes durant les cérémonies patriotiques des deux villes.

Afin de pouvoir continuer à honorer le souvenir dans les villes de Gonfreville L'Orcher et de Montivilliers, de péreniser l'enseignement des instruments naturels et de maintenir les interventions de l'association Batterie Fanfare sur les deux communes,

Il est proposé d'engager une démarche partenariale tripartite.

ARTICLE 1 – OBJET- Engagement des parties

1.1 La batterie Fanfare

Par la présente convention, l'Association batterie Fanfare s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet suivant dont les modalités pour chacune des collectivités sont précisées en annexe de ce document.

- Organiser un dispositif de formation individuelle et collective à l'attention des membres de la Batterie-Fanfare Gonfreville L'Orcher – Montivilliers dispensé par un membre de la batterie Fanfare à l'école de musique de Montivilliers
- Mettre en place des répétitions des musiciens de la batterie fanfare à Gonfreville L'Orcher et à Montivilliers
- Participer annuellement dans la mesure de ses possibilités et de façon alternée aux cérémonies des villes de Gonfreville L'Orcher et de Montivilliers
- Prendre annuellement en charge les défraiements du professeur-chef d'orchestre

1.2 La ville de Gonfreville L'Orcher

Par la présente convention, la ville de Gonfreville L'Orcher s'engage à

- Partager annuellement et à parité avec la ville de Montivilliers les coûts liés à la formation des musiciens de la batterie Fanfare
- A verser annuellement sous couvert du vote du budget à l'association Batterie Fanfare une subvention de fonctionnement

Assurer la promotion des cours d'instruments dits « naturels » en liaison avec le service communication de la ville de Montivilliers

1.3 La ville de Montivilliers

Par la présente convention, la ville de Montivilliers s'engage à

- Partager annuellement et à parité avec la ville de Gonfreville L'Orcher les coûts liés à la formation des musiciens de la batterie Fanfare
- Verser annuellement sous couvert du vote du budget à l'association Batterie Fanfare une subvention de fonctionnement
- Mettre en place des cours d'instruments à vent dit naturels avec le chef d'orchestre de la batterie fanfare dans son école municipale de musique.

Les Villes de Gonfreville L'Orcher et de Montivilliers contribuent financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Les Villes de Gonfreville L'Orcher et de Montivilliers n'attendent aucune contrepartie directe des subventions versées.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 3 ans, du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2021.

ARTICLE 3 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Les Villes de Gonfreville L'Orcher et de Montivilliers contribuent financièrement à parité au fonctionnement de l'association Batterie Fanfare pour un montant annuel maximal de 6 000€ chacune. Conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ces subventions ne sont acquises que sous réserve du vote du budget par les conseils municipaux des deux villes de chaque année de durée de la convention.

Les financements des villes de Gonfreville L'Orcher et de Montivilliers n'excèdent pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe II.

3.1 Ces coûts peuvent être majorés, le cas échéant, d'un excédent raisonnable constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 5. Cet excédent ne peut être supérieur à 5% du total des coûts du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Pour l'année 2019, les Villes de Gonfreville L'Orcher et Montivilliers versent chacune à l'association Batterie Fanfare la somme maximale de 6 000€.

Les montants précis sont définis selon les projets présentés dans les annexes de cette convention.

Ces montants prévisionnels sont versés selon les modalités suivantes :

- Une avance avant le 30 juin de chaque année dans la limite de 50 % du montant prévisionnel annuel de la contribution fixée à l'alinéa précédent, sous réserve du vote du budget à chaque exercice.
- Le solde au dernier trimestre de l'année en cours

ARTICLE 5 - JUSTIFICATIFS

L'association Batterie Fanfare s'engage à fournir aux villes de Gonfreville L'Orcher et Montivilliers dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice, juin de l'année n+ 1, les documents ci-après :

- Le compte rendu financier
- Les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 6 - AUTRES ENGAGEMENTS

L'association Batterie fanfare informe sans délai les villes de Gonfreville L'Orcher et de Montivilliers de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'association batterie fanfare en informe les villes de Gonfreville L'Orcher et de Montivilliers sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – MISE A DISPOSITION DE BIENS MUNICIPAUX A L'ASSOCIATION BATTERIE FANFARE

7.1 Mise à disposition par la ville de Montivilliers :

- La Ville de Montivilliers met à disposition de l'association Batterie Fanfare dans les locaux de la salle Justice de Paix, 7 rue du Faubourg Assiquet, une surface totale de 104 m².
- Ces locaux sont mis à la disposition permanente de l'association (pour la durée de la convention).
- La Ville met à disposition de l'association Batterie Fanfare, deux jours au mois de Janvier de chaque année la salle Michel Vallery, rue Oscar Commettant pour l'organisation du concert du nouvel an.
- Les frais de maintenance des bâtiments sont à la charge de la Ville, ainsi que le coût des consommations de fluides (eau, électricité, chauffage) et des abonnements et contrats afférents. (Voir aussi article 5, moyens financiers.)
- Les autres périodes d'utilisation à titre ponctuel devront faire l'objet d'une demande justifiée auprès de la Ville.
- La ville met à disposition de l'association des avantages humains et/ou matériels pour mener à bien certaines de ses activités :
- Supports de communication
- Prêt de véhicule municipal pour assurer le transport aller-retour des instruments dans le cadre du concert du nouvel an.
- Présence de personnel municipal dans le cadre notamment du concert du nouvel an, soit 12 heures : 6 heures pour la répétition et 6 heures pour la représentation.

L'ensemble des prestations définies ci-dessus fera annuellement l'objet d'une valorisation établie par la Ville dans l'annexe 1 de ce document. L'association s'engage obligatoirement à inscrire cette valorisation dans le compte de résultat.

7.2 Mise à disposition par la ville de Gonfreville L'Orcher

La ville de Gonfreville L'Orcher pourrait de manière ponctuelle mettre à disposition des locaux, des véhicules ou participer au transport. Cette mise à disposition devra faire l'objet d'une demande exceptionnelle de l'association et sera étudiée par ville de Gonfreville L'Orcher.

7.3 Utilisation des biens mis à disposition de l'association Batterie Fanfare

Les locaux et biens municipaux mis à disposition de l'association Batterie Fanfare ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles précisées par la présente convention. En tout état de cause, le Président de l'association reste civilement responsable de l'utilisation faite.

L'association Batterie Fanfare déclare avoir souscrit une assurance couvrant les risques liés à ces mises à disposition, à savoir :

1. Garantie Responsabilité civile exploitation.
2. Garantie dommage aux biens.

L'association Batterie Fanfare s'engage à fournir à la date de la signature de la présente convention une attestation de son assureur et à rembourser ou à faire rembourser toute dégradation ou détérioration tant sur les matériels que sur les locaux. Dès qu'une dégradation est occasionnée par une des activités pratiquées par l'association batterie fanfare celle-ci s'engage à en informer directement les services techniques des villes de Gonfreville L'Orcher ou de Montivilliers.

Un état des lieux d'entrée et de sortie est réalisé par les services des Villes de Gonfreville L'Orcher et de Montivilliers en la présence de l'association Batterie Fanfare.

L'association Batterie fanfare prend à sa charge le ménage des locaux mis à sa disposition.

ARTICLE 9- CONTROLES DES VILLES de GONFREVILLE ET DE MONTIVILLIERS

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les villes de Gonfreville L'Orcher et de Montivilliers. L'Association Batterie Fanfare s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le refus de leur communication peut entraîner la suppression des subventions.

Les villes de Gonfreville L'Orcher et de Montivilliers contrôlent à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.

ARTICLE 10 - RENOUELEMENT – EVALUATION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 9 des présentes.

Entre 2019 et 2020, chaque année avant fin avril, une convention est produite entre l'association Batterie Fanfare de Gonfreville L'Orcher - Montivilliers et chacune des deux villes. Chacune des deux conventions contient les actions que souhaite mettre en place l'association Batterie Fanfare de Gonfreville L'Orcher - Montivilliers et que les deux collectivités entendent subventionner.

ARTICLE 11 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 – ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 14 – RETRAIT DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution, de modification substantielle dans l'exécution ou de retard significatif dans l'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit des Villes de Gonfreville L'Orcher et de Montivilliers, celles-ci peuvent respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article L 242-2 du code des relations entre le public et l'administration.

L'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ayant institué une obligation de communication de tous documents faisant connaître les résultats des activités des associations subventionnées aux collectivités, l'association Batterie Fanfare devra s'y conformer.

ARTICLE 15 – RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Rouen.

Fait à

Pour la ville de Montivilliers
Le Maire

Pour la ville de Gonfreville l'Orcher
Le Maire

Pour l'association Batterie Fanfare
Le Président



Annexe 1 : CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET

BATTERIE FANFARE AMICALE DE MONTIVILLIERS – GONFREVILLE L'ORCHER ANNEE 2019

Entre

La commune de Montivilliers représentée par son maire **Monsieur Daniel FIDELIN**, en date du 14 avril 2014

Et L'association **BATTERIE FANFARE AMICALE DE MONTIVILLIERS – GONFREVILLE L'ORCHER**, dont le siège social est à Montivilliers, 7 rue du Faubourg Assiquet, représentée par son Président, **Monsieur Yves JOLY**

Il a été convenu ce qui suit :

Preamble

L'Association intervient sur le territoire montivillon depuis Mars 1997, date de sa création.

Son action se développe autour de :

- L'enseignement musical
- La promotion de la pratique instrumentale,
- L'organisation d'un concert du nouvel an,
- La participation aux commémorations patriotiques de la ville de Montivilliers

Article 1 : Projet pour lequel est attribuée la subvention

L'activité de l'association aura lieu à la salle Justice de Paix à Montivilliers

Jours et heures suivants :

Les actions concernées au titre de la présente convention sont :

- L'enseignement de la pratique instrumentale d'ensemble
- L'organisation d'un concert du nouvel an

Article 2 : Partenariat avec la ville

Le service Manifestations Publiques est en charge du suivi des relations avec l'association.

Pour permettre à l'association de mener ses actions, la Ville fournit à l'association des locaux, des avantages matériels et des moyens financiers et humains, selon les modalités définies dans la convention tripartite.

Article 3 : Mise à disposition

Pour 2019, le cout de valorisation des locaux mis à disposition s'élève à :

- 6 500 € pour la salle Justice de paix et
- 722 €, pour la salle Michel Vallery , soit un total de 7 222 €. Ce montant à inscrire dans le Compte de Résultat 2019 de l'association Batterie Fanfare.

La valorisation s'applique également pour les prêts ponctuels.

La Ville de Montivilliers s'engage dans la mise à disposition de ce local mais se réserve le droit, dans le cadre de la gestion de son patrimoine immobilier, de modifier l'affectation de ce local et proposera, dans la limite de ses possibilités, un local de remplacement.

L'association s'engage à rendre compte à la Ville de Montivilliers du fonctionnement des activités entrant dans le champ de la présente convention, au niveau qualitatif, quantitatif et financier.

L'association s'engage à faire figurer le logo de la ville de Montivilliers sur tous ses supports de communication liés au projet, objet de la convention.

Article 4 : Assurance

Les risques encourus par **La batterie Fanfare de Montivilliers – Gonfreville l'Orcher** du fait de son activité et de l'utilisation de l'ensemble des locaux mis à disposition seront convenablement assurés par l'association, qui fournira à la Ville les attestations d'assurance.

Toute dégradation des biens mis à disposition résultant d'une mauvaise utilisation, d'une négligence ou d'une malveillance devra faire l'objet d'une remise en état au frais de l'association.

Sauf accord écrit préalable de la Ville, les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles précisées dans la convention. La convention exclut également tout prêt ou sous-location à des tiers.

Article 5 : Moyens financiers

Pour l'année 2019, la Ville versera, *sous réserve d'avoir reçu un dossier complet*, à **La batterie Fanfare de Montivilliers - Gonfreville l'Orcher**, une subvention de fonctionnement d'un montant total de : 4 940 €.

Ce montant comprend les frais de fonctionnement de l'association (1 500€) et les défraiements du chef d'orchestre de la batterie fanfare : 3 440 €.

Cette subvention sera versée intégralement à l'association avant le mois de juillet 2019.

Pour l'année 2019, la ville de Montivilliers versera une subvention exceptionnelle de 2 500 €. Cette subvention exceptionnelle permettra à la batterie fanfare de concourir au niveau de la promotion nationale des Batteries Fanfares et d'assurer son maintien à ce niveau de classement par la fédération sportive et culturelle des batteries fanfares de France. La subvention exceptionnelle sera versée à l'issue de la participation de ce concours par la batterie fanfare sous réserve de présentation par l'association du bilan financier de l'opération à la ville de Montivilliers.

L'association s'engage à fournir à la Ville un bilan annuel quantitatif et qualitatif de l'ensemble des activités décrites dans le cadre de la convention.

Article 6 : Durée et résiliation

La présente convention est valable du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019. Elle pourra être modifiée par voie d'avenant en cas de nécessité. Elle est résiliée de plein droit en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité de l'association. Elle peut également être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par tous moyens, avec un préavis de six mois.

Fait à Montivilliers

Pour la ville de Montivilliers

.....

Le Maire

Pour l'association

Le Président

72.MANIFESTATIONS PUBLIQUES – FETE DE LA MUSIQUE 2019 - CONVENTION TENDANCE OUEST – SIGNATURE - AUTORISATION

Madame Virginie LAMBERT, Adjointe au Maire.– La Ville de Montivilliers souhaite offrir, en centre – ville, un grand concert gratuit en plein air dans le cadre de la fête de musique 2019, le vendredi 28 juin 2019.

Il est proposé que la Radio « Tendance Ouest », qui produit et programme en Normandie des concerts géants « Tendance Live » avec les plus grands artistes français et étrangers soit organisateur de ce concert. A cet effet, il sera organisé un « Tendance Live » sur la place Abbé Pierre pour un grand concert gratuit où se succéderont sur scène des artistes de la nouvelle génération et des artistes de renom pour offrir plus de 03h00 de musique rock, pop, urbaine et française, au public.

Le précédent « Tendance Live » réalisé à Montivilliers a réuni un public de 7 000 personnes environ.

Tendance Ouest, organisateur de l'évènement, prendra en charge la scène, la sonorisation, les lumières, les techniciens, l'écran géant et cameramen, les frais liés aux artistes et un large plan de communication.

La Ville de Montivilliers, assurera la sécurité, la mise à disposition des techniciens de la ville, et de la salle Michel Vallery pour les loges et le catering, ainsi que l'accès à l'électricité. Elle participera également à la déclaration de l'évènement auprès des organismes agréés.

Dans ces conditions, à l'issue de l'évènement, Tendance Ouest facturera à la ville de Montivilliers une participation financière d'un montant de 25.000 € HT, soit 30.000 € TTC.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2019 ;

VU la candidature de Tendance Ouest pour l'organisation du « Tendance Live »

CONSIDERANT

- Que le « Tendance Live » contribue par à renforcer la politique culturelle de la Ville de Montivilliers en proposant un grand concert gratuit

VU le rapport de Mme l'Adjointe au Maire, chargée de la vie associative, de l'environnement, de la communication, de l'évènementiel et des anciens combattants ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec Tendance Ouest pour un montant de 30 000 € TTC.**

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget principal

Sous-fonction et rubriques :033

Nature et intitulé : 623-2 Fêtes et cérémonies

Montant de la dépense : 30 000 euros

Monsieur LECACHEUR : *Ce n'est pas une observation. C'est un trait d'humour. Sur le chiffre indiqué, je ne sais pas à quel syndicat vous êtes adhérente Madame LAMBERT, mais 7.000 personnes à l'endroit où il y a la Fête de la Musique, je vous avoue que je suis dubitatif. Je n'aurais pas osé. Je vous invite à regarder réellement le m² et vous verrez que si vraiment il y avait 7.000 personnes, il n'y aurait plus de place, ni pour la scène, ni pour rien d'ailleurs. On serait bien tassé, voir garé comme les voitures dans les parkings à étage. Je vous en donne quitus. Il y a écrit « un public de 7.000 personnes environ ». Là effectivement, nous sommes sur 7.000 personnes « environ » !*

Monsieur le Maire : *C'est vrai, la place est archi-comble, voire même au-delà.*

Monsieur DUBOST : *J'aurai 3 remarques. Mais je vais aller sur la mention des 7.000 spectateurs. Nous sommes dans un Conseil Municipal. C'est sérieux. Peut-être que le chiffre avait été évoqué. Mais nous pourrions d'enlever. La place Abbé Pierre mesure 40 mètres sur 20 mètres.*

Monsieur le Maire : *40 mètres par 20 mètres font 800 m² et je pense que la place de l'Abbé Pierre fait plus que cette surface.*

Monsieur DUBOST : *Elle fait combien Monsieur le Maire ? Dans un concert, on en met à peu près 3 au m². Les spécialistes de la question ont mentionné la moitié et encore.... Ce serait bien que l'on supprime le mot « 7.000 » parce que nous ne sommes pas à Marseille. Nous sommes à Montivilliers. Je sais que ce chiffre à circuler. Nous avons le service Culturel qui a l'habitude des jauges. Pour la deuxième remarque, Monsieur le Maire, nous sommes un peu gênés pour vous questionner. Tendance Ouest, c'était Résonnance. On organise « clé en main » un concert sans passer par une procédure. Il y a d'autres radios ou médias qui peuvent fournir le même service. Y a-t-il eu oui ou non une mise en concurrence nécessaire ? Si oui, pourriez-vous nous préciser sur quel article du Code des Marchés Publics vous vous appuyez ? Si non, pourquoi vous ne respectez pas cet article du Code des Marchés Publics ? C'est une question à laquelle nous sommes intéressés car c'est une coquette somme de 30.000 euros. Pour ma troisième question – je sais que nous votons un plan sain – mais c'est un plan de 30.000 dont on ne connaît pas le menu si je puis dire. Lâcher 30.000 euros pour un évènement dont on ne sait dûment rien, c'est un petit peu gênant. J'étais dans le précédent mandat. Je me souviens. Il y avait des commissions culturelles qui épluchaient tout. Or là, nous n'avons pas eu d'information dans ladite commission. Nos collègues qui sont aujourd'hui Adjoints, et c'est normal, c'est le rôle de l'opposition, demandaient systématiquement les cachets, qui faisait quoi, comment. Aujourd'hui, on nous demande de lâcher 30.000 euros. Nous pourrions peut-être avoir quelques informations supplémentaires qui nous aideraient à voter favorablement. Et enfin, je me demande s'il ne faut pas enlever dans le titre « Fête de la Musique ». Elle a lieu le 21 juin. Or, nous c'est le vendredi 28 au soir.*

Je ne sais pas pourquoi. Cela n'était peut-être pas possible ou est-ce une question de programmation. La Fête de la Musique, c'était lancé par Jack LANG lors du premier septennat de François MITTERRAND. A la base, la Fête de la Musique, c'était faire connaître les artistes. Il n'y avait pas de contribution et pas de question d'argent à l'époque. Là, on vote une délibération à 30.000 euros. Je ne suis pas sûr que cela s'inscrive vraiment dans l'esprit de ce que doit être la Fête de la Musique. C'est un concert. C'est très bien parce que cela rassemble. Ce serait peut-être une modification à cet effet.

Monsieur LEBRETON : J'ai juste une question complémentaire. Nous avons un évènement comparable l'an dernier. Combien cela avait-il coûté ?

Madame LAMBERT : Selon les syndicats de Tendance Ouest et la société de sécurité, le public est sur les deux places. Cela fluctue. Ils partent. Ils reviennent. Alors effectivement, c'est environ 7.000 personnes. Je voulais signaler que c'est 10 fois plus que ce qu'il y avait avant. La première année, nous étions sur 200 personnes qui n'étaient pas contentes. Je demande à ce que le chiffre reste et qu'il ne soit pas enlevé. Ce partenariat avec Tendance est passé par le pré-contrôle de la légalité. Nous sommes en totale légalité par rapport à cela. Il n'y a pas eu d'autres consultations pour la bonne et simple raison que l'on n'a pas d'autres radios qui nous proposent la même chose ou du moins, pas sur le même concept. C'est comme un artiste. On ne peut pas demander à Madonna ou à Mick Jagger de nous faire un devis. Ce n'est pas possible. Là, c'est exactement la même chose. Je caricature, mais c'est un peu cela. Pourquoi pas le 21 juin ? Etant donné que c'est un gros évènement, nous mettons en difficultés certaines autres communes voisines qui l'organisaient. Elles avaient déjà fait une remarque les années précédentes où nous, nous avions une « grosse machine » à côté. C'est une volonté. Les autres années, pendant les précédents mandats, il y a toujours eu des cachets. Cela n'a jamais été une Fête de la Musique avec des amateurs qui venaient sur scène comme cela. Nous avons repris un peu le concept car on voulait vraiment en faire un gros évènement. Je crois que c'est réussi. Pour ne pas mettre en difficulté les petites communes et laisser la possibilité aux gens d'aller soit sur Le Havre, dans les bars, et autres, on a opté pour cette date. Il y avait aussi les artistes. Que ce soit le 21 ou le 28, il y a des droits de SACEM qui sont exonérés. Pour la Fête de la Musique, on ne paie pas de droits de SACEM. Nous sommes donc encore dans cette configuration pour ne pas payer ces droits. C'est pour cela que nous laissons les termes « Fête de la Musique ». Si l'on met « Tendance Live », là, nous allons payer des droits de SACEM.

Monsieur le Maire : Vous voyez, nous pouvons remercier Jack LANG. C'est un beau concept.

Madame LAMBERT : Pour la dernière question de Monsieur LEBRETON, moi aussi j'ai demandé les comptes. Vous vous souvenez qu'il y a deux ans, nous avons organisé aussi avec Tendance Ouest. Je vais vous donner les chiffres. Tout augmente, mais en 2016, nous étions sur 21.000 euros ; en 2017, toujours avec Tendance, nous étions à 29.000 euros. L'année dernière, c'étaient nos services qui organisaient car nous n'avions pas pu avoir de dates qui correspondaient avec Tendance Ouest, nous étions à 42.000 euros. Le fait de le faire avec Tendance Ouest nous permet d'avoir un « clé en main » avec une douzaine d'artistes. Pourquoi n'ai-je pas encore la programmation ? C'est parce que nous étions obligés d'engager ce partenariat pour qu'ils puissent aller chercher des artistes. Il fallait qu'ils aient d'abord l'engagement du partenariat de la municipalité avant de me faire un choix. Bien évidemment, vous serez informés de ce choix, des artistes et des options qui seront pris par Tendance. Mais ce sont toujours des artistes qui font partie de l'écurie de Tendance Ouest. Ce ne sont pas des artistes que l'on va programmer en disant « je veux untel ou untel... ». Ce sont eux qui nous font une proposition et cela reste sur ce que vous entendez sur les ondes. Tendance ne peut pas lancer d'options sur les artistes si la délibération concernant le partenariat ne passait pas en Conseil Municipal.

Monsieur le Maire : C'est logique. Il faut qu'il y ait une vraie convention de signée pour être sûr du montant de la subvention pour pouvoir engager le dossier et les artistes.

Monsieur LECACHEUR : Je voterai pour cette délibération parce que force est de constater qu'effectivement, et au-delà de la blague du nombre de participants qui devait avoir été évalué après l'apéro, je pense que c'est indéniablement une réussite. C'est très bien ainsi. Je n'ai de la part des Montivillons que d'excellents retours sur cette Fête de la Musique. C'est pour cela que je voterai favorablement cette délibération en toute logique.

Monsieur le Maire : C'est vrai qu'il s'agit d'un bel évènement de masse, très important et qui fait travailler aussi les restaurateurs. C'est un évènement gratuit. C'est important de la souligner. C'est 7.000 personnes environ sur les deux places. Mais, là où je ne suis pas d'accord c'est sur la surface de 40 m sur 20 m.

Monsieur DUBOST : Si Dominique THINNES nous dit 9.000, ce n'est plus avec l'apéro, mais avec le digestif. Ce n'est pas possible. Cela aurait été bien d'enlever ce chiffre. Mais peu importe. En ce qui concerne la méthode, je me souviens vraiment de ces commissions culturelles où mes collègues qui ne sont pas du même bord que moi, n'auraient jamais laissé passer une telle délibération en faisant un chèque en blanc. Un sou c'était un sou. Et je remarque qu'aujourd'hui, on nous demande de lâcher 30.000 euros et c'est vrai nous pouvons faire confiance à cette radio pour la qualité. Pour le problème, c'est que nous ne savons pas grand-chose. Nous sommes vraiment embêtés. Nous allons voter cette délibération. Simplement, on vous demande de nous produire rapidement les informations que vous aurez. La moindre des choses que les Elus soient informés et au niveau financier, de nous faire un détail un peu plus conséquent de la manière dont cela sera opéré au niveau des cachets. C'est un évènement qui est festif, sympa. Un des rares moments où l'on peut se retrouver tous. Quand vous dites que c'est gratuit, ce n'est jamais totalement gratuit. C'est la Ville qui met la main à la poche. C'est gratuit pour les habitants. Je suis bien d'accord, mais c'est tout de même avec l'argent des Montivillons. Nous avons donc le droit d'en savoir un petit peu plus.

Madame LAMBERT : Effectivement, vous avez raison de souligner que c'est bien avec de l'argent public, mais je signale que c'est quand même la moitié par rapport à l'année dernière. C'était 45.000 euros pour 2 groupes. Là, C'est un « clé en main ». Nous sommes sur 8 à 10 artistes. C'est ce que Tendance fait. Bien évidemment, il y aura une commission avant la Fête de la Musique. Vous serez donc informés. Tendance doit finaliser et nous donner les noms. Ils organisent aussi à Granville. Ils voient pour négocier avec les artistes pour voir si cela peut rentrer dans notre budget de 30.000 euros. C'est le cachet. C'est « clé en main ». On peut se féliciter de ce bel évènement. Au niveau de la population, c'est très attendu.

Madame LANGLOIS : Monsieur DUBOST, vous dites que lorsque nous étions dans l'ancien mandat, nous n'aurions jamais voté une telle délibération, mais jamais une Fête de la Musique n'a été programmée de cette façon. C'était des petites choses et non pas un gros évènement tel que celui-là. D'une manière générale, nous donnions notre avis, comme vous pouvez le donner. On ne vous a jamais empêché de donner votre avis en commission. Mais je pense que vous êtes vigilant aussi, parce que vous êtes assez pointilleux. Je ne vois pas pourquoi vous avez fait cette réflexion. Elle est inutile.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Convention de partenariat entre la ville de Montivilliers et Tendance Ouest

TENDANCE LIVE MONTIVILLIERS

Vendredi 28 juin 2019

Engagements TENDANCE OUEST

Tendance Ouest s'engage à mettre en place la programmation d'un « Tendance Live » concept unique en France, le vendredi 28 juin 2019 de 20h30 à 24h00 à Montivilliers.

Tendance Ouest prend en charge la scène, la sonorisation, les lumières, les techniciens, l'écran géant et cameramen suivant les différentes fiches techniques et besoins artistiques.

Tendance Ouest prend en charge les frais liés aux artistes (cachets, frais d'hébergements, frais de transports, frais de restauration et autres demandes venant de leur part).

Tendance Ouest assure le plan de communication de la manière suivante :

- Annonce de l'évènement le soir du Tendance Live de Granville

RADIO | 26 fréquences | 248.200 auditeurs/jour

- A partir du 1^{er} juin, diffusion de 100 spots publicitaires sur les départements de Seine Maritime et du Calvados puis sur toute la région Normandie à partir du 15 juin 2019
- Speaks animateurs pour annoncer régulièrement l'évènement à Montivilliers.

DIGITAL | 2 millions de vues/mois sur tendanceouest.com | + 100 000 amis Facebook

- Conception et fabrication des visuels de la soirée
- Mise en ligne du visuel de l'évènement sur Facebook
- Article sur le site tendanceouest.com.

PRESSE | Tendance Ouest Caen, 35 000 exemplaires | Tendance Ouest Rouen, 50 000 exemplaires | Courrier Cauchois

- Encarts dans la presse régionale, Bandeaux, ½ et ¼ de page

Engagements VILLE DE MONTIVILLIERS

- Assurer le service de sécurité de l'évènement ainsi que le service de la Croix Rouge
- Installer les barrières et grilles Heras couvertes, abris faciles et plots anti-intrusion
- Mise à disposition des techniciens de la ville
- Mise à disposition de la salle Michel Vallery pour les loges et le catering
- Mise à disposition d'un l'accès à l'électricité suivant les consignes de nos techniciens pour la scène, sa sonorisation et lumière.

Tendance Ouest facturera à la ville de Montivilliers une participation financière d'un montant de 25.000 € HT + TVA à 20% soit 30.000 euros TTC.

Une déclaration de grands rassemblements auprès des organismes agréés sera réalisée.

Si feu d'artifice, celui-ci sera à la charge de la ville de Montivilliers.

Le :

Ville de Montivilliers
Daniel FIDELIN

Tendance Ouest
Jean-Baptiste BANCAUD

G – SPORTS / LOGISTIQUE

73.SPORTS – MISE EN PLACE DU DISPOSITIF AMBASSADEUR SPORTIF DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS 2019-2020 – ADOPTION – VERSEMENT DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Monsieur Jean Luc GONFROY, Adjoint au Maire.— Dans le cadre de la politique sportive communale, il est proposé de mettre en place un dispositif « Ambassadeur Sportif de la Ville de Montivilliers ». Ce dispositif d'une durée d'un an renouvelable a pour objectifs de valoriser le dynamisme, les ambitions et les valeurs sportives de la ville. Le projet sportif fédérateur sélectionné aura pour missions de faire bénéficier la ville de l'aura médiatique engendrée par cet « ambassadeur ». Ce dernier sera notamment présent sur les manifestations sportives communales avec une tenue identifiée au logo de la ville. Pour la période 2019-2020, il est proposé à Monsieur Patrick MALANDAIN avec son projet « U.S WE CAN » d'être sélectionné comme « AMBASSADEUR SPORTIF DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ». Il est suggéré pour ce projet une subvention exceptionnelle de 1000 €.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT

- **Que** sa commission municipale n°4, Affaires scolaires, Petite Enfance, Restauration Municipale, Sport et Jeunesse réunie le 12 mars 2019 ayant donné un avis favorable ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé des affaires sportives, des économies budgétaires et des commissions de sécurité des ERP ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'approuver** le dispositif « Ambassadeur Sportif de la ville de Montivilliers » pour une durée d'un an.
- **De choisir** dans le cadre de ce dispositif, Monsieur Patrick MALANDAIN pour son projet « US WE CAN » et d'attribuer à l'association « Pat Run Organisation » une subvention exceptionnelle de 1000 €.
- **D'autoriser** M. Le Maire à verser à l'association « Pat Run Organisation » une subvention exceptionnelle de 1000€

Imputation budgétaire
Exercice 2019
Budget principal
Sous-fonction et rubriques : 025
Nature et intitulé : 6574
Montant de la dépense : 1000 euros

Madame MALANDAIN : Vous comprendrez que je ne prendrai pas part au vote.

Monsieur le Maire : Je rappelle que Monsieur MALANDAIN, c'est également la personne qui organise les 6 heures de Montivilliers.

Monsieur LECACHEUR : Je trouve que le dispositif « Ambassadeur sportif pour la Ville de Montivilliers » correspond tout à fait à l'activité de Patrick Malandain qui est un sportif de l'extrême. A chaque fois qu'il y a une retombée médiatique, un article dans la presse, il est toujours précisé « le montivillon Patrick MALANDAIN ». Cela le valorise pour sa performance sportive, mais cela valorise aussi la ville. Cela me paraît absolument important et déterminant à souligner. Moi qui aime bien « les blagues Carambar », j'avoue que « US we can », cela m'a bien plu.

Monsieur le Maire : Il va aux Etats-Unis, mais j'aurais aimé que l'on parle français.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Ne prend pas part au vote : 1 (Fabienne MALANDAIN)



Présentation du dispositif « Ambassadeur Ville de Montivilliers »

Service des Sports-Avril 2019



OBJECTIFS

- ✓ Valoriser le dynamisme et les ambitions de la ville de Montivilliers dans le domaine du sport.
- ✓ Accompagner un projet sportif et fédérateur.
- ✓ Etre identifier auprès du large public comme partenaire privilégié portant les mêmes valeurs.
- ✓ Faire bénéficier la ville de Montivilliers de l'aura médiatique de l'évènement.
- ✓ Projet s'inscrivant dans la démarche d'obtention du Label ville « Active et Sportive 2019 ».



Service des Sports-Avril 2019/TC



Présentation du projet



Service des Sports-Avril 2019/TC



Présentation de l'ambassadeur

Né en 1960, vit à Montivilliers en Seine Maritime. Coureur longue distance, Il a commencé à courir à l'âge de 30 ans. De juin 2009 à novembre 2013, il a traversé 3 continents sans un seul jour de repos.

En 2016, il devient le premier homme à courir 100 km/jour pendant 100 jours, soit 10 000 kilomètres

- 2009 : Le Havre Istanbul, 3260 km en 53 jours soit 61 km/jour
- 2011 : Los Angeles – New York, 5139 km en 70 jours soit 73 km/j
- **2ème au scratch, meilleure performance Française**
- 2013 : Sydney – Perth, 3861 km en 38 jours soit 100 km/j
- **Record du monde de la traversée**
- 2016 : « La France pour continent », Patrick court 10 000 km à travers la France en 99 jours, il bat le **record du monde** de la distance à la moyenne de 101 km/j
- **Recordman** des 1000 km de France 2014 en 8 jours 4 heures, soit 123 km/j
- En 10 années, Patrick a couru la distance totale de 65 000 km. Depuis 2012 à chaque projet, Patrick ne court jamais moins de 100 km en moyenne au quotidien.



ervice des Sports-Avril 2019/TC



Le partenariat

- ✓ Présence de Patrick Malandain à nos manifestations sportives (forum des associations, inauguration du complexe sportif Belle Etoile...).
- ✓ Visuel du logo de la ville sur le véhicule et les textiles.
- ✓ Présence du logo sur le panneau des partenaires lors des conférences de presse.

Service des Sports-Avril 2019/TC



Le Budget

Transport : aérien et terrestre 17000 €
(fret – frais de douane - assurance – gas-oil...)
Hébergement 3700 €
Ravitaillement – Restauration 7500 €
Matériel course 3500 €
(running, textiles, montres...)
Géo-localisation 3000 €
Communication 4500 €
(flyers – gestion site – téléphonie...)
Frais annexe 5000 €
(Incident technique – santé – logistique...)

Total 44200 €

Montant de la subvention
accordée:

1000 €

Service des Sports-Avril 2019

74.SPORTS – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA FEDERATION FRANÇAISE DE FOOTBALL AMATEUR FFFA

Monsieur Jean Luc GONFROY, Adjoint au Maire. – Dans le cadre de la construction des nouveaux vestiaires au stade Claude Dupont, la Fédération Française de Football Amateur FFFA recommande l'installation d'un tunnel pour sécuriser l'accès au terrain pour les joueurs. Cette opération d'un montant de 9200 TTC € est subventionnable à hauteur de 50% par la FFFA (4600 €). Afin que le service des sports puisse constituer le dossier de demande de subvention, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser celui-ci à en faire la demande.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT

- Que sa commission municipale n°4, Affaires scolaires, Petite Enfance, Restauration Municipale, Sport et Jeunesse réunie le 12 mars 2019, ayant donné un avis favorable ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé des affaires sportives, des économies budgétaires et des commissions de sécurité des ERP ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'approuver** la demande de subvention auprès de la FFFA.
- **D'autoriser** M. le Maire à solliciter la Fédération Française de Football Amateur FFFA pour l'octroi d'une subvention de 4600 euros correspondant à 50% de la dépense totale de l'investissement et à signer tout document utile à l'aboutissement de ce dossier.

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 412

Nature et intitulé : 1328

Montant : 4600 €

Monsieur PATROIS : Je suis tout de même très surpris que dans le football amateur, il y ait de tels problèmes de sécurité pour que l'on doive faire un tunnel pour sécuriser les personnes et que cela coûte ce prix-là. Il faut vraiment s'interroger sur l'état de la société et du sport amateur.

Monsieur le Maire : Monsieur PATROIS, je partage tout à fait votre réflexion. Les fédérations de football qu'elles soient professionnelles ou amateurs donnent des normes. Maintenant, les collectivités doivent payer. Certes, ils nous donnent une subvention de 50 %, mais il reste 5.000 euros pour la commune.

Monsieur LEBRETON : Je voulais faire exactement la même remarque. C'est quelque chose qui m'étonne que l'on soit obligé dans le cadre d'un football amateur de faire un tunnel pour sécuriser l'accès au terrain des joueurs. Est-ce vraiment nécessaire pour Montivilliers ? J'ai vu que c'est une simple recommandation. Pourquoi s'engage-t-on là-dedans si ce n'est pas contraignant ? Franchement, nous n'en avons pas besoin. Quelle image donne-t-on ? C'est presque même ridicule. Non ?

Monsieur GONFROY : Il faut savoir qu'il y a plus de danger dans le football amateur que dans le football professionnel. Dans le football professionnel, vous arrivez dans des stades encadrés qui sont super protégés. Ce n'est pas le cas dans les petits stades. Lorsque cela finit par des spectateurs qui sont les uns contre les autres ou contre les joueurs, les arbitres, et bien ils passent par les tunnels. Il faut voir ce qu'il peut arriver sur des terrains amateurs. Si vous suivez un peu le sport amateur, vous voyez bien les suspensions. Il y a des choses plus graves qui peuvent arriver dans le sport amateur que dans le sport professionnel.

Monsieur LECACHEUR : Je partage l'intervention de notre collègue, Frédéric PATROIS. Il est vrai que même si c'est attristant de voir que nous sommes obligés d'en arriver là, mais la sécurité des joueurs et des arbitres doit évidemment passer avant tout autre considération et donc je voterai pour la délibération naturellement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

75.SPORTS – DEMANDE DE SUBVENTION PAR L'UNSS – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – AUTORISATION – VERSEMENT

Monsieur Jean Luc GONFROY, Adjoint au Maire.— La Région Normandie, le Département de Seine-Maritime et la Ville de Montivilliers accueilleront les championnats de France UNSS de tennis de table du 14 au 16 mai 2019. Tout sera mis en œuvre pour permettre aux jeunes sportifs de bénéficier des meilleures conditions de pratique et d'échange avec les soutiens de l'ensemble des partenaires. Dans ce cadre, une demande de subvention exceptionnelle de 2000 € a été faite auprès de nos services.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le budget primitif de l'exercice 2019 ;

CONSIDÉRANT

— Que sa commission municipale n°4, Affaires scolaires, Petite Enfance, Restauration Municipale, Sport et Jeunesse réunie le 12 mars 2019, ayant donné un avis favorable ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé des affaires sportives, des économies budgétaires et des commissions de sécurité des ERP ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D’attribuer** la subvention pour un montant de 2000 € à l’association UNSS pour l’organisation du championnat de France de Tennis de Table à Montivilliers.
- **D’autoriser** M le Maire à verser à l’association UNSS une subvention exceptionnelle de 2000 euros pour l’année 2019.

Imputation budgétaire
Exercice 2019
Budget principal
Sous-fonction et rubriques : 025
Nature et intitulé : 6745
Montant de la dépense : 2000 €

Monsieur le Maire : Nous pouvons être fiers d’avoir un championnat de France ici à Montivilliers. C’est important pour notre commune et son attractivité sportive.

ADOPTÉE A L’UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

H – ENVIRONNEMENT / SANTÉ / PREVENTION ET CADRE DE VIE

76.VIE ASSOCIATIVE - CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET « L’ASSOCIATION MONTIVILLIERS – NASSERÉ » 2019 – ADOPTION – AUTORISATION – SIGNATURE DE LA CONVENTION – VOTE DE LA SUBVENTION ANNÉE 2019 ET VERSEMENT.

Madame Virginie LAMBERT, Adjointe au Maire. – « L’Association Montivilliers-Nasséré », créée en 2001 a pour but de promouvoir et de réaliser un jumelage de coopération décentralisée entre la ville de Montivilliers et la commune rurale de Nasséré, située dans la Province du Bam, au Burkina Faso.

Elle a pour objectif de développer des relations économiques et sociales, des activités culturelles et plus largement de participer au développement des populations dans le respect absolu de la dignité.

L’association « Montivilliers-Nasséré » s’inscrit dans les projets de mutualisation portés par Le Département de Seine-Maritime.

Aussi bien en France qu’au Burkina Faso, l’association « Montivilliers-Nasséré » œuvre dans le domaine de la santé (nutrition, hygiène, salubrité, environnement), de l’éducation (scolaire, sportive, culturelle), de l’Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) et au développement économique (eau et assainissement, électrification, nouvelles technologies,).

L’association « Montivilliers-Nasséré » participe à :

- La promotion du jumelage/coopération dans la ville et auprès des habitants,

- L'incitation des associations et organisations locales à participer au jumelage/coopération dans le cadre et par le moyen des activités qui leurs sont propres,
- L'organisation de missions dans le cadre des actions ci-dessus.

Dans ce sens, il a été décidé entre la ville de Montivilliers et « l'association de Jumelage Montivilliers – Nasséré », de reconduire la convention qui est jointe au présent rapport.

Composée de 22 articles, ce document décline l'objet du protocole, les relations entre le Conseil Municipal et l'association, la participation financière de la ville aux activités du Jumelage, la mise à disposition des locaux et précise le rôle des services municipaux pour soutenir dans les meilleures conditions « l'association de Jumelage Montivilliers – Nasséré ».

Cette convention est le fruit d'un travail partagé entre les services municipaux et les membres de l'association.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1115-1, L.2121-29 et l'article L. 2311-7;

VU le budget primitif de l'exercice 2019 ;

VU la demande de subvention formulée par l'association de Jumelage Montivilliers Nasséré le 05 novembre 2018 ;

CONSIDERANT

- Que cette convention peut renforcer nos liens d'amitiés avec la ville de Nasséré ;
- Que « l'association de Jumelage Montivilliers – Nasséré » doit pouvoir s'appuyer sur des bases solides pour conduire ses actions en direction des familles de Montivilliers et de Nasséré ;
- Que la ville envisage d'inscrire de nouveaux engagements dans le cadre de ce jumelage qui pourront de ce fait être inscrits à la convention.

Sa commission municipale n°2, Manifestations publiques, Patrimoine culturel et Tourisme, Vie associative, Environnement, Communication, Vie des quartiers et Accessibilité » consultée en date du 09 avril 2019 ;

VU le rapport de Mme l'Adjointe au Maire, chargée de la Vie Associative, de l'Environnement, de la Communication, de l'Événementiel et des Anciens Combattants ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention avec « l'association de Jumelage Montivilliers – Nasséré ».

- **D'autoriser** le versement de la subvention d'un montant total de 3 560 € pour l'année 2019 selon les modalités définies dans la convention entre la Ville de Montivilliers et l'Association Montivilliers Nasséré.

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 025

Nature et intitulé : 6574 subvention de fonctionnement aux associations

Montant de la dépense : 3 560 euros

(290.79€ montant à valoriser par l'association dans son compte de résultat. Dépenses liées à la mise à disposition de locaux).

Monsieur BELLIERE : *En tant que Vice-Président de cette association, je ne participerai pas au vote.*

Madame MALANDAIN : *Moi non plus, je ne peux pas participer. Je suis au Conseil d'Administration.*

Monsieur DUBOST : *C'est pareil pour moi, je suis au Conseil d'Administration.*

Monsieur le Maire : *Je l'ai déjà dit, mais je pense qu'il faut être très attentif à l'évolution politique qui se passe au Burkina Faso. Le Département y est vigilant puisqu'il a une action très forte sur la province de BAM. Je ne voudrais pas que si un certain nombre d'entre vous va là-bas, rencontrent des problèmes ou des difficultés. Je pense même que le Président du Département a reculé sa visite sur place.*

Monsieur DUBOST : *Pour celles et ceux que cela intéresseraient, en tant que coopération cette année, il était prévu que nous allions au Burkina Faso en février. Cela a été reporté sine die de par les tensions. Il faut être prudent lorsqu'il y a une délégation d'Elus. Nous devons y aller avec le Président. Il y aura dans la semaine du 18 novembre en Seine-Maritime, et j'espère en région havraise – j'en ai fait la demande au Vice-Président - des événements pour faire connaître ce pays, ses traditions et fêter les 40 ans de coopération qui existent entre la province du BAM et les 9 comités de jumelage de Seine-Maritime. Tout cela aura lieu au moins de novembre et il y aura sans doute une délégation des Maires et celui de Nasséré. Je l'ai appris vendredi. Nous ferons en sorte qu'il puisse être présent à Montivilliers.*

Monsieur le Maire : *Pourquoi pas. Nous l'accueillerons, bien évidemment, comme il se doit.*

ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 28

Ne prend pas part au vote : 5 (Gilles BELLIERE, Fabienne MALANDAIN, Jérôme DUBOST, Nada AFIOUNI (pouvoir), Corinne LEVILLAIN)



CONVENTION 2019

VILLE DE MONTIVILLIERS – « Association Montivilliers-Nasséré »

ENTRE

La commune de MONTIVILLIERS, représentée par son **Maire Daniel FIDELIN**, selon le mandat donné par délibération du Conseil Municipal en date du 5 avril 2014 et désignée sous l'appellation de la « commune », d'une part,

ET

L'association dénommée « Montivilliers-Nasséré », dont le siège social est **Mairie de Montivilliers, Place François Mitterrand, 76290 MONTIVILLIERS**, représentée par son Président **Yanic TESSERAU**, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

PREAMBULE

L'association « Montivilliers-Nasséré » et le comité communal de Jumelage de Nasséré ont pour partenaires les communes de Montivilliers et de Nasséré au Burkina Faso.

L'association « Montivilliers-Nasséré » contribue à la vie municipale en répondant aux sollicitations de la ville et des autres partenaires associatifs locaux.

L'association « Montivilliers-Nasséré », créée le 01 10 2001, a pour but de promouvoir et de réaliser un jumelage de coopération décentralisée entre la ville de Montivilliers et la commune rurale de Nasséré, située dans la Province du Bam, région centre nord, comptant environ 15 000 habitants.

Elle a pour objectif de développer des relations économiques et sociales, des activités culturelles et plus largement de participer au développement des populations dans le respect absolu de la dignité.

L'association « Montivilliers-Nasséré » s'inscrit dans les projets de mutualisation portés par le Département de Seine-Maritime.

La commune assume la responsabilité du jumelage et le Conseil Municipal est garant de la politique à mener dans ce domaine mais il entend y associer tous les habitants, notamment à travers les associations locales, les centres sociaux, les établissements scolaires....

C'est pourquoi, dans le but d'assurer la pérennité des liens unissant la population de Montivilliers et de la commune de Nasséré, des contacts et échanges doivent être créés et entretenus à divers niveaux (scolaire, associatif, culturel, professionnel, sportif, familial, individuel, etc.) indépendamment des visites et manifestations officielles.

TITRE PREMIER : OBJET DU PROTOCOLE

Article 1

Dans le but de :

- Favoriser une plus large participation des habitants de la commune aux activités de jumelage/coopération.
- Marquer l'importance qu'elle attache à la vie associative et de privilégier cette dernière dans tous les domaines.
- Soulager le Conseil Municipal et/ou ses commissions d'un certain nombre de tâches qui peuvent être déléguées.

La commune mandate l'association « Montivilliers-Nasséré » aux fins de mettre en œuvre, pour son compte, toutes les activités normalement impliquées dans le jumelage/coopération à l'exception de celles qui ne peuvent être entreprises qu'en vertu du mandat électif détenu par le Maire et le Conseil Municipal ou qui engagent leur responsabilité propre.

Article 2

Restent du domaine strictement réservé au Maire et/ou au Conseil Municipal :

- Les décisions de politique générale,
- La participation à toute cérémonie ou manifestation comportant la représentation de la commune par ses élus,
- La réception officielle d'élus municipaux de Nasséré ou de représentants des autorités du pays,
- L'engagement de toute dépense directement imputable sur le budget de la commune,
- Toute initiative réservée réglementairement au Maire ou au Conseil Municipal et/ou nécessitant une délibération de ce dernier.

Article 3

Dans le cas où il n'existerait pas d'opposition fondamentale ou réglementaire à ce que l'une des prérogatives énumérées ci-dessus soit déléguée à l'association ou à l'un de ses représentants, un mandat express devra être donné au cas par cas, sans que l'exception puisse constituer un précédent.

Article 4

Aussi bien en France qu'au Burkina Faso, l'association « Montivilliers-Nasséré » œuvre dans le domaine de la santé (nutrition, hygiène, salubrité, environnement), de l'éducation (scolaire, sportive, culturelle), de l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) et au développement économique (eau et assainissement, électrification, nouvelles technologies...).

L'association « Montivilliers-Nasséré » est expressément mandatée par la commune pour :

- La promotion du jumelage/coopération dans la ville et auprès des habitants,
- L'incitation des associations et organisations locales à participer au jumelage/coopération dans le cadre et par le moyen des activités qui leurs sont propres,
- L'organisation de missions dans le cadre des actions ci-dessus
- L'association « Montivilliers-Nasséré » se tient à l'écoute des demandes exprimées par les habitants de Nasséré et de leurs représentants et cherchera à apporter des réponses en fonction de ses possibilités.

Article 5

L'association « Montivilliers-Nasséré » accepte l'ensemble du mandat qui lui est donné par la commune.

Elle s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour mener à bien la mission qui lui est confiée.

TITRE SECOND : FINANCEMENT DES ACTIVITES DE JUMELAGE

Article 6

Les frais de fonctionnement courants de l'association signataire doivent être couverts par ses propres ressources telles qu'elles sont prévues par ses statuts.

Article 7

Dans le but de donner à l'association « Montivilliers-Nasséré » les moyens nécessaires pour exercer les fonctions qui lui sont déléguées par le présent protocole et de permettre ainsi au plus grand nombre d'habitants de participer aux activités, la commune versera chaque année à l'association « Montivilliers-Nasséré » une subvention globale.

La subvention sera votée, chaque année, par le Conseil Municipal, lors du vote du budget primitif, compte tenu des possibilités de la commune et des comptes présentés par l'association signataire.

Article 8

La Ville met aussi à disposition de l'association :

- la salle Michel Vallery, 1 rue Oscar Commettant, représentant une surface totale de 245m², sur une durée de 10h,
- la salle polyvalente de l'Ecole Louise Michel sur une journée.

Ces locaux sont mis à la disposition de l'association à titre ponctuel (pour la durée de la convention).

Les frais de maintenance des locaux sont à la charge de la Ville, ainsi que le coût des consommations de fluides (eau, électricité, chauffage) et des abonnements et contrats afférents.

L'ensemble des prestations définies ci-dessus fera annuellement l'objet d'une valorisation établie par la Ville, que l'association s'engage *obligatoirement à inscrire dans le compte de résultat*.

Pour l'année 2019, le cout de cette valorisation est de **290.79 €**, chiffre à inscrire dans le compte de Résultat de l'année 2019.

Toute dégradation des biens mis à disposition résultant d'une mauvaise utilisation, d'une négligence ou d'une malveillance devra faire l'objet d'une remise en état au frais de l'association.

Sauf accord écrit préalable de la Ville, les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles précisées dans la convention. La convention exclut également tout prêt ou sous-location à des tiers.

Article 9

La subvention est destinée à couvrir :

- les frais d'organisation sur les plans humains et matériels des actions et manifestations dont l'organisation incombe à l'association.

Le montant donné à titre indicatif s'élève à 3560 €. Il pourra être modifié par avenant.

Article 10

Cette dotation ne peut en aucun cas servir à subventionner totalement ou même partiellement :

- les voyages de détente, de loisirs ou touristiques des habitants se déplaçant à titre individuel, isolément ou en groupes, dans le cadre des visites habituelles entre villes jumelles,
- le déplacement, l'hébergement, le ou les repas ou autres frais de même nature des administrateurs de l'association signataire, y compris les membres de droit désignés par le Conseil Municipal.

Article 11

La subvention ne devra pas être non plus utilisée pour couvrir les frais d'organisation des réceptions officielles dont l'association aurait été chargée par la commune.

Ces frais seront pris en compte directement par le budget communal dès lors qu'ils auront été autorisés par le Maire sur présentation d'un devis établi par l'association.

Article 12

L'association « Montivilliers-Nasséré » fournira, chaque année avant le 01 juin, à la municipalité :

- le rapport d'activités de l'année écoulée,
- le programme des activités prévues pour l'année en cours,
- le rapport financier comportant les éléments ci-après :
 - Compte d'exploitation,
 - Budget prévisionnel,

La demande de subvention annuelle sera sollicitée dans le courant du dernier trimestre auprès de la collectivité.

TITRE TROISIEME : SOUTIEN DE L'ASSOCIATION « MONTIVILLIERS-NASSERE » PAR LES SERVICES MUNICIPAUX DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS

Article 13

Le service Environnement, Santé, Prévention et Cadre de Vie a dans ses missions l'appui à la vie associative.

Ce service peut accompagner techniquement l'association « Montivilliers-Nasséré » de manière ponctuelle sur :

- le cadre réglementaire du jumelage/coopération,
- la formation des bénévoles,
- la connaissance et le suivi budgétaire des subventions du milieu associatif,
- la réflexion et la mise en œuvre de projets à l'échelle du territoire montivillon.

Des locaux municipaux seront mis à la disposition de l'association pour le suivi et l'organisation des activités de l'association. (Réunions, AG, rencontres dans le cadre du jumelage/coopération...)
Ces mises à disposition devront faire l'objet en amont d'une demande justifiée auprès de la Ville, en lien avec les projets et événements de l'association.

Les risques encourus par l'Association « Montivilliers Nasséré » du fait de son activité et de l'utilisation de l'ensemble des locaux mis à disposition seront convenablement assurés par l'association, qui fournira à la Ville de Montivilliers les attestations.

Toute dégradation des biens mis à disposition résultant d'une mauvaise utilisation, d'une négligence ou d'une malveillance devra faire l'objet d'une remise en état au frais de l'association.

Sauf accord écrit préalable de la Ville de Montivilliers, les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles précisées dans la convention. La convention exclut également tout prêt ou sous-location à des tiers.

TITRE QUATRIEME : RELATION ENTRE LE CONSEIL MUNICIPAL ET L'ASSOCIATION « MONTIVILLIERS-NASSERE »

Article 14

Le Conseil Municipal sera représenté par 3 élus, membres de droit du conseil d'administration, désignés à cet effet par le Conseil Municipal. Ces élus pourront être consultés, mais ne prendront pas part au vote du conseil d'administration de l'association.

Cette représentation devra être expressément prévue par les statuts de l'association « Montivilliers-Nasséré »

Article 15

Les conseillers municipaux désignés par la commune de MONTIVILLIERS, membres de droit du Conseil d'Administration de l'association signataire, jouiront des mêmes prérogatives (hormis le droit de vote) que les autres administrateurs. Ils participeront, en conséquence, à toutes les séances du Conseil d'Administration.

Ils ne pourront solliciter les mandats de président, de trésorier et de secrétaire.

TITRE CINQUIEME : DATE D'EFFET DE LA CONVENTION, RENOUVELLEMENT ET RESILIATION OU RUPTURE

Article 16

La présente convention prend effet le jour de sa signature par les parties.

Elle est valable pour l'année de la signature.

La résiliation devra être signifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier remis en main propre, contre décharge, à un représentant qualifié, avec un préavis de six mois.

Article 17

Les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de l'association « Montivilliers-Nasséré » ne devront pas être en contradiction avec les dispositions de la présente convention.

Dans le cas contraire, la convention deviendrait immédiatement caduque, la responsabilité de la rupture incombant à l'association signataire.

Article 18

Dans le cas où, dans un délai de trois mois après la remise du compte-rendu financier de l'association au Conseil Municipal, la subvention annuelle de fonctionnement, n'aurait pas été versée, l'association « Montivilliers-Nasséré » pourrait se considérer comme dégagée, provisoirement, de toutes les délégations contractées envers la commune en vertu du présent protocole, quinze jours après avoir donné préavis de suspension au Conseil Municipal, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier remis en main propre, contre décharge, à un représentant qualifié.

Seul le versement de la subvention dans un délai justifié pourrait interrompre la suspension et remettre la convention en vigueur dans tous ses effets.

Dans le cas contraire, la responsabilité de la rupture incomberait à la commune.

Article 19

En cas de dissolution de l'association « Montivilliers-Nasséré » ou de la rupture de la convention du fait de l'association, la commune serait fondée à demander que soit établi un arrêté des comptes et, par un conseiller municipal désigné à cet effet, à exiger la restitution de la part de la subvention de l'année en cours, non encore utilisée aux fins pour laquelle elle était prévue.

Article 20

En cas de rupture de la présente convention imputable à la commune, l'association signataire sera tenue de reverser les fonds non utilisés de la subvention de l'année en cours, sous réserve des sommes déjà engagées et d'une juste indemnisation du préjudice ainsi subi.

Article 21

Dans le cas où, sur le rapport des conseillers municipaux membres de droit, ou par tout autre moyen, le Conseil Municipal aurait acquis la conviction que des fonds provenant de la subvention annuelle ont été détournés de leur destination, il serait fondé, après demande d'explications, à voter la suspension provisoire des effets du présent protocole jusqu'à production des justifications nécessaires, ceci indépendamment de toute action qu'il pourrait intenter devant la juridiction compétente.

TITRE SIXIEME : AMENDEMENTS AU PROTOCOLE

Article 22

Le présent protocole pourra faire l'objet, par avenant, de toute modification qui s'avèrerait nécessaire, après avis conforme du Conseil Municipal et du Conseil d'Administration de l'association « Montivilliers-Nasséré »

Fait en 2 exemplaires à MONTIVILLIERS, le

Pour l'Association Montivilliers-Nasséré
Le Président, Yanic TESSEREAU

Pour la commune
Le Maire, Daniel FIDELIN

77.VIE ASSOCIATIVE – CONVENTIONS ENTRE L'ASSOCIATION « CONSOMMATION LOGEMENT ET CADRE DE VIE » (CLCV) ET LA VILLE DE MONTIVILLIERS 2019. ADOPTION – AUTORISATION – SIGNATURE DES CONVENTIONS – VOTE DE LA SUBVENTION ANNEE 2019 ET VERSEMENT.

Mme Virginie LAMBERT, Adjointe au Maire. – L'Association CLCV intervient sur le territoire montivillon depuis 1952 et est agréée par la CLCV nationale. Son action s'est développée pour répondre aux besoins de solidarité et contribuer à réduire les inégalités sociales. Conformément à ses statuts, l'objet social de la CLCV est la défense des intérêts des usagers et la promotion de leurs droits.

Elle agit entre autre contre toute forme d'exclusion sociale, économique, culturelle et raciale, pour favoriser l'éducation populaire et la solidarité, pour développer la responsabilité et la promotion des individus et des groupes et notamment de milieux populaires, leur participation active individuelle et collective, aux décisions qui les concernent dans tous les domaines de la vie quotidienne et du cadre de vie.

La ville de Montivilliers souhaite favoriser et encourager le projet de la CLCV qui présente un caractère d'intérêt général et justifie sa participation aux :

- Actions liées à la consommation (enquêtes nationales, ateliers d'information et de prévention)
- Actions liées à la santé (prévention, groupes de marche, ateliers cuisine avec les Restos du cœur)
- Actions liées à l'environnement (participation aux semaines européennes du développement durable et de la réduction des déchets)
- Actions liées au développement du lien social (sorties familiales et culturelles, soirée des adhérents, foires aux vêtements, cours d'informatique et de couture, ateliers femmes, aide aux leçons)
- Actions en partenariat avec la Municipalité (vide-greniers, marché de Noël)
- Actions liées au logement (relations bailleurs sociaux/locataires, fête des voisins, père Noël dans les quartiers)

Au regard des actions réalisées sur le territoire, il convient de formaliser les relations par une convention qui s'inscrit dans une démarche partenariale, entre la Ville de Montivilliers et la CLCV.

Dans la convention de partenariat, on y retrouve l'objet du protocole, le soutien de l'association, la relation avec la ville et les modalités d'évaluation.

Les dispositions financières font l'objet d'un article déclinant la participation financière fixée chaque année.

Pour notre ville, la subvention est votée annuellement par le Conseil Municipal et représente au total pour l'année 2019 un montant de 18 000 € pour :

- Le projet « Aide aux leçons à l'école Jules Ferry », correspondant à 6 500€,
- Le fonctionnement pour l'ensemble des autres actions, correspondant à 11 500€.

La fin de la convention de partenariat précise notamment les documents budgétaires obligatoires pour la CLCV, les assurances et les aspects de durée et de résiliation. Cette convention est consentie et acceptée pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

Dans le cadre des actions menées par la CLCV, la ville de Montivilliers met à disposition de l'association des locaux. Ce point fait l'objet d'une convention spécifique précisant les locaux mis à disposition, le fonctionnement, la valorisation des locaux d'un montant estimé à 7 847,98€, les assurances et les aspects de durée et de résiliation.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et l'article L.2311-7 ;

VU le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le budget primitif de l'exercice 2019 ;

VU la demande de subvention formulée par la CLCV le 11 janvier 2019 ;

CONSIDERANT

- Que la ville de Montivilliers souhaite favoriser et encourager le projet de la CLCV qui présente un caractère d'intérêt général ;
- L'importance de poursuivre le travail engagé par la CLCV en direction des montivillons ;

Sa commission municipale n°2, Manifestations publiques, Patrimoine culturel et Tourisme, Vie associative, Environnement, Communication, Vie des quartiers et Accessibilité » consultée en date du 09 avril 2019 ;

VU le rapport de Mme l'Adjointe au Maire, chargée de la Vie Associative, de l'Environnement, de la Communication, de l'Évènementiel et des Anciens combattants ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser** le Maire à signer les conventions de partenariat et de mise à disposition des locaux avec l'association « CLCV » pour l'année 2019.
- **D'autoriser** le versement de la subvention d'un montant total de 18 000 € pour l'année 2019 selon les modalités définies dans la convention de partenariat entre la Ville de Montivilliers et l'association CLCV.

Budget principal
Sous-fonction et rubriques : 6574
Nature et intitulé : Subvention aux associations 2019
Montant de la dépense annuelle : 18 000€

(7 847.98€ montant à valoriser par l'association dans son compte de résultat. Dépenses liées à la mise à disposition de locaux).



CONVENTION DE PARTENARIAT VILLE DE MONTIVILLIERS - CLCV



ENTRE

La commune de MONTIVILLIERS, représentée par son Maire Daniel FIDELIN, conformément à la délégation qui lui a été consentie par le Conseil Municipal en date le 5 avril 2014 et désignée sous l'appellation de la « commune », d'une part,

ET

L'Association Consommation Logement et Cadre de Vie., dont le siège social est 2 Place Ancienne Huilerie 76290 Montivilliers, représentée par sa présidente Madame LETOUZE Marie-Françoise, ci-après désignée sous l'appellation de la « CLCV », d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

L'objectif de l'association est la défense des intérêts des usagers et consommateurs et la promotion de leurs droits. Elle agit entre autre contre toute forme d'exclusion sociale, économique, culturelle et raciale, pour favoriser l'éducation populaire et la solidarité, pour développer la responsabilité et la promotion des individus et des groupes et notamment de milieux populaires, leur participation active individuelle et collective, aux décisions qui les concernent dans tous les domaines de la vie quotidienne et du cadre de vie.

L'Association CLCV intervient sur le territoire montivillon depuis 1952 et est agréée par la CLCV nationale.

Son action s'est développée pour répondre aux besoins de solidarité et contribuer à réduire les inégalités sociales.

Conformément à ses statuts, l'objet social de la CLCV est la défense des intérêts des usagers et la promotion de leurs droits.

La ville de Montivilliers souhaite favoriser et encourager le projet de la CLCV qui présente un caractère d'intérêt général et justifie sa participation aux:

Actions liées à la consommation (enquêtes nationales, ateliers d'information et de prévention)

- **Actions liées à la santé (prévention, groupes de marche, ateliers cuisine avec les Restos du cœur)**
- **Actions liées à l'environnement (participation aux semaines européennes du développement durable et de la réduction des déchets)**

- Actions liées au développement du lien social (sorties familiales et culturelles, soirée des adhérents, foires aux vêtements, cours d'informatique et de couture, ateliers femmes, aide aux leçons)
- Actions en partenariat avec la Municipalité (vide-greniers, marché de Noël)
- Actions liées au logement (relations bailleurs sociaux/locataires, fête des voisins, père Noël dans les quartiers)

Au regard des actions réalisées sur le territoire, il convient de formaliser les relations par une convention qui s'inscrit dans une démarche partenariale, entre la Ville de Montivilliers et la CLCV.

TITRE PREMIER : OBJET DU PROTOCOLE

Article 1

Dans le cadre des actions de la CLCV, la ville de Montivilliers met à disposition de la CLCV des locaux (*voir convention Ville-CLCV sur la mise à disposition de locaux*) et attribue des moyens financiers afin que cette association mette en place des projets avec les habitants du territoire, anime les activités sur la ville.

Article 2

La CLCV fera état du soutien de la Ville dans tous documents à destination du public et des différents partenaires.

TITRE SECOND : FINANCEMENT DES ACTIVITES DE LA CLCV

Article 3

La ville de Montivilliers attribue à la CLCV des moyens financiers pour l'année 2019 afin de favoriser la mise en place des actions et activités organisées par ladite association

La subvention globale sera votée par le Conseil Municipal, lors du vote du budget primitif, compte tenu des possibilités de la commune et des comptes présentés par l'association signataire.

Article 4

La subvention globale de fonctionnement correspond à un montant total de 18 000€, versée en une seule fois pour:

- Le projet « Aide aux leçons à l'école Jules Ferry », correspondant à 6 500 €,
- Le fonctionnement pour l'ensemble des autres actions, correspondant à 11 500 €.

Pour 2019, estimation de 6753.09€ pour le local du siège social et de **1094.89€** pour les prêts ponctuels des autres salles), faisant l'objet d'une convention spécifique.

Article 5

La CLCV fournira, chaque année avant le 15 mai, à la municipalité :

- le rapport d'activités,
- le rapport financier comportant les éléments ci-après :
- compte de résultat et bilan comptable

La CLCV s'engage à communiquer le budget prévisionnel de l'année suivante pour le 30 novembre de l'année précédente.

Article 6

Les frais de fonctionnement courants de l'association signataire doivent être couverts par ses propres ressources telles qu'elles sont prévues par ses statuts.

TITRE TROISIEME : SOLLICITATIONS DE L'ASSOCIATION « CLCV » EN DIRECTION DES SERVICES MUNICIPAUX DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS

Article 7

Le service Environnement, Santé, Prévention et Cadre de Vie a dans ses missions l'appui à la vie associative.

Ce service peut accompagner techniquement l'Association « CLCV » de manière ponctuelle sur la réflexion et la mise en œuvre de projet à l'échelle du territoire montivillon.

Afin de favoriser le travail partenarial entre l'association et la Ville, des réunions régulières seront mises en place. En fin d'année, une réunion de concertation entre l'association et les services municipaux concernés permettra d'évaluer les conditions de fonctionnement de la convention et de préparer la convention de l'année suivante. Elle permettra de procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Ville a apporté son concours.

TITRE QUATRIEME : DATE D'EFFET DE LA CONVENTION, RENOUVELLEMENT ET RESILIATION OU RUPTURE

Article 8

La présente convention prend effet le jour de sa signature par les parties.

La présente convention est valable du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019. Elle pourra être modifiée par voie d'avenant en cas de nécessité.

En cas de renouvellement de la convention, l'octroi d'une éventuelle nouvelle subvention sera soumis à une Délibération Municipale.

Elle peut être résiliée de plein droit en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité de l'association. Elle peut également être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de six mois.

La résiliation devra être signifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier remis en main propre, contre décharge, à un représentant qualifié.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle du projet subventionné, la ville peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention ou la diminution du montant de la subvention notamment après l'examen des justificatifs présentés par l'association.

Article 9

Les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de l'association « CLCV » ne devront pas être en contradiction avec les dispositions de la présente convention.

Dans le cas contraire, la convention deviendrait immédiatement caduque, la responsabilité de la rupture incombant à l'association signataire.

Article 10

En cas de dissolution de l'association « CLCV » ou de la rupture de la convention du fait de l'association, la commune serait fondée à demander que soit établi un arrêté des comptes et, par un conseiller

municipal désigné à cet effet, à exiger la restitution de la part de la subvention de l'année en cours non encore utilisée aux fins pour lesquelles elle était prévue.

Article 11

En cas de rupture de la présente convention à l'initiative de la commune, l'association signataire sera tenue de reverser les fonds non utilisés sous réserve des sommes déjà engagées et d'une juste indemnisation du préjudice ainsi subi.

Article 12

Dans le cas où la conviction que des fonds provenant de la subvention annuelle ont été détournés de leur destination, il serait fondé, après demande d'explications, à voter la suspension provisoire des effets du présent protocole jusqu'à production des justifications nécessaires, ceci indépendamment de toute action qu'il pourrait tenter devant la juridiction compétente.

TITRE CINQUIEME : AMENDEMENTS AU PROTOCOLE

Article 13

Le présent protocole pourra faire l'objet, par avenant, de toute modification ou addition qui s'avèrerait nécessaire, après avis conforme du Conseil Municipal et du Conseil d'Administration de l'association « CLCV »

Fait en 2 exemplaires à MONTIVILLIERS, le

Pour la CLCV
La Présidente,

Marie-Françoise LETOUZE

Pour la commune
Le Maire,

Daniel FIDELIN



CONVENTION MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

ENTRE

La commune de MONTIVILLIERS, représentée par son Maire Daniel FIDELIN, conformément à la délégation qui lui a été consentie par le Conseil Municipal en date le 5 avril 2014 et désignée sous l'appellation de la « commune », d'une part,

ET

L'Association Consommation Logement et Cadre de Vie, dont le siège social est 2 Place Ancienne Huilerie 76290 Montivilliers, représentée par sa présidente Madame LETOUZE Marie-Françoise, ci-après désignée sous l'appellation « CLCV », d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

L'objectif de l'association est la défense des intérêts des usagers et consommateurs et la promotion de leurs droits. Elle agit entre autres contre toute forme d'exclusion sociale, économique, culturelle et raciale, pour favoriser l'éducation populaire et la solidarité, pour développer la responsabilité et la promotion des individus et des groupes et notamment de milieux populaires, leur participation active individuelle et collective, aux décisions qui les concernent dans tous les domaines de la vie quotidienne et du cadre de vie.

Article 1 : Objet de la convention

La Ville met à disposition de la CLCV :

- un local appartenant au domaine public de la ville, 2 place de l'Ancienne Huilerie représentant 98 m² consacrés aux activités et au siège social de l'association.

Ce local est mis à la disposition permanente de l'association pour la durée de la convention.

- Maison de quartier de la Coudraie, avenue Président Wilson – Montivilliers, consacrés à un atelier femmes le mardi après-midi + ateliers ponctuels du vendredi.
- Maison de quartier des Lombards, avenue Charles de GAULLE, Montivilliers, consacrés à un atelier couture le lundi après-midi et à un atelier femme le jeudi après-midi.
- Cuisine Centre social Jean Moulin, 7 rue Pablo PICASSO, Montivilliers, consacrés à des ateliers cuisine pour les bénéficiaires des Restos du Cœur, un lundi matin par mois.
- Salle de classe de l'école Jules Ferry, Place Jules Ferry, Montivilliers, consacrés à l'aide aux leçons, le soir en période scolaire de 16h30 à 18h.
- Le réfectoire de la Maison de l'Enfance et de la Famille, rue des grainetiers, pour les deux

bourses de vêtements.

- La salle de la Minoterie pour les demandes ponctuelles.
- Ecole Victor HUGO, Rond point du Champ de Foire, pour le salon annuel.

Ces locaux sont mis à la disposition de l'association de façon ponctuelle pour la durée de la convention.

Article 2 : Charges et conditions

Un état des lieux d'entrée et de sortie sera réalisé par les services de la Ville en la présence de la CLCV.

La CLCV prend à sa charge le ménage des locaux permanents mis à sa disposition.

Les frais de maintenance du bâtiment sont à la charge de la Ville, ainsi que le coût des consommations de fluides (eau, électricité, chauffage) et des abonnements et contrats afférents.

Les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles précisées dans la convention. Tout prêt de locaux à des associations adhérentes de la CLCV devra faire l'objet d'une information auprès des services de la ville.

La convention exclut toute sous-location à un tiers.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est valable du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant en cas de nécessité.

Article 4 : Conditions financières

La mise à disposition des locaux et la prise en charge des fluides font l'objet d'une valorisation établie par la Ville, que la CLCV s'engage à inscrire dans le compte de résultat.

(Pour 2019, estimation de 6753.09€ pour le local du siège social et de 1094.89€ pour les prêts ponctuels des autres salles).

Article 5 : Assurance

Préalablement à l'utilisation des locaux, la CLCV reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités qu'elle exerce au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition.

La CLCV fournira une attestation de son assureur en cours de validité certifiant que sa responsabilité civile est couverte.

La CLCV souscrira par ailleurs une assurance responsabilité locative pour les biens occupés.

Toute dégradation des biens mis à disposition résultant d'une mauvaise utilisation, d'une négligence ou d'une malveillance devra faire l'objet d'une remise en état au frais de l'association.

Article 6 : Consignes de sécurité

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, la CLCV s'engage expressément à :

- Faire respecter les règles de sécurité ;
- A laisser les lieux en bon état de propreté ;

Article 7 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée de plein droit en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité de la CLCV en observant un préavis de deux mois donné par lettre recommandée avec accusé de réception.

En outre, elle peut également être dénoncée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect d'une quelconque obligation contenue dans la présente convention par l'autre partie en respectant un préavis de 15 jours donné par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

En tout état de cause, la résiliation anticipée de la présente convention ne pourra donner lieu à indemnisation au profit de la CLCV.

Article 8 : Litige

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Rouen.

A Montivilliers le _____, en deux exemplaires,

Pour l'association
La Présidente,

Marie-Françoise LETOUZE

Pour la Ville de Montivilliers,
Le Maire,

Daniel FIDELIN

78.VIE ASSOCIATIVE – CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET L'ASSOCIATION « LES AMIS DU JUMELAGE MONTIVILLIERS – NORDHORN » 2019. ADOPTION – AUTORISATION – SIGNATURE DE LA CONVENTION - VOTE DE LA SUBVENTION ANNEE 2019 ET VERSEMENT.

Madame Virginie LAMBERT, Adjointe au Maire. – Afin de garantir l'application de la charte de jumelage signée le 27 août 1963 entre les villes de Montivilliers et de Nordhorn et d'asseoir un cadre légal et réglementaire entre la ville et l'association « Les Amis du Jumelage Montivilliers – Nordhorn », il a été décidé de reconduire la convention qui est jointe au présent rapport.

Composée de 22 articles, ce document décline l'objet du protocole, les relations entre le Conseil Municipal et l'association, la participation financière aux activités du Jumelage et précise le rôle des services municipaux pour soutenir dans les meilleures conditions l'association « Les Amis du Jumelage Montivilliers – Nordhorn ».

Cette convention est le fruit d'un travail partagé en 2017 entre les services municipaux et les membres de l'association.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1115-1, L.2121-29 et l'article L.2311-7;

VU le budget primitif de l'exercice 2019 ;

VU les articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la demande de subvention formulée par l'association « Les Amis du Jumelage Montivilliers-Nordhorn » le 25 octobre 2018 ;

CONSIDERANT

- Que cette convention peut renforcer nos liens d'amitiés avec la ville de Nordhorn ;
- Que l'association « Les Amis du Jumelage Montivilliers – Nordhorn » doit pouvoir s'appuyer sur des bases solides pour conduire ses actions en direction des familles Montivillonnaises et Nordhornaises ;
- Que la ville envisage d'inscrire de nouveaux engagements dans le cadre de ce jumelage qui pourront de ce fait être annexés à la présente convention ;

Sa commission municipale n°2, Manifestations publiques, Patrimoine culturel et Tourisme, Vie associative, Environnement, Communication, Vie des quartiers et Accessibilité » consultée en date du 09 avril 2019 ;

VU le rapport de Madame l'adjointe au Maire en charge de l'Environnement, la Communication et la Vie Associative, Anciens Combattants, Événementiel et des Anciens combattants ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention avec l'association « Les Amis du Jumelage Montivilliers – Nordhorn ».
- **D'autoriser** le versement de la subvention d'un montant total de 925 € pour l'année 2019 selon les modalités définies dans la convention entre la Ville de Montivilliers et l'association « Les Amis du Jumelage Nordhorn – Montivilliers ».

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 025

Nature et intitulé : 6574 subvention de fonctionnement aux associations

Montant de la dépense : 925 euros

(3200€ montant à valoriser par l'association dans son compte de résultat. Dépenses de personnel pour le séjour des jeunes à Nordhorn en 2019).

Madame MALANDAIN : *J'aurais peut-être dû rester chez moi ce soir. Je ne prendrai pas part au vote.*

Monsieur le Maire : *Votre présence est indispensable Madame MALANDAIN. Je vous informe que nous accueillons les Allemands de Nordhorn pendant le week-end de l'Ascension. Il reste deux ou trois familles à trouver pour les accueillir. Donc, s'il y en a qui sont susceptibles d'avoir un peu de place et qui souhaiteraient les accueillir, cela sera avec plaisir.*

Monsieur LECACHEUR : *Avant que vous ne passiez aux informations, je voudrais vous signaler que dans le cadre de l'Article 24 du Règlement Intérieur, je souhaite vous poser deux questions orales et je souhaite pouvoir les passer avant que vous ne passiez la séance à huis clos.*

Monsieur le Maire : *Vous êtes autorisé.*

Monsieur LECACHEUR : *Je commence par la première. Je rappelle juste le cadre réglementaire de l'Article 24 du Règlement Intérieur : « un Conseiller Municipal peut poser une ou deux questions. Elles sont suivies chacune d'une réponse et ne sont pas soumises au débat ». La première question concerne la reconstruction de Notre Dame de Paris. Je vous ai envoyé un courrier concernant le dramatique incendie qui a touché la cathédrale de Notre Dame de Paris. C'est un évènement qui n'a pas seulement bouleversé La France, mais également le monde entier. Ce n'est pas simplement l'incendie d'un édifice religieux qui concerne les catholiques, c'est aussi et même surtout une part de notre Histoire commune qui appartient au monde et qui est parti en fumée. Depuis près d'un millénaire, cette cathédrale qui n'a pas toujours été identique telle que nous l'avons connue aujourd'hui à travers les siècles. C'est une leçon de vie à l'heure où la société d'aujourd'hui pousse sans cesse à la réaction immédiate dépourvue de réflexion. Face au monde du « vite, vite, vite », l'incendie de Notre Dame nous rappelle à notre Histoire et au temps long. Ceux qui ont bâti cette cathédrale, pour la plupart, ne l'ont jamais vu achevé. Pour sauver ce monument national, de grands mécènes privés ont annoncé leur intention de financer une partie de la rénovation. Ils ont, pour certains, refusé de percevoir la défiscalisation qui devait aller avec et ce choix les honore. Il y a aussi de grandes collectivités, comme la Région Ile de France, les départements de la grande et la petite couronne, la Métropole de Rouen, la Communauté Urbaine du Havre et des collectivités de taille plus modeste comme nos voisins d'Octeville sur Mer ou du Havre qui*

donnera sans doute 10.000 euros. Ils ont ce soir un Conseil Municipal en même temps que nous. Il y a aussi le mécénat populaire. Des centaines de milliers de Français, attachés aux vieilles pierres, à notre patrimoine, ont donné des dons, certes modestes, mais de 10, 20 ou 50 euros. Des dons qui, malgré tout, comptent. Ce que je veux dire, c'est qu'il n'y a pas de petits dons ni de grands dons. Il y a des dons. Je vous ai proposé, Monsieur le Maire, que notre Ville, dans le sens de cet élan national, puisse participer à cette souscription, même pour un montant symbolique. Cela me paraît important que la reconstruction de Notre Dame appartienne bien à la nation française et pas seulement à quelques intérêts privés ou politiques. On peut se le dire. C'est la « course à l'échalote » en ce moment à celui qui dira la plus grosse ânerie, entre ceux qui veulent que dans 4 ans tout soit bouclé pour les Jeux Olympiques et ceux qui veulent faire une grande verrière à la place de la charpente dans, ce qu'il appelle, un geste architectural. Je crois qu'il faut remettre un peu de sérieux dans tout cela et les collectivités y ont, il me semble, toute leur place. Si nous, collectivités, l'Association des Maires de France, les Associations d'Elus y prenons part, nous pouvons aussi jouer un rôle pour que tout ne soit pas fait n'importe comment. Monsieur le Maire, je souhaitais avoir votre position sur le sujet.

Monsieur le Maire : Effectivement, vous m'avez écrit sur le sujet de l'incendie de la cathédrale Notre Dame de Paris. Nous avons regardé tous, avec stupéfaction, tristesse. Nous avons eu quelques réflexions à l'esprit, à savoir : incroyable, pas possible. Nous nous sommes tous posés la question : comment cet incendie s'est-il produit ? Mais au-delà des convictions religieuses, c'est un patrimoine national, voire international puisqu'il y a beaucoup de touristes qui viennent à l'intérieur de cette cathédrale. C'est un joyau d'architecte, quoique nous en disions, de rayonnement touristique. C'est quelque part le livre d'Histoire de notre pays. Beaucoup de personnages illustres sont passés à l'intérieur, souvent malheureusement pour des inhumations. Je rappelle quand même que c'est la propriété de l'Etat et que le Président de la République a donné cinq ans pour la reconstruire. J'avoue que je suis un peu dubitatif et un peu surpris.

Mais je ne suis pas technicien. Je pense qu'il faut un certain temps d'études. On dit beaucoup de choses sur ce dossier-là. On dit aussi qu'il y a une histoire de pollution. J'entends des associations de l'environnement qui disent qu'il faut au moins un an d'études pour travailler sur les problèmes de pollution. Cette semaine sera présentée au Conseil des Ministres, une Loi d'Exception d'Urgence. Un certain nombre d'architectes sont également dubitatifs, voire même opposés à cette urgence. Il faut tenir compte bien sûr de leurs avis. Des travaux de sauvegarde du bâtiment sont en cours. On parle du montant de l'estimation des travaux. Tous les chiffres sont dans la nature. Il a été évoqué 600 millions d'euros. Ce sera peut-être plus et pas moins, j'imagine. Il faut tenir compte des études. Il faut être prudent. Il y a eu des dons dès le lendemain par des grandes entreprises, des privés, et des collectivités locales, mais pas toutes. J'ai appelé ma collègue de Fécamp. Certaines collectivités apportent leur contribution, même symbolique. Mais nous parlons d'un montant qui sera de l'ordre d'1 milliard 200 millions. Ce n'est pas terminé. Cela continuera. Cette somme provient de dons privés français et étrangers. Nous en avons déjà parlé avec nos collègues pour savoir ce que l'on faisait. Nous nous sommes interrogés pour savoir si nous apportions un peu notre soutien. Nous avons décidé de ne pas donner suite à cette proposition de dons. Nous verrons si l'Etat nous sollicite plus tard en fonction des recettes et des dépenses. Nous avons longuement débattu en Conseil d'Adjoint. Nous avons été assez interrogatifs sur le don d'une somme symbolique ou pas. Mais il nous manquait un certain nombre de précisions. Nous avons décidé de ne pas donner suite. Par contre, certains de nos collègues, spontanément, ont décidé de faire un don personnel à la Fondation du Patrimoine en abandonnant la déductibilité fiscale. C'est important de le souligner. Je vous rappelle que les bâtiments religieux, comme l'Abbatiale de Montivilliers, nous nous en intéressons puisque depuis 2015, et j'ai mon expert financier à mes côtés – quoique l'on en dise, il est bon, il m'a fait un tableau de ce que l'on a dépensé, à savoir la fresque : 18.000 euros, les chéneaux/gouttières : 119.000 euros, les abouts de sommiers et ce n'est pas terminé. Je pense que les travaux se termineront fin juin. L'entreprise m'a dit qu'en principe elle devrait retirer l'échafaudage avec beaucoup de prudence en juin. Nous arrivons à un total de

250.000 euros, sans compter le temple. Le temple, c'est aussi religieux et là, la somme est de 320.000 euros. Nous arrivons donc à 570.000 euros de travaux. Certes, nous avons eu des subventions de la DRAC, mais nous attendons encore une subvention du Département. Je voulais tout de même mettre en parallèle l'effort important des contribuables de Montivilliers sur l'Abbatiale. Il nous reste encore beaucoup de choses à faire. Il nous reste la façade qui est dans un état un peu décadent. Il faut la refaire. Il y a aussi le cheminement de la nef. Ceux qui vont à l'église voient qu'il y a des trous. Il y a les vitraux. Si vous passez sur la cour Saint Philibert, au-dessus de la sacristie vous voyez des plastiques. Ce n'est pas très joli. Pour les futurs travaux, c'est sur plusieurs millions d'euros. C'est quelque chose d'important. Nous allons lancer un programme de mécénat pour les travaux de notre abbatale. Je ne sais pas si j'aurai des grandes fortunes. Voilà ce que je voulais vous dire en réponse à votre question.

Monsieur LECACHEUR : Pour ma deuxième question, il s'agit de la concertation sur le centre commercial de la Belle-Etoile. Depuis quelques jours, circule sur les réseaux sociaux un questionnaire lancé par le promoteur du projet de reconstruction du centre commercial de La Belle-Etoile. Je suis interrogatif sur cette méthode de concertation. Il y a un souci parce que ce questionnaire dont on ne sait pas trop comment il arrive à nous, paraît un peu fait « à la va-vite ». D'abord, n'importe qui peut répondre à n'importe quoi. On peut être Montivillon, pas Montivillon. En plus il y a une dimension sociale. Il y a beaucoup de personnes âgées qui sont usagères du centre commercial et qui n'ont pas forcément accès à Facebook. C'est sur les réseaux modernes que sont envoyées toutes ces choses-là. Ces personnes âgées qui sont au premier chef intéressées à l'avenir du centre, sont aujourd'hui celles qui vont être le moins touchées par ce questionnaire. C'est une bonne raison, il me semble, pour changer de braquets. La mairie doit se mêler de cette concertation qui ne doit pas être un alibi, mais une mise à plat des besoins.

Pour cela, il ne faut pas confondre vitesse et précipitation. Cet équipement va restructurer le plateau de notre ville pour les 30 ou 40 prochaines années. Il est donc essentiel que tous les habitants, et je dis bien : tous les habitants, soient au moins sollicités. Après chacun répondra ou ne répondra pas. Mais il faut que tous en aient la possibilité. Aussi, ma question est la suivante Monsieur le Maire : il serait bon d'intervenir auprès du promoteur pour qu'un questionnaire papier soit transmis dans les boîtes aux lettres des habitants de la Belle-Etoile et des Lombards qui constituent le plateau de manière à ce que tous puissent avoir la possibilité de prendre connaissance de ce questionnaire et d'avoir la possibilité de répondre. Voilà ma demande.

Monsieur le Maire : Je vous informe que j'ai signé un courrier qui a été mis dans toutes les boîtes aux lettres de la Belle-Etoile et des Lombards ; peut-être pas tous les Lombards en détail, mais une bonne partie.

Monsieur FOURNIER : Vous parliez tout à l'heure de « pas de précipitation ». Effectivement, ce n'est pas un projet simple. Il doit être pris dans l'ordre comme je l'ai déjà dit. Je rappelle d'abord que c'est un projet privé, entre privés. Ce sont les commerçants, avec leurs propres deniers, qui vont investir. Ce n'est ni la mairie, ni quelqu'un d'autre. Ce sont les commerçants. A ce titre, la méthode qui a été employée et nous l'avons évoquée lors du dernier Conseil Municipal où nous avons dit que le promoteur allait lancer une enquête sur les réseaux. C'est ce qu'il est en train de faire. Il confirme ce qu'il devait faire. Concernant la diffusion de cette enquête, qui a pour but de peaufiner ce projet, par rapport à ce qu'il pense, à ce qu'il a pu discuter avec les commerçants, elle va l'aider à finaliser. Pour l'instant, nous n'avons aucun plan, aucune surface. Les architectes y travaillent. Ils sont en train de définir correctement le projet pour pouvoir, au vu de cette enquête et des discussions, présenter au mois de mai les premières esquisses pour pouvoir en discuter. A cette issue, comme on l'a dit, il y aura une réunion publique pour en débattre, voir ce que les habitants en pensent, voir s'ils ont d'autres idées. J'entends bien l'interrogation sur les personnes âgées. Je la partage. Je vais voir avec le promoteur si nous pouvons avoir une enquête papier pour les personnes âgées. Je pense que cela n'est pas

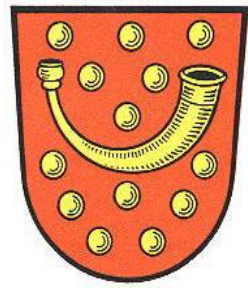
impossible. Mais la méthode, elle est claire. On ne peut pas discuter sur une page blanche. Pour discuter, il faut avoir un projet. C'est une affaire privée des commerçants. Ils ont des demandes de surfaces très précises. Je rappelle que ce sont leurs deniers propres. Je ne verrais mal imposer un projet pour lequel je ne serai pas d'accord. Laissons travailler le promoteur. Laissons travailler les commerçants. Ils se réunissent très régulièrement avec le promoteur toutes les semaines. Le travail est continu. Lorsque le promoteur aura un projet à présenter, il sera soumis aux remarques diverses et variées pour pouvoir adapter si besoin.

Monsieur le Maire : Effectivement, il faut y aller par phases : l'idée puis la délibération pour vendre le terrain de façon à ce que le promoteur puisse travailler sur le dossier. Maintenant, il finalise le projet et je vous assure que nous ferons une réunion publique pour informer toute la population sur le site.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Ne prend pas part au vote : 1 (Fabienne MALANDAIN)



CONVENTION 2019

VILLE DE MONTIVILLIERS – « Les Amis du Jumelage MONTIVILLIERS-NORDHORN »

ENTRE

La commune de **MONTIVILLIERS**, représentée par son Maire Daniel FIDELIN, selon le mandat donné par délibération du Conseil Municipal en date du 5 avril 2014 et désignée sous l'appellation de la « commune », d'une part,

ET

L'association dénommée « **Les amis de jumelage MONTIVILLIERS – NORDHORN** », association sans but lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est à la mairie de Montivilliers, représentée par sa Présidente, Sophie VILLAIN selon mandat donné par délibération du Conseil d'Administration « Les Amis de Jumelage de MONTIVILLIERS » – NORDHORN, en date du 21 avril 2018.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

La charte de jumelage a été signée le 27 Août 1963.

Le jumelage de MONTIVILLIERS avec la commune de NORDHORN a été décidé par délibération du Conseil Municipal du 2 juin 1964.

Il a été décidé ce qui suit :

Dans l'esprit d'une compréhension réciproque semblable à celle unissant l'Allemagne et la France et dans l'idée d'intensifier le jumelage entre la Basse Saxe et la Normandie le contrat suivant est passé entre les villes de NORDHORN et de MONTIVILLIERS.

Extrait de la charte écrite en 1963

« Chaque ville s'engage :

- 1. À maintenir l'amitié qui unit déjà leurs lycées, et aussi de la développer,*
- 2. À intensifier les contacts entre la jeunesse des deux villes, au plus exactement la conseiller et l'aider à se mieux connaître et à découvrir les avantages de nos deux cités,*
- 3. À encourager les échanges réciproques, à inviter aussi la jeunesse à étudier plus particulièrement les caractères industriels, culturels et sociaux de nos deux villes.*
- 4. À inviter les jeunes de toutes professions à un rapprochement bénéfique,*
- 5. À maintenir un contact permanent entre les élus municipaux et les administrations des deux villes et encourager aussi les contacts entre leurs populations ».*

Dans les mois à venir, les élus de la ville de Montivilliers proposeront d'inscrire de nouveaux engagements issus de discussions avec la ville de Nordhorn. Ils pourront être joints en annexe à la présente convention.

La commune assume la responsabilité du jumelage et le Conseil Municipal est garant de la politique à mener dans ce domaine mais il entend y associer tous les habitants, notamment à travers les associations locales, les centres sociaux, les établissements scolaires....

C'est pourquoi, dans le but d'assurer la pérennité des liens unissant la population de Montivilliers et de Nordhorn des contacts et échanges doivent être créés et entretenus à divers niveaux (scolaire, associatif, culturel, professionnel, sportif, familial, individuel, etc.) indépendamment des visites et manifestations officielles.

TITRE PREMIER : OBJET DU PROTOCOLE

Article 1

Dans le but de :

- Favoriser une plus large participation des habitants de la commune aux activités de jumelage.
- Marquer l'importance qu'elle attache à la vie associative et de privilégier cette dernière dans tous les domaines.
- Soulager le conseil Municipal et/ou ses commissions d'un certain nombre de tâches qui peuvent être déléguées.

La commune mandate l'association « Les Amis du Jumelage MONTIVILLIERS-NORDHORN » aux fins de mettre en œuvre, pour son compte, toutes les activités normalement impliquées dans le jumelage à l'exception de celles qui ne peuvent être entreprises qu'en vertu du mandat électif détenu par le Maire et le Conseil municipal ou qui engagent leur responsabilité propre.

Article 2

Restent du domaine strictement réservé au Maire et/ou au Conseil Municipal :

- Les décisions de politique générale,
- La participation à toute cérémonie ou manifestation comportant la représentation de la commune par ses élus,
- La réception officielle d'élus municipaux de Nordhorn ou de représentants des autorités du pays,
- L'engagement de toute dépense directement imputable sur le budget de la commune,
- Toute initiative réservée réglementairement au Maire ou au conseil Municipal et/ou nécessitant une délibération de ce dernier.

Article 3

Dans le cas où il n'existerait pas d'opposition fondamentale ou réglementaire à ce que l'une des prérogatives énumérées ci-dessus soit déléguée à l'association ou à l'un de ses représentants, un mandat express devra être donné au cas par cas, sans que l'exception puisse constituer un précédent.

Article 4

L'association « Les Amis du Jumelage MONTIVILLIERS-NORDHORN » est expressément mandatée par la commune pour :

- La promotion du jumelage dans la ville et auprès des habitants,
- L'incitation des associations et organisations locales à participer au jumelage dans le cadre et par le moyen des activités qui lui sont propres,
- L'établissement du programme annuel des activités de jumelage à l'exception des réceptions officielles éventuelles décidées en coordination avec le Conseil Municipal,
- L'organisation du voyage annuel de jeunes,
- L'organisation de voyages en groupes pour, en priorité, les Montivillons et avec une possibilité d'ouverture pour les habitants de l'agglomération havraise désirant se rendre à Nordhorn.

L'association « Les Amis du Jumelage MONTIVILLIERS-NORDHORN » se tient à l'écoute des demandes exprimées par les Nordhorners et cherchera à apporter des réponses en fonction de ses possibilités.

Article 5

L'association « Les Amis du Jumelage MONTIVILLIERS-NORDHORN » accepte l'ensemble du mandat qui lui est donné par la commune.

Elle s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour mener à bien la mission qui lui est confiée.

TITRE SECOND : FINANCEMENT DES ACTIVITES DE JUMELAGE

Article 6

Les frais de fonctionnement courants de l'association signataire doivent être couverts par ses propres ressources telles qu'elles sont prévues par ses statuts.

Article 7

Dans le but de donner à l'association « Les Amis du Jumelage MONTIVILLIERS – NORDHORN » les moyens nécessaires pour exercer les fonctions qui lui sont déléguées par le présent protocole et de permettre ainsi au plus grand nombre d'habitants de participer aux activités, la commune versera chaque année à l'association « Les amis du jumelage MONTIVILLIERS – NORDHORN » une subvention globale.

La subvention sera votée, chaque année, par le Conseil Municipal, lors du vote du budget primitif, compte tenu des possibilités de la commune et des comptes présentés par l'association signataire.

Article 8

La subvention est destinée notamment à couvrir :

- Les frais d'organisation sur les plans humains et matériels des actions et manifestations dont l'organisation incombe à l'association,
- L'aide aux jeunes à l'occasion de leurs déplacements dans le cadre des échanges et activités de jumelage,
- Les frais de déplacements de trois personnes, au maximum pour participer à une réunion de travail avec l'accord préalable des membres du bureau. (sur la base du tarif deuxième classe des chemins de fer).

Le montant donné à titre indicatif s'élève à 4125€, (925€ plus 3200€, voir art 13). Il pourra être modifié par avenant.

Article 9

Cette dotation ne peut en aucun cas servir à subventionner totalement ou même partiellement :

- Les voyages de détente, de loisirs ou touristique des habitants se déplaçant à titre individuel, isolément ou en groupes, dans le cadre des visites habituelles entre villes jumelles,
- Le déplacement, l'hébergement, le repas ou autres frais de même nature des administrateurs de l'administration signataire, y compris les membres de droit désignés par le Conseil Municipal à l'exception de ceux prévus à l'article 8.

Article 10

La subvention ne devra pas être non plus utilisée pour couvrir les frais d'organisation des réceptions officielles dont l'association aurait été chargée par la commune.

Ces frais seront pris en compte directement par le budget communal dès lors qu'ils auront été autorisés par le Maire sur présentation d'un devis établi par l'association.

Article 11

L'association « Les Amis du Jumelage MONTIVILLIERS-NORDHORN » fournira, chaque année avant le 30 Avril, à la municipalité :

- Le rapport d'activités de l'année écoulée,
- Le programme des activités prévues pour l'année en cours,
- Le rapport financier comportant les éléments ci-après :
 - Compte d'exploitation,
 - Budget prévisionnel,

La demande de subvention annuelle sera sollicitée dans le courant du dernier trimestre auprès de la collectivité.

TITRE TROISIEME : SOUTIEN DE L'ASSOCIATION « LES AMIS DU JUMELAGE MONTIVILLIERS – NORDHORN » PAR LES SERVICES MUNICIPAUX DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS

Article 12

Le service Environnement, Santé, Prévention et Cadre de Vie a dans ses missions l'appui à la vie associative. Rattaché à ce service, le Centre Social Jean Moulin, en lien avec l'axe de travail défini dans le contrat de projet 2017/2020, peut accompagner techniquement l'Association « Les Amis du Jumelage Montivilliers – Nordhorn » sur :

- Le cadre réglementaire du jumelage,
- La formation des bénévoles,
- La connaissance et le suivi budgétaire des subventions du milieu associatif,
- La réflexion et la mise en œuvre de projet à l'échelle du territoire montivillon.

Des locaux municipaux seront mis à la disposition de l'association pour le suivi et l'organisation des activités de l'association. (Réunions, AG, rencontres dans le cadre du jumelage, Marché de Noël.)

Article 13

Le service Enfance Jeunesse Scolaire peut accompagner « Les Amis du Jumelage Montivilliers – Nordhorn » sur la mise en place des séjours (Montivilliers/ Nordhorn – Nordhorn/Montivilliers) en direction de la Jeunesse sur :

- la mise à disposition d'agents d'animation pour le séjour annuel des jeunes dans la limite de 200 heures représentant une enveloppe de 3200€.
- la communication des informations sur le cadre réglementaire et le montage des projets relevant du Ministère chargé des Sports, de la Jeunesse, de l'Education populaire et de la Vie associative.
- Le soutien dans l'organisation du planning lors du séjour des jeunes Nordhorners à Montivilliers.

TITRE QUATRIEME : RELATION ENTRE LE CONSEIL MUNICIPAL ET L'ASSOCIATION « LES AMIS DU JUMELAGE MONTIVILLIERS – NORDHORN »

Article 14

Le Conseil Municipal sera représenté par 5 élus. Monsieur le Maire, un adjoint référent et 3 conseillers municipaux membres de droit du conseil d'administration, désignés à cet effet par le Conseil Municipal. Ces élus pourront être consultés, mais ne prendront pas part au vote du conseil d'administration de l'association.

Cette représentation devra être expressément prévue par les statuts de l'association « Les Amis du Jumelage MONTIVILLIERS-NORDHORN »

Article 15

Les conseillers municipaux désignés par la commune de MONTIVILLIERS, membres de droit du Conseil d'Administration de l'association signataire, jouiront des mêmes prérogatives que les autres administrateurs. Ils participeront, en conséquence, à toutes les séances du Conseil d'Administration.

Ils ne pourront solliciter les mandats de président, de trésorier et de secrétaire.

TITRE CINQUIEME : DATE D'EFFET DE LA CONVENTION, RENOUVELLEMENT ET RESILIATION OU RUPTURE

Article 16

La présente convention prend effet le jour de sa signature par les parties.

Elle est valable pour 4 ans et se renouvellera d'années en années, sauf dénonciation par l'une des parties au minimum 3 mois avant la date mentionnée à la signature.

La résiliation devra être signifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier remis en main propre, contre décharge, à un représentant qualifié.

Article 17

Les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de l'association « Les Amis du Jumelage MONTIVILLIERS-NORDHORN » ne devront pas être en contradiction avec les dispositions de la présente convention.

Dans le cas contraire, la convention deviendrait immédiatement caduque, la responsabilité de la rupture incombant à l'association signataire.

Article 18

Dans le cas où, dans un délai de trois mois après la remise du compte-rendu financier de l'association au Conseil Municipal, la subvention annuelle de fonctionnement n'aurait pas été versée, l'association « Les amis du jumelage MONTIVILLIERS-NORDHORN » pourrait se considérer comme dégagée provisoirement de toutes les délégations contractées envers la commune en vertu du présent protocole quinze jours après avoir donné préavis de suspension au Conseil Municipal par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier remis en main propre, contre décharge, à un représentant qualifié.

Seul le versement de la subvention dans un délai justifié pourrait interrompre la suspension et remettre la convention en vigueur dans tous ses effets.

Dans le cas contraire, la responsabilité de la rupture incomberait à la commune.

Article 19

En cas de dissolution de l'association « Les Amis du Jumelage MONTIVILLIERS-NORDHORN » ou de la rupture de la convention du fait de l'association, la commune serait fondée à demander que soit établi un arrêté des comptes et, par un conseiller municipal désigné à cet effet, à exiger la restitution de la part de la subvention de l'année en cours et des années antérieures non encore utilisées aux fins pour lesquelles elles étaient prévues.

Article 20

En cas de rupture de la présente convention imputable à la commune, l'association signataire sera tenue de reverser les fonds non utilisés sous réserve des sommes déjà engagées et d'une juste indemnisation du préjudice ainsi subi.

Article 21

Dans le cas où, sur le rapport des conseillers municipaux membres de droit, ou par tout autre moyen, le Conseil Municipal aurait acquis la conviction que des fonds provenant de la subvention annuelle ont été détournés de leur destination, il serait fondé, après demande d'explications, à voter la suspension provisoire des effets du présent protocole jusqu'à production des justifications nécessaires, ceci indépendamment de toute action qu'il pourrait intenter devant la juridiction compétente.

TITRE SIXIEME : AMENDEMENTS AU PROTOCOLE

Article 22

Le présent protocole pourra faire l'objet, par avenant, de toute modification ou addition qui s'avèrerait nécessaire, après avis conforme du Conseil Municipal et du Conseil d'Administration de l'association « Les Amis du Jumelage MONTIVILLIERS-NORDHORN »

Fait en 2 exemplaires à MONTIVILLIERS, le

Pour le comité de jumelage
La Présidente, Sophie VILLAIN

Pour la commune
Le Maire, Daniel FIDELIN

Monsieur LEBRETON : J'aurais souhaité répondre à l'interpellation de Monsieur DUBOST.

Monsieur le Maire : Il n'y a pas de débat Monsieur LEBRETON.

Monsieur LEBRETON : Je ne parle pas de Notre Dame. Il m'a interpellé sur un Tweet. Il a voulu lier mon Tweet à Notre Dame.

Monsieur le Maire : Je vous laisse la parole.

Monsieur LEBRETON : Dans une assemblée démocratique, c'est la moindre des choses que de pouvoir répondre à une interpellation puisque la nature de cette interpellation peut inquiéter des gens qui ont entendu ce qu'a dit Monsieur DUBOST. De quoi s'agit-il ? J'ai fait un Tweet qui était une réaction à chaud à l'incendie de Notre Dame. C'était une analyse politique très sévère pour le bilan de Monsieur MACRON. Cela n'a pas plu à tout le monde. Dont acte. Mais moi, je ne fais pas de la politique pour plaire à tout le monde. Soyons très clair là-dessus. En effet, Paris Normandie en a parlé. Je tiens tout de même à dire que je suis outré. Je suis Parlementaire depuis cinq ans. A ce titre, j'ai été chargé de beaucoup de dossiers. Encore dernièrement, j'étais l'un des rapporteurs d'un texte très important qui va protéger les lanceurs d'alerte dans toute l'Europe. Paris Normandie ne m'a jamais sollicité sur mon travail de parlementaire européen pendant cinq ans. Et parce qu'un seul Tweet en cinq ans fait l'objet d'une polémique, j'ai droit à un article du journal. C'est indigne et je m'étonne Monsieur DUBOST que vous en remettiez une couche. Ce n'est vraiment pas ma conception de la démocratie.

Monsieur le Maire : Monsieur LEBRETON, je prends acte de vos propos.

INFORMATION A HUIS-CLOS

6. DELEGATION DE COMPETENCES ACCORDEES A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – COMMUNICATION

M. Daniel FIDELIN, Monsieur le Maire - En vertu de la délégation qui m'a été donnée par le Conseil Municipal, je vous informe des domaines dans lesquels cette délégation a été utilisée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2016, relative à la délégation de signature accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONSIDERANT que les décisions suivantes ont été transmises au contrôle de légalité en vertu de cette délégation ;

Prend communication de la signature des décisions suivantes et de leur envoi au contrôle de légalité :

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE :

1) Création et développement d'un site internet (DE1904I1_1M), acte certifié exécutoire le 28/03/2019.

Suite à la consultation lancée le 1^{er} février 2019, un marché pour la création et le développement du nouveau site internet de la ville a été signée avec l'agence DUBOSC BDSA – 63 Quai Georges V – 76600 LE HAVRE), pour un montant de 21.560,00 € HT, soit 25.872,00 € TTC.

Imputation budgétaire : 2051-023

2) Travaux d'aménagement du service enfance, jeunesse, scolaire (DE1904I1_2), acte certifié exécutoire le 28/03/2019

Suite à la consultation lancée le 23 janvier 2019, les marchés de travaux pour l'aménagement des locaux de la cité administrative de Montivilliers pour accueillir le service Enfance Jeunesse Scolaire ont été attribués et signés avec les entreprises suivantes :

Lot n°01 : « Menuiserie intérieure » avec la SAS OMONT PERE ET FILS (ZA les hautes vallées, 3 rue des hautes vallées, 76930 OCTEVILLE SUR MER), pour un montant de 50 833,33 € HT soit 61 000,00 € TTC, PSE n°1 « Fourniture et pose de stores » incluse.

Lot n°02 : « Plomberie – Chauffage » avec RIMBERT SARL (45 boulevard de Graville, 76600 LE HAVRE), pour un montant de 33 667,00 € HT soit 40 400,40 € TTC, hors PSE.

Lot n°03 : « Peinture » avec la SAS PBI (1 avenue du Cantipou, 76700 GONFREVILLE L'ORCHER), pour un montant de 27 007,60 € HT soit 32 409,12 € TTC, hors PSE.

Lot n°04 : « Menuiserie extérieure » avec la SAS OMONT PERE ET FILS (ZA les hautes vallées, 3 rue des hautes vallées, 76930 OCTEVILLE SUR MER), pour un montant de 27 079,00 € HT soit 32 494,80 € TTC.

Lot n°05 : « Revêtement de sol souple » avec SOLS DELOBETTE (9 rue la Pérouse, 76600 LE HAVRE), pour un montant de 10 833,33 € HT soit 13 000,00 € TTC.

Lot n°06 « Electricité » avec la SARL DOMUS (8 rue de la plaine, 76700 GONFREVILLE L'ORCHER), pour un montant de 37 500,00 € HT soit 45 000,00 € TTC.

Lot n°07 : « Maçonnerie – démolition » avec la SNET (118 route de Valmont, 76400 FECAMP), pour un montant de 7 000,00 € HT soit 8 400,00 € TTC.

Lot n°08 : « Porte automatique » avec AXED (380 rue Maurice Herzog, 73420 VIVIERS DU LAC), pour un montant de 7 400,00 € HT soit 8 880,00 € TTC.

Lot n°09 : « VRD » avec RESEAUX ENVIRONNEMENT (ZA les sapins, 76110 BREaute), pour un montant de 9 662,80 € HT soit 11 595,36 € TTC.

Imputation budgétaire : 2135-422

3) Travaux pour ouverture partielle de l'école maternelle Louise Michel (DE1904I1 3), acte certifié exécutoire le 05/04/2019

Suite à la consultation lancée le 31 janvier 2019, les marchés de travaux pour l'ouverture partielle de l'école maternelle Louise Michel ont été attribués et signés avec les entreprises suivantes :

Lot n°01 : « Menuiserie intérieure » avec GAGNERAUD CONSTRUCTION (38 rue Paul Doumer, 76700 HOLFLEUR), pour un montant de 8 197,45 € HT soit 9 836,94 € TTC.

Lot n°02 : « Plomberie – Chauffage » avec RIMBERT SARL (45 boulevard de Graille, 76600 LE HAVRE), pour un montant de 736,00 € HT soit 1 027,20 € TTC.

Lot n°03 : « Peinture » avec la TOP PEINTURE (113 quai Georges V, 76600 LE HAVRE), pour un montant de 3 472,50 € HT soit 4 167,00 € TTC.

Lot n°04 : « Electricité » avec la SARL DOMUS (8 rue de la plaine, 76700 GONFREVILLE L'ORCHER), pour un montant de 4 480,00 € HT soit 5 376,00 € TTC.

Lot n°06 : « Maçonnerie » avec GAGNERAUD CONSTRUCTION (38 rue Paul Doumer, 76700 HOLFLEUR), pour un montant de 2 673,16 € HT soit 3 207,79 € TTC.

Lot n°07 : « VRD - Clôture » avec COMPAGNIE NORMANDE DES CLOTURES (120 rue Louis Bréguet, 27000 EVREUX), pour un montant de 3 314,00 € HT soit 3976,80 € TTC.

Le lot n°05 « Menuiserie extérieure » a été déclaré infructueux, une procédure négociée est en cours.

Imputation budgétaire : 2135-211

4) Acquisition de vêtements de travail – services Restauration et techniques (DE1904I1 4M), acte certifié exécutoire le 28/03/2019

Suite à la consultation lancée le 14 décembre 2018, deux accords-cadres à bons de commande ont été signés avec la société GEDIVEPRO (127 rue Jules Bournet – 03100 MONLUCON) pour l'acquisition des vêtements de travail des personnels des services restauration et techniques de la ville.

Ces accords-cadres sont signés pour une durée d'un an, à compter de la date de notification, reconductible tacitement 3 fois, sans toutefois pouvoir excéder une durée totale de 4 ans.

Les montants de commande sont susceptibles de varier de la façon suivante :

LOT 1 : Acquisition de vêtements de travail – service restauration

VILLE DE MONTIVILLIERS (montant maximum annuel HT) :

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
30 000,00	13 000,00	10 000,00	13 000,00

LOT 2 : Acquisition de vêtements de travail – service technique

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
10 000,00	10 000,00	56 000,00	56 000,00

Imputation budgétaire :

Lot 1 : Acquisition de vêtements de travail – service restauration : 60636-251

Lot 2 : Acquisition de vêtements de travail – services techniques : 60636-0202

5) Lavage et entretien des vêtements de travail – services Restauration et techniques (DE1904I1 5M), acte certifié exécutoire le 28/03/2019

Suite à la consultation lancée le 17 décembre 2018, un accord-cadre à bons de commande a été signé avec l'ESAT de l'Estuaire (33 ter rue Maurice Thorez – 76700 GONFREVILLE L'ORCHER), pour le lavage et l'entretien des vêtements de travail des personnels des services restauration et technique de la ville.

Cet accord-cadre est signé pour une durée d'un an, à compter de la date de notification, reconductible tacitement 3 fois, sans toutefois pouvoir excéder une durée totale de 4 ans.

Les montants de commande sont susceptibles de varier de la façon suivante :

VILLE DE MONTIVILLIERS (montant maximum annuel HT) :

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00

Imputation budgétaire : 6042-0202 (services techniques) – 251 (service restauration)

6) Mise en place de gouttières et chéneaux à l'abbatiale Saint Sauveur – Avenant (DE1904I1 6M), acte certifié exécutoire le 04/04/19

Dans le cadre des travaux de mise en place de gouttières et chéneaux des nefs et du bas-côté de l'église abbatiale, un marché a été conclu avec l'entreprise SAS REMY DUPUIS (Route de Saint Germain – 76690 CAILLY), un avenant doit être signé avec cette société concernant la location d'échafaudages extérieurs, pour une durée supplémentaire courant du 15 décembre 2018 au 8 février 2019.

Cette location s'élève à 1.832,30 € HT, soit 2.198,86 € TTC.

Le montant du marché qui était initialement de 119.423,72 € HT, modifié par de précédents avenants à 186.012,49 € HT, passe aujourd'hui à 194.041,67 € HT soit 232.850,00 € TTC

Imputation budgétaire : 2313-324-1030

SERVICE FINANCES :

1) Modification de la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'occupation du domaine public et pour la délivrance des documents cadastraux (DE1904I1-1F), acte certifié exécutoire le 12/04/2019

Cette régie de recettes était initialement installée au service urbanisme, à l'hôtel de Ville. Avec la création de la communauté urbaine, les agents du service urbanisme ayant été transférés, les services de la Ville ont été réorganisés. Désormais, le service technique réalise cette mission. Il est donc nécessaire de modifier l'acte constitutif de la régie afin de revoir la nature des produits encaissés et l'adresse de la régie.

Les articles 1^{er}, 2 et 3 sont ainsi modifiés :

Article 1^{er} : Il a été institué une régie de recettes pour l'encaissement **des droits d'occupation du domaine public**.

Article 2 : Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de paiement suivants :

- Numéraire
- Chèques bancaires, postaux

Article 3 : Cette régie est installée auprès des **services techniques, Mairie de Montivilliers, 28 rue Raoul Dufy, 76290 Montivilliers**.

SERVICES RESSOURCES HUMAINES :

1) Autorisation de saisine d'avocat pour défendre la collectivité dans une affaire contentieuse

Dans le cadre d'un contentieux opposant la Ville de Montivilliers au brigadier-chef principal, suspendue de ses fonctions depuis le 18 décembre 2018, la Ville de Montivilliers a saisi le cabinet EKIS afin d'être représentée devant le tribunal administratif suite à un référé suspension formulé par l'agent le 14 février 2019.

Par ordonnance en date du 7 mars 2019, le tribunal administratif a rejeté la demande de l'agent.

Une convention d'honoraires a été conclue avec Me Tugaut, chargée de représenter la Ville de Montivilliers.

Le montant prévisionnel de la dépense a été estimé à 4500 € HT.

Imputation budgétaire : 01(opérations non ventilables) – 6227 (frais d'actes et contentieux)

Monsieur le Maire : C'est une information. Il n'y a pas de débat. Monsieur DUBOST, je vous en informe.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE INFORMATION.

Séance levée à 20 h 35
